

Édition spéciale
en français

Institut de Planification d'une Politique pour le Peuple Juif

RAPPORT ANNUEL DU JPPPI

2005/2006

LE PEUPLE JUIF EN 2005/2006 Entre Renaissance et Déclin

Une radioscopie du monde juif, un exposé de ses contradictions et des menaces qui pèsent sur lui, et des voies qui pourraient lui permettre de s'affirmer comme entité porteuse d'espoir

THE JEWISH PEOPLE POLICY PLANNING INSTITUTE
(ESTABLISHED BY THE JEWISH AGENCY FOR ISRAEL) LTD



המכון לתכנון מדיניות עם יהודי
(מיסודה של הסוכנות היהודית לח"י) בע"מ

Partenaires et membres de l'Assemblée Générale

Zeev Bielski

Président de l'Exécutif de l'Agence Juive

Lester Crown et Charles Goodman

Famille Crown-Goodman

Arlene Kaufman et Sandy Baklor

Jack Kay

Lee Kohrman

Fondation David et Inez Myers

Leonid Nevzlin

Fondation Nadav

Jay Sarver

Directeur du Comité budgétaire et financier de l'Agence Juive

Carole Salomon

Présidente du Conseil des Gouverneurs de l'Agence Juive

Assemblée des Directeurs et Conseil Professionnel

Président

Dennis Ross

Membres

Ya'acov Amidror, Uzi Arad, Uzi Dayan, Sami Friedrich, Steve Hoffman, Irwin Kotler Judith Liwerant, Isaac Molho, Steve Nasatir, Yaakov Neeman, John Ruskay, Aharon Yadlin

Président et Fondateur de l'Institut

Yehezkel Dror

Directeur général

Avinoam Bar Yosef

Coordinatrice

Ita Alcalay

Quelques publications du JPPPI

Annual Assessment 2004–2005: The Jewish People between Thriving and Decline,

672 pages, JPPPI Staff and contributors, 2005

China and the Jewish People: Old civilizations in a New Era,

Dr. Shalom Wald, 2004

Position Paper: Global Jewish People Forum,

JPPPI Staff, 2005

Soft Power — A National Asset,

Dr. Sharon Pardo, 2005

Strategy Paper: Confronting Antisemitism — A Strategic Perspective,

Prof. Yehezkel Dror, 2004

Alert Paper No 1: New Anti-Jewishness,

Prof. Irwin Kotler, 2003

Alert Paper No 2: Jewish Demography — Facts, Outlook, Challenges,

Prof. Sergio DellaPergola, 2003



המכון לתכנון מדיניות עם יהודי THE JEWISH PEOPLE POLICY PLANNING INSTITUTE
(מסודה של הסוכנות היהודית ל"א"י) בע"מ LTD (ESTABLISHED BY THE JEWISH AGENCY FOR ISRAEL)

RAPPORT ANNUEL DU JPPPI

2005/2006

LE PEUPLE JUIF EN 2005/2006

Entre Renaissance et Déclin

Direction du projet

Sergio DellaPergola
Yehezkel Dror
Amos Gilboa
Shalom Wald

Contributions

Nadav Anner, Zvi Aran, Avinoam Bar Yosef, Jerome Chanes, David Dery, Avi Gil, Naftali Elimeleh, Avi Ifergan, Yogev Karsenty, Amir Kadari, Sebastian Klor, Dov Maimon, Liav Orgad, Sharon Pardo, Rafi Pizov, Israël Pupko, David Shapira, Shmuel Trigano, Morton Weinfeld, Michael J. Weil, Ahava Zaremski

Édition originale (anglais/hébreu)

Rami Tal

Édition française

Dov Maimon

© 2006, The Jewish People Policy Planning Institute (established by the Jewish Agency for Israel) Ltd,
Jérusalem

ISBN: 965-229-381-4

Mise en page: Marzel A.S. — Jérusalem

Conception de la couverture: Nitza Bruck, Jérusalem

Production de la couverture: S. Kim Glassman, Jérusalem

Imprimé en Israël par Gefen Publishing House LTD, Jérusalem

WWW.ISRAELBOOKS.COM

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS de Dennis Ross	4
INTRODUCTION de Sergio DellaPergola	5
PERSPECTIVES — Scénarios possibles du futur	7
1. ANALYSE GÉNÉRALE	17
A. Forces et faiblesses	17
B. L’environnement général	19
C. Effets de l’environnement général	27
D. Tendances majeures au sein du peuple juif	29
2. SITUATION DES COMMUNAUTÉS JUIVES EN 2005/2006	41
A. La scène mondiale	41
B. L’Europe et l’Union européenne	46
C. L’Amérique du Nord	57
D. L’Amérique latine	60
E. L’Asie, l’Afrique et le Pacifique	61
F. Israël	63
3. FAÇONNER L’AVENIR — Ordre du jour et recommandations	67
1. Créer les conditions propices à une Renaissance juive	69
2. Affermir la sécurité d’Israël	70
3. Renforcer l’identité juive d’Israël	70
4. Contrecarrer le déclin démographique	72
5. Former un leadership juif de haute qualité	73
6. Encourager une créativité civilisationnelle juive	74
7. Renforcer l’attractivité du judaïsme	75
8. Encourager les politiques multiculturalistes	76
9. Repenser et consolider les relations Israël-Diaspora	77
10. Positionner Israël comme État phare du peuple juif	78
11. Revaloriser le statut de la femme juive	79
12. Penser la dimension géopolitique	80
13. Tikoun ôlam — Le message d’Israël à l’humanité	81
14. Mobiliser le cyberspace	82
15. Améliorer l’éducation juive	83
16. Réparations et restitution	84
17. Repenser la répartition des ressources	86
18. Améliorer les processus de décision	87

AVANT-PROPOS

À n'en pas douter, le peuple juif est confronté à une série de défis d'envergure mondiale. Les organisations juives déjà en place affrontent ces défis. Pour des raisons tout à fait compréhensibles, chacun de ces problèmes — qu'ils soient liés à des questions comme le nouvel antisémitisme, l'équilibre démographique, la situation sécuritaire ou économique — est d'ordinaire appréhendé comme un cas isolé, ou à travers un prisme local, voire régional. Bien souvent, cette façon d'œuvrer est parfaitement raisonnable. Cependant, une analyse parcellaire amoindrit l'aptitude à établir le lien entre un problème particulier, *spécifique à telle ou telle région du monde*, et un autre. Une perspective intégrale, totalisante, est donc essentielle à une bonne intelligence des questions les plus cruciales pour le judaïsme mondial.

Établir une approche globalisante n'est pas chose aisée ; c'est néanmoins à cette tâche que se voue l'Institut de planification d'une politique pour le peuple juif (Jewish People Policy Planning Institute — JPPPI). Dans son Rapport intitulé « *Le peuple juif en 2005/2006 : Entre Renaissance et déclin* », le JPPPI dresse un bilan complet illustrant ce que l'on pourrait nommer *l'état des lieux* du peuple juif. On y trouve des comptes rendus et des analyses sur les communautés juives à travers le monde. Au-delà du simple aperçu de *l'existence* des diverses communautés juives, le Rapport du JPPPI signale les communautés en péril potentiel, indique les lieux où certains problèmes — comme celui de la démographie — présentent un caractère urgent, et localise les foyers de tension comme ceux où il s'avère d'ores et déjà possible d'appliquer des solutions spécifiquement communautaires ou politiques.

Un bilan mondial offre non seulement de précieuses perspectives, mais constitue aussi l'aune à laquelle, dans le monde actuel, la situation des juifs peut être mesurée. Si le présent Rapport ne révélait qu'analyses et faits, sa valeur serait déjà patente. Mais ce qui, selon moi, lui confère un surcroît de valeur, ce sont les conclusions auxquelles il parvient. Le Rapport nous offre des indications claires ; il détermine ce que devrait être, pour le judaïsme mondial, *l'ordre du jour* ; il s'étend sur les méthodes, comme sur les moyens, susceptibles de nous permettre d'aborder efficacement les questions fort délicates que sont l'avenir des valeurs juives, les tendances démographiques ou les menaces qui pèsent sur les Diasporas.

Au cours de son investigation approfondie, le JPPPI a affronté ce bouquet de questions, lesquelles constituent autant de *défis* à relever. Il comble une lacune et offre une base de réflexion qui, à coup sûr, fera date ; *leaders* communautaires, dirigeants, conseillers et observateurs — par-delà les strictes limites communautaires — pourront, s'ils le désirent, en méditer les analyses et les conclusions, pour éventuellement décider ensuite de la manière d'affronter chacun des défis dont ce Rapport dessine les contours.

Ambassadeur Dennis Ross

Président de l'Assemblée des Directeurs et du Conseil Professionnel
Institut de Planification d'une Politique pour le Peuple Juif (JPPPI)

INTRODUCTION

Les défis que le peuple juif doit affronter en 2006 trouvent leur origine dans les mutations socio-politiques en cours à l'échelle planétaire ; leurs répercussions sur l'existence juive elle-même sont profondes quoique difficiles à prévoir. Dans un contexte mondial pour le moins turbulent, le peuple juif expérimente lui-même une série de transformations internes d'une vive intensité, et ce, dans les secteurs tant culturel que démographique ou sociopolitique. Dès lors, il est évident que l'avenir peut prendre divers visages, tant il est vrai que les « scénarios » — qu'ils soient heureux ou inquiétants — sont multiples. Il ne saurait s'agir ici d'anticiper, car les changements en cours et leurs rejaillissements sur la politique, sur la culture, tout comme sur l'aptitude du judaïsme à se renouveler, ne nous le permettent pas. Ceci est particulièrement vrai lorsque l'on envisage la promptitude avec laquelle certains États européens opèrent des revirements socio-politiques.

Plongé dans un contexte mondial compétitif et, à l'occasion, brutal, le peuple juif — tout comme ses *leaders* et ses organisations tant locales qu'internationales — doit concevoir une démarche intellectuelle susceptible de l'aider à prendre les meilleures décisions possibles pour son avenir.

Le choix théorique, c'est-à-dire l'élaboration d'une *stratégie globale* destinée à être concrètement mise en œuvre, est exceptionnel : les organisations juives lui préfèrent d'ordinaire

l'observation (éventuellement doublée d'une action) locale. Fort révélateur est le fait que, à travers leurs choix stratégiques, les divers gouvernements d'Israël n'ont jamais sérieusement réfléchi aux conséquences de leur politique sur l'ensemble du monde juif. Si nul ne saurait nier, d'une Diaspora à l'autre, l'existence de liens solides, et même d'une *communauté destinale*, la nécessité et l'urgence d'établir un bilan général de la situation du peuple juif sont désormais flagrantes, et rien ne peut plus en justifier l'ajournement.

L'*Institut de planification d'une politique pour le peuple juif* (JPPPI) a décidé de mener ce travail à bien. Au cours de ce Rapport succinct, et plus encore dans l'ouvrage de référence plus complet disponible en anglais,¹ nous présentons les principales conclusions résultant d'une observation systématique du monde juif actuel. Au plan méthodologique, ces travaux reposent sur une prise en compte des tendances internes et/ou externes capables d'influer sur le présent, mais aussi sur l'avenir proche, du peuple juif. La mission scientifique du JPPPI consiste précisément à élaborer cette approche globale, en se fondant sur les analyses fournies par des experts qui, par ailleurs, ne manquent pas de suggérer diverses manières d'envisager plus sereinement

¹ *The Jewish People Policy Planning Institute Annual Assessment 2004-2005*. Jerusalem, The Jewish People Policy Planning Institute, 2005, 672 pp.

l'avenir du monde juif. Accomplir cette mission — et donc offrir une possibilité de *penser le peuple juif dans sa totalité* — a constitué pour nous une formidable source d'espoir, lequel se trouve réalisé à travers la parution de ce Rapport.

Notre dessein est clair : cette étude doit constituer le premier pan d'une *analyse assidue* du fait juif qui, périodiquement, fera l'objet de publications scientifiques. Ainsi, les faits majeurs, les tendances saillantes comme les processus en cours au sein du monde juif pourront être connus et publiquement discutés.

Dans la mesure où le présent Rapport n'est que le premier d'une série, nous avons cru bon d'y insérer des données ayant trait aux tendances actuelles qui sont à l'œuvre parmi les juifs de la Diaspora comme d'Israël. À cette fin, il nous a fallu amorcer l'analyse de certains éléments qui ont marqué le monde juif au cours de ces dernières années. Nous espérons que la démarche novatrice caractérisant nos travaux sera appréciée et permettra de progresser dans la voie menant à la cristallisation d'une politique systématique du peuple juif. Les idées et les suggestions contenues dans ce Rapport exigeront, à leur tour, une réflexion approfondie et destinée à rendre possible leur mise en pratique.

Conçu prioritairement pour le lecteur français, ce Rapport, divisé en trois parties et précédé d'une vue d'ensemble hautement spéculative, comprend un éventail et une synthèse des chapitres clés publiés dans le volume anglais précité :

- La section préliminaire, intitulée « Perspectives », présente deux « scénarios » pour le futur du peuple juif. L'un, prometteur, porteur d'espoir, de créativité et d'ouverture

vers l'avenir ; l'autre, pessimiste, catastrophiste, dépourvu d'avenir ;

- La première partie, intitulée « Analyse générale », résume les influences principales, tant intérieures qu'extérieures, qui sont à l'œuvre au sein du monde juif dans sa globalité ;
- La seconde partie propose — communauté par communauté — un examen des événements récents ; elle traite aussi plus particulièrement du judaïsme européen, en accordant une place de choix à la réalité du judaïsme français ;
- Enfin, la troisième partie, « Façonner l'avenir », reprend les analyses mais, cette fois, les considère du point de vue de leurs éventuelles retombées politiques, ce qui rend possible l'élaboration d'un véritable ordre du jour du peuple juif et l'articulation de recommandations.

Ce projet n'aurait pu voir le jour sans l'aide de multiples intervenants ; je tiens à remercier en particulier le général de brigade (de réserve) Amos Gilboa qui a dirigé ce projet jusqu'en mars 2004. Dov Maimon, en collaboration avec Marlène Mohier, a adapté et traduit ce texte pour le public francophone.

Sergio DellaPergola

Associé principal et chef de projet,
Institut de Planification d'une Politique
pour le Peuple Juif (JPPPI)
Professeur à l'Institut A. Harman du
judaïsme contemporain
Université hébraïque de Jérusalem

PERSPECTIVES

נצח ישראל לא ישקר (שמואל א' ט"ו, כ"ט)

« L'éternité d'Israël ne démentira pas » (I Samuel, 15, 29)

A. ARGUMENTS CLÉS

Si on l'envisage dans sa globalité, l'histoire du peuple juif nous apparaît unique. Ayant survécu à de longs siècles de brimades et de massacres, ce peuple n'en a pas moins accompli de hauts faits, lesquels culminèrent dans la résurrection de l'État hébreu. En accord avec une « vision du monde » (*Weltanschauung*) d'inspiration religieuse ou même séculière, certains seraient tentés de voir ici l'action mystérieuse de la Providence ; d'autres parleront des *ruses de l'Histoire*, ou encore d'aptitudes inhérentes au seul peuple juif, voire plus prosaïquement, d'un simple concours de circonstances. Cela étant, prédire un avenir radieux aux juifs en invoquant leur illustre passé serait aussi aventureux qu'erroné. Même pour ceux qui croient en une *théologie de l'histoire* — selon laquelle le peuple juif jouirait d'une Providence *particulière* au sein de l'humanité —, le prodige de la survie *passée* d'Israël ne peut aucunement constituer la garantie de sa survie *future* ; en effet, les voies et les desseins divins étant absolument insondables, l'homme ne peut en tirer la moindre conclusion pour l'avenir ou augurer que l'Histoire prendra telle direction plutôt que telle autre. Dès lors, ni l'indifférence, ni la confiance aveugle en des *lendemains qui chantent* ne

sauraient être de mise ici ; mieux : par les temps actuels, qui situent notre Histoire sous le signe de la rupture, de l'incertitude, du péril — et tandis que l'humanité se tient à un carrefour décisif —, une telle passivité pourrait en fin de compte s'avérer funeste.

Ainsi, les conclusions hâtives et les certitudes infondées quant à la pérennité du peuple juif risquent fort de se révéler comme autant d'erreurs fatales. Ceci devient encore plus flagrant si l'on soumet à un examen comparatif les différents « scénarios » historiques auxquels les juifs pourraient être confrontés. L'analyse objective, fondée sur des *faits* plutôt que sur d'invérifiables présupposés, montre que si ces scénarios peuvent être positifs, porteurs d'espoir et de continuité, ils pourraient aussi tourner à la catastrophe, à l'échec et à l'ébranlement même de la vie du peuple juif. Comme l'annonce le titre du présent ouvrage, nous pensons que le peuple juif se situe à un point particulièrement délicat de son existence : entre Renaissance et déclin. Afin de le démontrer, nous nous proposons de mener dans les pages qui suivent une analyse qui se veut aussi exhaustive que possible : en effet, elle se fonde sur l'ensemble des tendances, processus, indices et autres facteurs constitutifs du fait juif contemporain.

La question qu'il s'agit donc d'abord de poser est celle-ci : existe-t-il une théorie classique de l'ascension et du déclin des peuples dont les termes seraient applicables au destin spécifique des juifs ? En dépit de l'abondante littérature qui traite de l'âge d'or comme de la chute des empires, États ou même organismes internationaux, la réponse est malheureusement négative. Conjectures, spéculations, comparaisons, évaluations, suggestions ne font certes pas défaut, tant dans l'historiographie universelle que dans le champ de la recherche et de l'érudition spécifiquement juives. Toutefois, la récurrence des cycles historiques n'ayant jamais été scientifiquement établie, *les certitudes ne nous sont pas permises*.

Face aux mutations radicales qui balayent non seulement le monde juif, mais l'humanité dans son ensemble, les fameuses *leçons de l'Histoire* font bien pâle figure... Ceci étant dit, l'examen scrupuleux des données relatives à la situation du peuple juif aujourd'hui ne saurait être tenu pour un exercice inutile ; il permet au contraire de déterminer certaines orientations majeures, lesquelles serviront à leur tour, dans le cadre d'études à venir, de critères comme de bases scientifiques et de prémisses à de futurs débats.

La méthode des scénarios alternatifs comporte à l'évidence un inconvénient majeur : celui de caricaturer une réalité complexe pour la faire rentrer dans un schéma trop contraignant, en chassant certaines objections évidentes. Mais elle a l'avantage de démonter, comme pour un moteur, les rouages du raisonnement principal. Dans leur extrémisme apparent, les deux scénarios envisagés ne sont que les serres où l'on fait pousser certains concepts fondamentaux, pour les réimplanter dans la phase finale du cœur d'un

modèle qu'on voudra sans cesse plus proche de la réalité.

Comme le répètent les promoteurs de cette méthode, l'analyse linéaire ne fournira au lecteur qu'une chrysalide, mais ne saurait créer un papillon. Pour arriver au papillon, il faut franchir un pas essentiel, celui de l'imagination. Nous espérons qu'un tel projet et le dialogue qu'il suscite aideront le lecteur à franchir ce pas — non pas pour prédire le monde de l'an 2025, voire de l'an 2050, ce qui dépasse manifestement nos capacités, mais afin de mieux nous préparer aux défis qu'il nous réserve sans aucun doute. Le jeu en vaut la chandelle.

C'est donc sous deux formes bien spécifiques, et parfaitement antithétiques, que nous avons tenté d'échafauder ce que pourraient être les futurs possibles du peuple juif.

Deux scénarios sont donc proposés :

- Le premier : pessimiste, catastrophiste, dépourvu d'avenir ;
- Le second : prometteur, porteur de conscience, de créativité, de forces vives.

Chacun de ces deux scénarios est accompagné, dans les pages qui suivent, de propositions qui pourraient en modifier, voire en hâter la réalisation. Cette présentation délibérément simplifiée se fonde sur un vaste programme de recherche actuellement en cours au JPPPI, lequel évalue plusieurs séries de projections dans sa tentative de déterminer ce que sera, dans un avenir à moyen terme (20 ans), *l'état du peuple juif*. Enfin, il nous faut dire notre dette envers les spécialistes qui ont élaboré l'approche réflexive dite « macro-historique/anticipatrice », méthode encore peu répandue à laquelle nous n'en avons pas moins emprunté certaines articulations clés.

B. DEUX SCÉNARIOS ANTITHÉTIQUES DU FUTUR

Projections pessimistes pour 2050

Projections optimistes pour 2050

Démographie

S'élevant à moins de 10 millions à l'échelle planétaire, le nombre de juifs choisissant de lier leur destin à Israël oscille entre 5 et 6 millions.	Le nombre de juifs dans le monde s'élève à 18 millions.
L' <i>alyah</i> périclité, la <i>yéridah</i> (départ d'Israël) prend des proportions préoccupantes; les juifs israéliens ne constituent guère plus de 65% de la communauté nationale israélienne.	<i>Alyah</i> collective: environ deux tiers du peuple juif habitent en Israël.
L'identité juive traverse une crise sévère: l'assimilation est à l'œuvre un peu partout, les mariages mixtes se multiplient et, généralement, les membres de ces ménages et les enfants qui en sont issus s'éloignent du judaïsme.	Seule une minorité juive choisit de rompre avec son identité, et donc de renoncer à son appartenance. On note une diminution significative des mariages mixtes et un rapprochement vers le judaïsme des époux non juifs, tandis qu'une frange croissante d'enfants issus de ces unions opte pour le judaïsme.

Israël

Le caractère juif de l'État d'Israël s'étiolé; à ce recul identitaire, s'ajoute l'influence grandissante de l'idée selon laquelle Israël doit progressivement se <i>déjudaiser</i> , puis se <i>dé-sioniser</i> , afin de s'intégrer à l'ensemble moyen-oriental et devenir « l'État de tous ses citoyens ».	Israël, démocratie libérale avancée, est un État intrinsèquement juif; en son sein, la judéité s'incarne en des figures, modalités ou expressions libres et multiples, tant dans le domaine public que dans l'espace privé.
--	---

Projections pessimistes pour 2050

Projections optimistes pour 2050

<p>Les relations avec le monde arabo-musulman ne cessent de se dégrader ; la sécurité d’Israël demeure précaire, tandis que le terrorisme et la prolifération d’armes de destruction massive augmentent.</p>	<p>La sécurité d’Israël se stabilise ; les échanges, le rapprochement puis la normalisation diplomatique avec le monde arabo-musulman sont notamment rendus possibles par la création d’un État palestinien, économiquement et politiquement viable. La production et/ou la prolifération des armes de destruction massive se trouvent soumises à de stricts contrôles, réduisant ainsi les tensions avec le Proche Orient.</p>
<p>Le déclin de la société israélienne n’épargne aucun domaine (développement humain, cohésion interne, solidarité, etc.).</p>	<p>En termes d’unité, de cohérence destinale et de réalisation artistico-culturelle, la société israélienne se développe de façon optimale, incarnant un modèle de société authentiquement <i>éclairée</i>.</p>
<p>Israël est en pleine débâcle économique ; des symptômes de sous-développement surgissent à travers tout le pays, lequel ne peut d’ailleurs plus prétendre au moindre partenariat avec les agences de coopération et de développement international.</p>	<p>Économiquement, l’État hébreu s’affermit ; dans certains secteurs phares — tourisme, haute technologie, exportation de services —, il atteint même des résultats qui font de lui un partenaire incontournable à l’échelle internationale, dans les domaines de la santé, de l’éducation ou de l’action humanitaire.</p>
<p>La créativité et l’esprit novateur se font de plus en plus rares et de moins en moins significatifs.</p>	<p>Au plan culturel — et en vertu des nouveaux sommets qu’y atteint la créativité juive —, Israël constitue une avant-garde pour les artistes, écrivains et penseurs diasporiques</p>

Projections pessimistes pour 2050

Projections optimistes pour 2050

<p>Un fossé socioculturel sépare Israël de la Diaspora ; le niveau de vie des Israéliens est incomparablement plus bas que celui des communautés de la Diaspora. Non seulement l'<i>alyah</i> s'estompe, mais le tourisme lui-même décroît d'année en année.</p>	<p>Israël — <i>État phare</i> de la civilisation juive — incarne et symbolise le cœur de l'existence hébraïque, sans pour autant compromettre le rôle vital des principales communautés de la Diaspora.</p>
<p>Symbole d'une paix impossible, Jérusalem redevient une cité divisée ; la question des Lieux saints est un objet de conflit sans cesse ravivé entre l'État hébreu d'une part, et de l'autre, l'islam et l'Église.</p>	<p>Jérusalem jouit d'un statut tout à la fois unique et universel : capitale de l'État d'Israël, elle l'est aussi de l'État palestinien et peut-être même du monde chrétien. Pour les juifs en tout cas, c'est un centre spirituel et culturel ; ainsi, Jérusalem devient la <i>Cité de l'Esprit</i> par excellence.</p>

Communautés de la Diaspora

<p>L'influence des communautés juives s'affaiblit dans le monde entier.</p>	<p>Culturellement et matériellement, les grandes communautés de la Diaspora vont en se renforçant. Attribuable à une <i>alyah</i> de plus en plus importante, l'affaiblissement <i>numérique</i> des juifs de Diaspora est, dans une certaine mesure, compensé par le mieux-être constant des communautés, le choix des enfants issus de couples mixtes de demeurer au sein du judaïsme, et leur rayonnement qui s'étend à l'ensemble des pays où elles sont établies.</p>
<p>L'éducation juive touche de moins en moins la jeunesse. L'hébreu est largement méconnu.</p>	<p>L'apprentissage de l'hébreu, la connaissance de l'histoire comme de la pensée juive, sont à la portée de chaque enfant juif.</p>

Projections pessimistes pour 2050

Projections optimistes pour 2050

<p>Confrontée au phénomène de la globalisation, la jeunesse tient la tradition juive pour caduque et dérisoire ; dans ce contexte, la créativité juive s'amenuise et se marginalise.</p>	<p>La Renaissance juive, aux plans spirituel et culturel, tant en Israël qu'en Diaspora, illustre l'extrême contemporanéité du judaïsme en cette aube du XXI^e siècle. S'il est vrai que seule la pertinence d'une tradition est à même d'en garantir la transmission, le judaïsme pourra démontrer là qu'il reste un « modèle du pensable » (Emmanuel Levinas), non seulement pour la jeunesse juive éclairée, mais encore pour toute notre postmodernité.</p>
<p>Économiquement, les communautés se fragilisent ; de plus en plus nombreux, leurs indigents ont recours à des services sociaux communautaires qui fonctionnent mal, voire plus du tout, par manque de ressources.</p>	<p>Les membres des communautés juives étant souvent engagés dans des activités professionnelles de très haut niveau, leur situation économique est stable.</p>
<p>La culture dite postmoderne érode l'identité juive, notamment auprès de la plus jeune génération.</p>	<p>Parce que les ruines de l'Histoire et des idéologies l'ont précédée, notre époque est engagée dans une quête de sens singulièrement ardue. Dans ce contexte, le renouveau de la créativité et des études hébraïques constitue un phénomène mobilisateur pour de nombreux jeunes juifs.</p>
<p>De plus en plus de juifs font montre d'indifférence vis-à-vis de leur identité et se détournent des affaires communautaires.</p>	<p>Dans leur écrasante majorité, les juifs assument leur judéité avec ferveur et n'hésitent pas à s'engager dans les débats, comme dans toutes les autres activités inhérentes à la vie communautaire.</p>

Le peuple juif comme entité globale : considérations internes

<p>Globalement, l'image des juifs dans le monde est celle d'un peuple <i>morcelé, sceptique</i> quant à son propre projet, difficilement <i>mobilisable</i> et en pleine <i>perte d'identité</i>.</p>	<p>À l'échelle mondiale, le peuple juif fait figure de collectivité dotée de dimensions et d'expressions multiples ; simultanément, cette collectivité est porteuse d'un projet cohérent, d'une forte identité et d'une capacité d'action parfaitement adaptée aux défis du XXI^e siècle.</p>
<p>L'ignorance, la déculturation, l'infécondité intellectuelle atteignent des degrés alarmants, tant en Israël qu'en Diaspora.</p>	<p>Du fait de sa créativité dans les domaines les plus divers, le peuple juif s'apparente à une communauté vouée à la vie de l'esprit.</p>
<p>Entre Israël et la Diaspora, l'unité et la solidarité se désagrègent ; l'éloignement est notoire ; en termes de réalisations communes, le bilan est consternant.</p>	<p>Le <i>cyberspace</i> permet à Israël et aux communautés de la Diaspora de communiquer — et donc de se connaître — de mieux en mieux. De Jérusalem à Paris, de Tel-Aviv à New York, on assiste à un échange constant d'idées ou d'initiatives visant au mieux-être de tout le peuple juif.</p>
<p>Le <i>leadership</i> juif est impuissant et structurellement inapte à affronter les tâches qui s'imposent à lui.</p>	<p>Le <i>leadership</i> du peuple juif est désigné selon des critères démocratiques ; par ailleurs, dans les domaines religieux, culturel ou strictement communautaire, il reflète fidèlement les différentes sensibilités et courants constitutifs du peuple juif.</p>

Projections pessimistes pour 2050

Projections optimistes pour 2050

Les institutions juives sont divisées et incapables d'élaborer des plans d'action commune.	Les institutions juives s'ouvrent à de nouveaux défis, se diversifient et jouissent du soutien des principaux pans de la communauté. Par ailleurs, ces institutions coopèrent volontiers, élaborent des formes nouvelles de <i>représentation centralisée</i> , créant de la sorte une dynamique communautaire capable non seulement de répondre aux problèmes de l'heure, mais encore de mener une réflexion de fond sur l'avenir du peuple juif comme du judaïsme.
Les ressources dont dispose la communauté s'amoindrissent au point de contrarier la bonne gestion financière des dossiers les plus pressants.	Une véritable économie communautaire se développe : elle permet d'assumer les dépenses liées à l'action sociale, religieuse, culturelle et humanitaire ; conseillers et investisseurs assurent à cette économie sa stabilité.

Le peuple juif comme entité globale : perception extérieure

Les nouvelles réalités sociopolitiques et, plus généralement, la <i>situation du monde</i> , affectent diversement l'ensemble du peuple juif, à commencer par la communauté américaine.	L'influence du peuple juif, au sein de la famille des nations, gagne en importance ; au plan de la politique internationale, cette influence est avérée, même si entre Israël et la Diaspora, elle s'exerce sous des formes éventuellement divergentes.
Face aux questions cruciales qui agitent l'humanité — le judaïsme demeure muet ; son apport au progrès, au mieux-être des peuples et des sociétés, est à peine notable.	Le peuple juif œuvre à l'édification d'un monde meilleur, fidèle en cela à la parole des prophètes qui appelaient au <i>tikoun ôlam</i> (תיקון עולם). Conséquemment, les juifs assurent une contribution précieuse au règlement des questions culturelles, philosophiques, éthiques, éducatives ou sociales qu'affronte l'humanité.

Projections pessimistes pour 2050	Projections optimistes pour 2050
<p>La «réprobation d’Israël» (A. Finkielkraut) est quasiment unanime ; elle devient progressivement une sorte de <i>norme</i> qui, à son tour, suscite une animosité généralisée vis-à-vis des juifs. Au sein même de la communauté, l’heure est à la <i>désolidarisation d’Israël</i>, dont l’intransigeance est âprement dénoncée par les juifs eux-mêmes.</p>	<p>L’antisionisme et l’antisémitisme deviennent des phénomènes marginaux. Ce changement se produit à la suite de la signature d’accords menant à une paix juste et durable au Moyen-Orient.</p>
<p>Hors d’Israël, les tensions se radicalisent entre une communauté juive peu préparée à un tel « affrontement » et les mouvances islamisantes organisées, familières du <i>militantisme de terrain</i>. Des espaces juifs symboliques (écoles, lieux de culte, cimetières, plaques commémoratives, etc.) sont pris pour cibles, vandalisés ou profanés ; on redoute de graves attentats visant des institutions juives et/ou israéliennes.</p>	<p>Pour leur part, les États démocratiques condamnent fermement, <i>et définitivement</i>, le terrorisme <i>sous toutes ses formes</i>. Enfin, ces États font montre d’intransigeance (la fameuse « tolérance zéro ») vis-à-vis de toute manifestation d’antisémitisme.</p>
<p>Au gré d’une dégénérescence constante des relations avec l’Église et le monde musulman, le judaïsme est malgré lui engagé dans un <i>Kulturkampf</i> dont nul ne saurait prévoir l’issue.</p>	<p>Les relations qu’entretient la Synagogue avec l’Église et la Mosquée vont en se clarifiant. Certaines questions clés — d’ordre éthique, par exemple — pourraient même servir de tremplin à des rencontres, colloques, publications, permettant aux intellectuels et religieux issus de chaque confession de se rencontrer, de réfléchir et de travailler collectivement.</p>

C. CONCLUSIONS

L’horizon lointain de l’an 2050, tout comme les mutations profondes qui, d’ici là, ne manqueront pas de se produire, doivent nous inciter à aborder les futurs définis plus haut non pas *littéralement*,

mais comme des *archétypes*. De surcroît, les termes mêmes de nos deux « scénarios » peuvent être compris et interprétés de plus d’une façon, modifiant dès lors substantiellement les perspectives qui peuvent en résulter. Qu’ils soient factuels ou hypothétiques, ces termes n’en ont

pas moins servi d'assise aux analyses menées dans ce volume, tout comme à divers projets en cours au sein du JPPPI, parmi lesquels la tentative de penser en détail la situation du peuple juif à l'horizon de l'an 2025. Sous peu, une équipe de chercheurs se chargera de déterminer précisément les problématiques majeures qui traversent nos deux scénarios, puis d'en proposer diverses réponses; celles-ci seront bien sûr destinées à ceux d'entre les juifs qui souhaiteront œuvrer à leur avenir dans un sens positif, prometteur

et constructif. En attendant, la présente étude permettra à ses lecteurs de parvenir à des conclusions d'une valeur évidente.

Une lecture attentive du présent Rapport laissera affleurer les principales articulations de notre argumentaire comme de nos conclusions. Au cours des pages suivantes, nous détaillerons l'ordre du jour et les orientations politiques qui nous paraissent susceptibles de favoriser l'éclosion d'un avenir signifiant pour le peuple juif.

Actuellement, tant au plan de ses tendances intérieures que des processus qui le touchent de l'extérieur et l'influencent — on peut affirmer que le peuple juif se tient à un véritable carrefour. Tant la Renaissance que le déclin sont pour lui des voies possibles; et puisque toute conjecture est hasardeuse, le *credo* selon lequel la vie et le Renouveau l'emporteront ne peut être sérieusement adopté ni retenu ici. Conséquemment, l'engagement, la volonté d'intervenir dans le cours de sa propre histoire, la responsabilité et le souci d'intégrité, de fidélité — tels sont les impératifs vitaux que le peuple juif, en Israël comme dans la dispersion, doit se fixer. La cristallisation des forces vives du peuple juif n'aura cependant pas lieu avant qu'une initiative *hardie et novatrice*, visant tout à la fois *l'immédiat* et *le long terme*, ne soit prise par des institutions juives stables et éventuellement remaniées.

ANALYSE GÉNÉRALE

Le peuple juif — tout comme la civilisation qu'il a forgée au cours des siècles — compte parmi les plus anciens de l'humanité. Ses fils et ses filles ont affronté, et survécu, aux plus amères épreuves, lesquelles culminèrent dans la tentative de *judéocide* hitlérien. À la tentation assimilationniste, les juifs ont opposé une étonnante capacité au renouvellement, à la régénérescence intellectuelle, artistique et spirituelle. Simultanément, leur contribution au progrès de l'humanité fut à proprement parler incommensurable, alors même qu'au sein de la famille des peuples, ils ne constituent qu'un groupe infime.

Conscients de leurs tribulations passées mais aussi de leur singulière aptitude à survivre, les juifs tendent à croire — parfois même inconsciemment — que leur pérennité, en tant que peuple, est assurée. Il faut convenir que la passivité — et même le fatalisme — découlant d'une telle « conviction » sont largement étrangers à *l'état d'esprit* qui fut celui du peuple juif au cours de son histoire tourmentée. À l'inverse, même s'ils ne furent pas toujours capables de déchiffrer la nature des périls surgissant devant eux, d'un siècle à l'autre, les juifs furent en mesure d'y apporter chaque fois une réplique adéquate. Aujourd'hui encore, seule une bonne intelligence des facteurs en présence permettra de garantir,

ou non, l'épanouissement futur du peuple juif, en Israël comme à travers toute la Dispersion. Ceci nécessitera une prise en compte des ressources matérielles, économiques, culturelles, spirituelles dont dispose *présentement* le peuple juif; simultanément, on n'occultera ni ses déficiences, ni les menaces immédiates face auxquelles il se tient.

Ce n'est qu'à la lumière d'une telle analyse que les *futurs possibles* du peuple juif trouveront des expressions intelligibles et susceptibles de nous permettre d'élaborer puis d'opter pour tel ou tel type de réplique.

Disons d'emblée que le présent Rapport tente de hiérarchiser les diverses problématiques, puis de dresser une série d'objectifs que seule la mobilisation des forces vives du peuple juif permettra d'atteindre. En guise de conclusion, nous formulerons certaines suggestions et recommandations découlant des études constitutives de l'ensemble du volume.

A. FORCES ET FAIBLESSES

De multiples facteurs annoncent un avenir florissant pour le peuple juif:

- L'intensité des valeurs spirituelles et un sens de la responsabilité historique;

- Un engagement collectif vis-à-vis du judaïsme;
- Une présence morale et culturelle de la Diaspora et la puissance concrète de l'État d'Israël;
- D'exceptionnelles ressources humaines;
- Un réseau d'écoles juives en pleine expansion;
- Les rejaillissements positifs de la mondialisation;
- Une puissante tradition de philanthropie;
- L'effervescence culturelle;
- Un vaste tissu d'institutions autonomes et indépendantes;
- Un *leadership* dévoué.

La vision optimiste que laissent affleurer les facteurs précités se trouve néanmoins contrariée par d'autres éléments qui, de leur côté, tendent vers le déclin du peuple juif. Parmi eux, la question sécuritaire est sans doute la plus préoccupante, d'autant que sur des modes certes différents, *elle concerne tant l'État d'Israël que les communautés de la Diaspora*. La montée d'un islamisme peu enclin au compromis et tenant l'action violente pour un recours légitime, le déchaînement antisioniste et ses relais ouvertement antisémites, l'acquisition d'armes de destruction massive par des régimes autoritaires qui, entre autres «révolutions», jurent de rayer Israël de la carte — telles

sont certaines des menaces qui guettent *d'ores et déjà* les juifs.

À un tout autre niveau, on note que la pérennité du caractère juif de l'État d'Israël est fondamentalement incertaine. En effet, les indices démographiques, tout comme les vives dissensions sociales et idéologiques, témoignent *dès à présent* de la fragilité identitaire d'Israël. À titre d'exemple, on citera une étude récente selon laquelle près d'*un quart* de la jeunesse juive d'Israël souhaite s'établir à l'étranger; bien que ne témoignant pas de départs concrets hors d'Israël, mais plutôt de l'ampleur qu'une telle intention peut prendre chez les jeunes *sabras* — ce résultat n'a vraiment rien de rassurant... Ajoutons que même involontairement, cette disposition de la **jeunesse israélienne** tend à justifier la tiédeur et le désintérêt croissant dont fait montre une partie de la **jeunesse diasporique** vis-à-vis de l'État hébreu. Outre cela, il faut compter avec la *fragilisation du sentiment juif*, conséquence directe de la méconnaissance des sources intellectuelles du judaïsme, de son éthique comme de sa littérature, mais aussi du désintérêt pur et simple pour les «affaires communautaires». En termes d'héritage, de transmission du patrimoine hébraïque et de continuité, la nature catastrophique de ces données paraît préoccupante.

À ce stade encore précoce de notre étude, il s'avère donc déjà possible de dresser le constat suivant:

Face aux éléments qui plaident en défaveur de sa pérennité, les potentialités d'accomplissement futur du peuple juif sont loin d'être négligeables. Afin d'optimiser celles-ci, des initiatives soigneusement élaborées, puis appliquées à une vaste échelle, s'imposent. Oeuvrer sur le long terme exige de se doter dès à présent de structures, de ressources et d'un strict plan d'action.

B. L'ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL

I. Le Judaïsme contemporain: une religion, une nation, une civilisation ?

Bien qu'elle ait très souvent été posée, on aurait tort de tenir pour superflue la question du sens de la judéité, du judaïsme ou de l'existence juive elle-même ; à ce jour, cette question continue à susciter débats et controverses, interprétations divergentes, voire antinomiques — bref : plus que jamais, la judéité exige l'amorce d'une réflexion durable et dépassionnée. Selon nous, les questions clés qui se posent sont :

- La réalité juive répond-elle à l'idée de civilisation au sens classique du terme, ou ne se fonde-t-elle pas sur un paradigme qui lui serait propre ?
- Quelle est la place de la religion, qui historiquement a constitué le socle de l'être juif, dans l'identité juive aujourd'hui en pleine mutation ?
- Au regard des notions de *norme* et d'*exception* en cours dans l'ensemble des démocraties occidentales, comment devrait-on situer l'État d'Israël ?

Si nous ne pouvons, dans le cadre de cette étude, étendre notre analyse aux diverses conceptions de la civilisation, ni même à ce qui distingue celle-ci du concept de culture, nous partirons de l'hypothèse selon laquelle, loin de ne représenter qu'un groupe religieux, les juifs peuvent tout à la fois prétendre au statut de nation comme à celui de civilisation.

L'attachement des juifs disséminés parmi les nations à l'État hébreu est-il comparable à l'attachement que toute nation dispersée (telles les

Diasporas irlandaise, italienne, hongroise, philippine, chinoise, etc.) éprouve vis-à-vis de l'État dont elle procède ? À première vue, la réponse ne peut qu'être positive ; toutefois, si l'on considère l'absence bimillénaire de tout emblème politique juif, cet attachement à l'État d'Israël présente bel et bien un caractère particulier, et sans doute unique. C'est à l'échelle collective, et donc nationale, que les juifs ont accepté la Loi mosaïque, puis le judaïsme postbiblique, c'est-à-dire le rabbinisme qui en a découlé ; celui-ci a élaboré un vaste système où se côtoient éthique, littérature, conceptions théologiques, foi et raison, mais aussi coutumes ou folklore. Appréhender l'existence juive comme celle d'une simple communauté spirituelle ou d'un groupe ethnique est donc forcément trompeur, car trop réducteur.

Tout comme nos maîtres, parmi lesquels Maïmonide (1138–1204), établirent la parfaite compatibilité entre Aristote et le Décalogue, les penseurs juifs actuels s'entendent généralement à reconnaître qu'une communauté de valeurs essentielles relie le judaïsme à la civilisation démocratique. Depuis l'Émancipation, les juifs d'Europe de l'Ouest ont amorcé un processus d'intériorisation de leur judéité, au point de limiter celle-ci à la sphère de la croyance personnelle, ce qui, soit dit en passant, répond parfaitement aux attentes de l'humanisme laïque ; à côté de cette judéité cantonnée au strict domaine privé, les juifs accédèrent peu à peu au statut de citoyen, puis s'investirent avec une force et un esprit radicalement novateurs dans les affaires des cités de leurs exils. Cependant, cet effort d'intégration ne fut pas synonyme de fuite vers l'assimilation ;

Quelle est la place de la religion dans l'identité juive aujourd'hui en pleine mutation ?

ainsi, que ce soit en Amérique ou en Europe, les juifs préservèrent un minimum d'attaches avec le judaïsme traditionnel. L'impact de la modernisation fut ressenti de manière variable d'une Diaspora à l'autre.

De son côté, l'antijudaïsme a résisté aux Lumières, à l'émancipation, aux bouleversements sociaux et au progrès. Persistant à bas bruit, il a ressurgi selon une logique pour le moins déconcertante. Cet antisémitisme ne fut pas étranger à la survivance, et même parfois à la Renaissance, des juifs comme du judaïsme : les liens complexes unissant l'antisémitisme — symbolisé alors par l'Affaire Dreyfus — et le sionisme herzlien, lequel mènera à la fondation de l'État juif, ont maintes fois été discutés et analysés. Cela étant dit, on s'empressera d'ajouter que le sionisme n'aurait jamais obtenu l'indépendance du peuple juif si celui-ci n'avait manifesté une dévotion sans faille à sa terre durant près de vingt siècles.

Être juif, aujourd'hui, c'est avoir consciemment opté pour cette appartenance, sans aucune pression extérieure

II. Les juifs à l'ère de la mondialisation

À l'aube du XXI^e siècle, la politique internationale, les conflits armés, le développement économique, Internet ou encore les vastes échanges culturels témoignent, pour le meilleur comme pour le pire, des effets de la mondialisation. Dans les dernières décennies du siècle précédent, certains événements locaux avaient déjà été vécus, par l'ensemble de l'humanité, comme autant de mutations la concernant : l'effondrement de l'empire soviétique ; la chute

du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne ; la montée des fondamentalismes — à commencer par l'islamisme ; le retour à la « purification ethnique » de sinistre mémoire dans certaines régions d'Afrique comme d'Europe ; les courants migratoires massifs ; l'amorce d'une paix négociée au Moyen-Orient, son échec, puis le retour à la violence ; les nouvelles positions du Vatican sur la Shoah, le peuple juif et l'État d'Israël ; les efforts d'unification de l'Europe et sa nouvelle monnaie ; le statut de « nouvelles superpuissances » de l'Inde et de la Chine ; les premiers pas vers l'instauration d'une communication mondiale, *via* Internet, les systèmes câblés ou l'apparition du téléphone cellulaire.

La mondialisation a d'abord eu pour effet de réduire la perception du temps et de l'espace ; les nouvelles techniques ont rendu possible la communication régulière et réciproque entre des points du globe si opposés, qu'auparavant, l'indifférence, voire l'ignorance pure et simple, étaient de mise entre eux. Ces changements ont eu un impact aussi fort que rapide sur le quotidien et la *compréhension de soi* des habitants du village planétaire. D'une certaine manière, on peut dire que les frontières entre communautés et nations s'en sont trouvées déplacées, parfois abolies mais souvent renforcées. Tant en Israël qu'en Diaspora, le peuple juif a éprouvé les conséquences socio-historiques de ces phénomènes. L'ampleur et la célérité avec lesquelles ils se sont produits ont eu des répercussions à tous les niveaux de l'existence juive, tant au plan des questions de cohérence identitaire, d'ancrage culturel, qu'aux niveaux politique ou démographique. Il en a découlé une nouvelle configuration du « monde juif », ce qui signifie notamment l'émergence de nouveaux pôles

socio-économico-culturels. Cela, sur fond de mutations globales et de transformations n'épargnant aucun secteur de la vie.

La population mondiale a connu, de 1970 à 2006, un accroissement d'environ 76 % (soit une augmentation de près de 2.8 milliards d'individus). De son côté, la population juive n'a augmenté que de 3 % (400 000 individus), ce qui confine à une stabilité en termes d'évolution démographique. En 2006, s'en tenant à une « définition de base » de la judéité, des chercheurs parvinrent à un total de 13 millions de juifs disséminés entre Israël et la Diaspora.

La dite « définition de base » de la judéité, qui a servi de critère à cette enquête, concerne l'ensemble des hommes, femmes et enfants *se percevant eux-mêmes*, ou étant *identifiés par d'autres membres de leur propre famille*, comme juifs; cette définition se réfère encore à ceux qui, nés de parents juifs, n'observent aucune pratique religieuse spécifiquement hébraïque mais n'optent pourtant ni pour la conversion au christianisme ou à l'islam, ni pour d'autres formes organisées de vie spirituelle. Tout en se démarquant de normes plus strictes qui limitent l'appartenance juive à une pratique religieuse établie ou à une affiliation communautaire, précisons que la définition que nous avons choisi d'utiliser ici diffère de trois autres formulations, plus souples, de l'appartenance juive : l'approche privilégiée par les recensements américains de 2000/2001 qui inclut également ceux qui, nés d'au moins un parent juif et ayant été éduqué dans le judaïsme, déclarent par ailleurs appartenir à une religion non monothéiste; celle encore dite « définition élargie » qui inclut tous les membres non juifs d'une cellule familiale juive. La « définition de base » se démarque enfin de la population, extrê-

mement vaste, indiquée par la célèbre *Loi du Retour* qui octroie la nationalité israélienne à tous les petits-enfants de grands-parents juifs *comme de leurs conjoints* appartenant éventuellement à d'autres confessions.

Quoi qu'il en soit, la composante spécifiquement juive de la population mondiale est donc singulièrement mineure : sur mille personnes, seules deux sont juives; aux États-Unis, les juifs ne constituent que **2 %** de l'ensemble de la population; au Canada ou en France, leur nombre plafonne à **1 %**; de 1970 à 2006, la population juive a diminué d'environ **71 %** en Russie, d'environ **89 %** en Ukraine, de **95 %** dans la zone asiatique de l'ex-URSS comme à travers toute l'Afrique du Nord, de **56 %** dans les Balkans comme dans l'ensemble de l'Europe orientale, de **38 %** en Afrique du Sud, et de **22 %** en Amérique latine. La population juive a également décliné mais d'une manière bien moins dramatique dans d'autres régions : en Europe occidentale, elle a décliné de **5 %** et en Amérique du Nord de **0.5 %**.

On ne manquera pas, à l'inverse des tendances précitées, d'évoquer l'accroissement des populations juives en Australie (près de **57 %**), en Allemagne (plus de **280 %**) et, naturellement, en Israël (plus de **103 %**). Il est exact que les juifs tendent à se constituer en communautés urbanisées au sein d'États dont les traditions de liberté, d'égalité devant la loi et de stabilité économique, sont parfaitement enracinées. En ce début de XXI^e siècle, un ensemble comprenant **92 %** de la population juive mondiale réside dans les **20 %** des États les plus prospères

La composante juive de la population mondiale est singulièrement mineure : sur mille personnes, seules deux sont juives

res du globe, tandis que la présence juive dans les pays les moins développés devient de plus en plus insignifiante. On peut d'ailleurs noter une corrélation forte entre les facteurs socioéconomiques et culturels d'un pays — désignés notamment par l'indice de développement humain (IDH) établi par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) — et le pourcentage de population juive dans

Le pari? Créer en Israël des conditions de vie suffisamment attractives pour mobiliser la jeunesse juive mondiale

ce même pays. Cette situation est nouvelle puisque jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, la population juive était répartie différemment, la majeure partie d'entre elle habitant dans des régions pauvres et sous-développées.

Si à ce stade de notre étude, il est permis de tirer une première conclusion, nous dirons que les données — tant juives qu'universelles — mentionnées jusqu'ici témoignent du bouleversement planétaire qui se joue désormais quotidiennement

sous nos yeux.

III. Le rôle de la migration internationale

À l'échelle mondiale, les tendances migratoires ont toujours eu une influence forte et des répercussions significatives sur la démographie juive. Depuis la Seconde Guerre mondiale, environ 5 millions de juifs se sont joints aux mouvements migratoires internationaux. Entre 1948 et 1968, leur nombre s'élève à 1.9 million; entre 1969 et 1988, à 1 million et entre 1989 et 2004, à 2 millions. À partir de 1969 et jusqu'à 2004, l'État d'Israël a ouvert ses portes à 59 % d'entre les 3 millions de migrants juifs que compte cette

période, tandis que 41 % d'entre eux ont opté pour l'un des autres pays occidentaux. 55 % d'entre ces migrants juifs étaient originaires d'Europe orientale, 16 % d'Asie et d'Afrique, 13 % d'Europe de l'Ouest, et 16 % d'Israël.

Le taux de migrants par rapport à la population juive totale n'a pas été uniforme dans tous les pays: il a été plus élevé là où les communautés étaient les plus modestes. Ainsi les juifs d'Afrique du Nord et d'Asie ont quitté en masse leurs pays d'origine, suivis par ceux d'Europe de l'Est puis en nombre beaucoup plus faible par ceux d'Israël et des pays occidentaux.

Sans amoindrir la portée des considérations idéologiques qui ont pu favoriser le choix en faveur d'Israël dans le passé, le facteur déterminant qui a conditionné la destination de l'émigration, particulièrement en ce qui concerne les années les plus récentes, a été lié à la différence de niveau et de qualité de vie qui existe entre le pays d'origine et le pays d'accueil. La corrélation négative existante entre l'indice de développement humain (IDH) du pays d'origine et la propension à l'*alyah* témoigne de ce phénomène. De même, l'*alyah* extrêmement modeste des pays anglophones (États-Unis, Canada, Australie) — ces pays constituant eux-mêmes des destinations pour les migrants juifs et faisant concurrence à Israël en matière de flux migratoire — s'explique aisément par le haut niveau de vie que proposent ces sociétés à leurs membres. Concernant l'Amérique latine, on conviendra que l'*alyah* n'a pas représenté cet extraordinaire mouvement que nombre d'observateurs n'avaient pourtant pas manqué d'annoncer. De même, le regain d'antisémitisme en France n'a pas débouché sur l'*alyah* massive que, là encore, nombre de spécialistes avaient

néanmoins prédite. Sans nier l'importance de facteurs plus pragmatiques liés au manque de structures d'accueil et aux difficultés d'intégration professionnelle des nouveaux immigrants en Israël, la forte identification de la population juive de France avec la culture, le mode de socialité et les valeurs françaises constitue certainement un des freins à *l'alyah*.

Il faut noter que, souvent, les raisons purement économiques incitant les Israéliens à quitter Israël sont précisément celles qui, à l'étranger, poussent les juifs à rejoindre Israël. Par ailleurs, qu'elle soit orientée vers Israël ou non, la migration juive dépend tant de considérations d'ordre pratique que social et sécuritaire. Étant donné qu'une majorité juive forte est un besoin vital pour assurer la nature démocratique de l'État d'Israël, il s'agit d'y créer des conditions de vie assez attractives — économiques, sociales et culturelles — pour attirer le plus grand nombre possible de migrants juifs.

IV. Indicateurs de l'identification juive

L'identité juive est une notion puissamment mobilisatrice ; c'est elle qui façonne l'existence juive, c'est-à-dire *l'être au monde* de chacune et de chacun des membres de notre peuple. À travers les siècles, l'identité juive a subi évolutions et métamorphoses qui, le plus souvent, découlent du cadre politico-culturel à l'intérieur duquel l'existence juive elle-même se déployait. Aucun indicateur n'est capable, à lui tout seul, de saisir le rapport complexe qui existe entre tout individu juif et son identité aux facettes multiples. L'identification juive s'étend sur plusieurs dimensions possibles selon les croyances et comportements religieux, l'origine ethnique,

le milieu social et les connaissances, les réseaux sociaux, l'activisme dans les sphères collectives et les attaches à Israël. Tandis qu'il existe une certaine corrélation entre ces différents aspects, ceux-ci peuvent aussi se manifester indépendamment l'un de l'autre. L'identification juive, par conséquent, peut être classée de plusieurs façons par rapport à son intensité, de très forte jusqu'à non existante, et par rapport à son contenu, en fonction de chacune des différentes options possibles. Il suffit d'un coup d'œil rapide sur les indices choisis de l'identification juive présentés plus loin, pour distinguer des variations importantes entre les différents pays.

La scolarisation en école juive (écoles primaires et secondaires à plein temps) atteint, comme on pouvait s'y attendre, un niveau beaucoup plus élevé en Israël qu'en Diaspora. En Israël, tous les enfants juifs scolarisés reçoivent une instruction juive dans le cadre de l'enseignement obligatoire tant public que privé (lequel est généreusement subventionné par les fonds publics). Dans les autres pays, on observe ces dernières années une stabilité de l'éducation juive, voire une croissance du pourcentage d'enfants juifs d'âge scolaire assistant à temps complet aux programmes d'enseignement juif. Ce changement s'est opéré aux dépens de programmes d'enseignement juifs à temps partiels tels ceux qui, auparavant, fonctionnaient l'après-midi et le dimanche. Cette croissance a été particulièrement significative là où auparavant la fréquentation des écoles juives à temps complet était faible, comme en France et au Royaume-Uni, voire extrêmement

Une majorité juive forte est un besoin vital pour assurer la nature démocratique d'Israël

faible comme aux États-Unis, ou tout bonnement inexistante comme dans la Communauté des États indépendants (CEI). La scolarisation juive, d'excellente qualité et extrêmement forte, en Amérique latine, en Afrique du Sud et en Australie est restée relativement stable.

Il est possible de mesurer l'ampleur de l'effritement de la judéité à l'aune des mariages mixtes. En soi, le mariage mixte témoigne de la parfaite intégration socioculturelle des juifs — à titre individuel — dans les sociétés auxquelles ils appartiennent et de la nature démocratique, libérale et égalitaire de ces sociétés. De son côté, le mariage endogame témoigne d'une certaine bienveillance vis-à-vis des valeurs juives, lesquelles s'incarnent notamment à travers les structures communautaires qui trouvent naturel-

lement leur place au sein de la société globale. Ainsi, sur ces deux points, le mariage mixte permet d'établir un bilan assez fiable de la situation, voire de *l'état d'esprit*, prévalant dans les communautés juives.

En Israël, la situation fut longtemps qualifiée de « stagnante » (en effet, les mariages mixtes demeureraient fort rares) jusqu'à ce qu'une nouvelle vague d'immigrants non juifs suscite une réalité différente : 300 000 non-juifs, pour la plupart issus de l'ex-URSS, ont bel et bien changé la donne et hissé le taux de

mariages mixtes à près de 5 % parmi l'ensemble de la communauté juive israélienne.

Hors d'Israël, on trouve une relation inversement proportionnelle entre le nombre d'élèves issus d'écoles juives et le nombre de mariages mixtes. Même lorsqu'ils sont tenus pour « faibles »

— comme dans les communautés mexicaines, australiennes ou sud-africaines — le taux des mariages mixtes se situe dans une fourchette de 15 % à 30 % ; en revanche, tant dans l'ensemble de l'ex-URSS qu'en Europe centrale et de l'Est, ce chiffre oscille entre 60 % et 80 % ; l'exemple des États-Unis, pour sa part, mérite qu'on s'y attarde : en effet, avec plus de 50 % de mariages mixtes (taux atteignant près de 70 % en dehors de la métropole new-yorkaise), il appert qu'une forte population juive n'est plus garante d'un taux faible de mariages exogames.

À présent, si l'on cherche un indice susceptible d'établir le degré de proximité des juifs de la Diaspora vis-à-vis de l'État hébreu, il est évident que l'on doit s'interroger sur l'actualité de *l'alyah*. Celle-ci, répétons-le, constitue un élément vital — non seulement au plein épanouissement de la société israélienne comme à la réalisation de l'idéal des Pères fondateurs du sionisme, mais encore à la survie pure et simple de l'État d'Israël en tant qu'État juif, sioniste et démocratique comptant en son sein une minorité non juive jouissant d'absolument tous les droits civiques. *L'alyah* en provenance de l'ex-empire soviétique a commencé en 1989 ; elle s'est essoufflée au fil des années. Parmi les 21 100 nouveaux immigrants arrivés en 2005 (chiffre légèrement en hausse par rapport à celui de 2004), environ 75 % venaient de pays moins développés qu'Israël. Ceci mérite d'être retenu car, s'il est vrai que le Retour à Sion est lié à des choix culturels, identitaires ou spirituels, sa mise en œuvre repose aussi sur des éléments plus prosaïques (opportunités professionnelles, situation sécuritaire, etc.). Les populations juives des pays économiquement défavorisés par rapport à Israël s'étant largement amoindries, il est difficile d'imaginer — si ce n'est

Par manque de structures adéquates, les enfants issus de mariages mixtes sont acculés à rompre tout lien avec le judaïsme

Quelques indicateurs sur le judaïsme mondial

Pays	Population juive (évaluée en fonction de la « définition de base »)			Indice de développement humain (IDH) ^d		Taux (%) de fréquentation des écoles juives ^a	Taux (%) de mariages mixtes ^a	Ont visité Israël au moins une fois (%) ^a	Alyah	Nombre de touristes en Israël
				Valeur	Rang mondial					
	1970 ^a	2006 ^b	Projections 2020 ^c	2003 ^d	2003 ^d	Plus récents ^a	Plus récents ^a	Plus récents ^a	2005 ^e	2005 ^e
ENSEMBLE DU MONDE	12 633 000	13 084 000	13 558 000	.963–.281	1–177				21 126 ^f	1 902 788 ^f
Israël	2 582 000	5 308 000	6 228 000	.915	23	97	5	–		–
Amérique du Nord	5 686 000	5 648 000	5 581 000	.944–.949	5–10				2 296	508 304
États-Unis	5 400 000	5 275 000	5 200 000 ^g	.944	10	29 ^h	54	35	2 045	457 520
Canada	286 000	373 000	381 000	.949	5	55	35	66	251	50 784
Amérique latine	514 000	394 000	364 000	.878–.475	30–153				1 592	94 255
Argentine	282 000	184 000	162 000 ⁱ	.863	34	50–55	45	>50	397	14 777
Brésil	90 000	96 000	90 000 ⁱ	.792	63	71	45	>50	286	19 764
Mexique	35 000	40 000	42 000	.814	53	85	10	>70	64	23 987
Autres pays	107 000	74 000	70 000 ⁱ	.878–.475	29–153	75	15–95	>50	845	35 727
Europe hors CEI	1 331 000	1 160 000	1 030 000	.956–.734	4–88				3 642	964 387 ^f
France	530 000	492 000	482 000	.938	16	40	40–45	>70	2 545	311 438
Royaume-Uni	390 000	297 000	238 000	.939	15	60	40–45	78	383	156 749
Allemagne	30 000	118 000	108 000	.930	20	<20	>60	>50	96	105 224
Hongrie	70 000	50 000	34 000	.862	35	<15	60	..	94	8 720
Autres membres de l'UE ^j	171 000	150 000	134 000	.949–.849	4–42	10–25	33–75	>50	326	327 140
Autres pays non UE ^k	140 000	53 000	34 000	.963–.750	1–94	5–20	50–80	..	259	70 815
CEI ^l	2 151 000	366 000	173 000	.853–.671	36–116				9 378	116 965
Russie	808 000	228 000	130 000 ⁱ	.795	62	<15	80	..	4 155	68 010
Ukraine	777 000	80 000	25 000 ⁱ	.766	78	<15	80	..	2 321	28 275
Reste CEI Europe ^l	312 000	38 000	15 000 ⁱ	.853–.671	38–115	<15	65–75	..	1 109	11 031
Reste CEI Asie ^m	254 000	20 000	3 000	.761–.652	80–122	<15	50–75	..	1 793	9 649
Asie (reste) ^m	104 000	20 000	21 000	.943–.489	11–151				209	121 373
Afrique	195 000	78 000	60 000	.821–.281	51–177				3 766	45 800
Afrique du Sud	118 000	72 000	57 000	.658	120	85	20	79	102	16 457
Océanie	70 000	110 000	101 000	.946–.523	3–137				76	22 463
Australie	65 000	103 000	95 000	.955	3	65	22	70	71	19 710

a Division de la démographie et des statistiques juives, Institut A. Harman du judaïsme contemporain, Université hébraïque de Jérusalem. La définition « de base », choisie ici, inclut l'ensemble des personnes, nées de parents juifs qui n'optent pas pour d'autres formes organisées de vie religieuse et se perçoivent elles-mêmes, ou sont identifiées par les autres, comme juifs.

b DellaPergola in *American Jewish Year Book* (2006)

c Adapté de DellaPergola, Rebhun, Tolts (2000),

version médiane.

d Programme des Nations Unies pour le développement (2005). L'indicateur du développement humain (IDH) prend en compte plusieurs critères : la santé (indice d'espérance de vie), l'accès à l'instruction (taux de scolarisation des enfants) et la décence du niveau de vie (revenus calculés selon le pouvoir d'achat réel en \$).

e Bureau central des statistiques en Israël (2006).

f Inclut les pays non mentionnés.

g Après réduction de haut en bas suivant la National Jewish Population Survey (NJPS) 2001.

h Basé sur des échantillons incomplets de la NJPS 2001.

i Prévisions de la population révisées pour l'an 2020.

j Sans les pays baltes.

k Avec la Turquie.

l Avec les pays baltes.

m Sans Israël ni CEI ni Turquie.

dans le cadre d'un retour identitaire significatif chez les juifs occidentaux ou d'un changement de l'ordre géopolitique mondial — l'éventualité d'une nouvelle vague d'*alyah* massive.

Enfin, le tourisme lui-même permet de mieux saisir la nature du lien unissant les communautés de la Diaspora à l'État hébreu; visiter Israël est souvent synonyme d'identification, de solidarité avec un pays aussi prometteur que menacé et, dans tous les cas, perçu comme l'avant-garde du monde juif. La majorité des juifs occidentaux a déjà effectué *au moins* un séjour touristique en terre sainte — à l'exception notable, et d'ailleurs troublante, des États-Unis, dont seul un tiers de la communauté a visité le pays. Dans le domaine touristique, c'est d'abord le facteur identitaire, et non la distance géographique, qui s'avère décisif. En témoignant les nombreux touristes australiens, latino-américains ou sud-africains.

Ces vingt dernières années, non seulement le tourisme augmente de façon croissante — ceci, en dépit des graves troubles sécuritaires qui ont secoué le pays depuis le déclenchement de la seconde Intifada (septembre 2000) — mais il concerne des personnes de plus en plus âgées. Pour sa part, le tourisme en provenance

de l'ex-URSS constitue assurément un fait nouveau.

**Aujourd'hui,
la judéité
n'est plus
seulement
une affaire
de naissance,
mais bel et
bien une
question de
choix**

V. Les prévisions de population juive

Les études démographiques ne constituent nullement une « science exacte »; conscients des incertitudes inhérentes à cette discipline, les

démographes procèdent souvent par « scénarios » successifs, c'est-à-dire qu'ils ne s'en tiennent pas à un seul type de prévision mais, à l'inverse, s'accordent à multiplier lesdits « scénarios » en tenant compte, chaque fois, de différentes considérations géopolitiques. Cela étant, aucun démographe ne saurait prévoir les événements « hors normes » que le futur, assurément, nous réserve: ainsi, à l'aube du XX^e siècle, nul analyste n'aurait été capable de prédire que son siècle conjuguerait le judéocide hitlérien à la résurrection de l'État hébreu, ni les rejaillissements de ces deux événements tant en termes de démographie (nouvelles répartition des Diasporas, flux migratoire vers Israël) que de conscience juive. Autres exemples: la chute de l'empire soviétique, la réunification allemande, l'ouverture des frontières, la libre circulation des biens et des personnes — autant d'événements récents qui ont favorisé l'émergence d'un ordre géopolitique littéralement *imprévu* par nombre de démographes.

À l'échelle de la seule existence juive, ces événements doivent être apparentés à de véritables bouleversements. Or, si au tournant du XX^e siècle, nombreux furent les érudits qui réfléchirent à la condition juive, nul n'avait évidemment envisagé la possibilité même de tels événements — d'où les réserves que nous avons émises quant à l'exactitude d'une discipline telle que la démographie, réserves qui ne compromettent par ailleurs en rien l'importance de cette forme d'intelligence humaine. Cela étant dit, il faut à présent noter que depuis la seconde moitié du XX^e siècle, les projections démographiques sur une ou deux décennies ont atteint un degré de fiabilité assez significatif. La valeur de ces projections tient évidemment à ceci qu'elles se sont

avérées vraies, c'est-à-dire illustrées par les faits. Il s'agit donc d'une forme de *preuve par l'Histoire*.

Les tendances démographiques actuelles (une vitalité démographique persistante en Israël et dans les milieux orthodoxes hors d'Israël compensée par une implosion démographique dans les milieux assimilés en Diaspora) témoignent de la *situation stagnante* du peuple juif. Ici, et visiblement pour encore près de deux décennies, il est donc permis d'user de la formule « croissance zéro ».

Démographiquement parlant, il est certain que ces prévisions restent susceptibles de se trouver contrariées en cas de flux migratoires imprévus. Notons également que d'ici 2020, toute évolution même mineure (une divergence de plus ou moins 0.5 enfant en moyenne) est à même d'enrichir, ou au contraire de priver, le peuple juif d'un million de membres. Quel que ce soit le « scénario » qui en ressortira, il est évident que les implications politiques de ces chiffres seront nombreuses.

Enfin, on ne pourra s'empêcher de noter que l'année 2006 s'inscrit dans l'histoire juive comme un évènement porteur d'une valeur symbolique singulière : pour la première fois depuis la destruction du second Temple de Jérusalem au premier siècle de l'ère commune, Israël s'est affirmée cette année comme la plus importante communauté juive du monde, reléguant le judaïsme des États-Unis au second rang et le judaïsme français au troisième rang. Combinant un taux de fertilité relativement haut (2.7 enfants par famille en moyenne en 2004) et une population jeune (plus de 25 % en dessous de 15 ans), Israël pourrait bien constituer à terme, si rien ne vient contrarier les tendances actuelles, non

seulement le lieu privilégié où les juifs laïques dans leur majorité transmettent à leurs enfants et leurs petits enfants leur patrimoine ethnoculturel, mais également la communauté juive la plus importante numériquement.

Israël s'est affirmée en 2006 comme la plus grande communauté juive du monde

C. EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL

Ainsi, en ce début de XXI^e siècle, la *condition juive* offre autant de perspectives prometteuses que de potentialités négatives. Parmi elles :

- Les juifs de la Diaspora sont majoritairement établis dans des États développés, libéraux, militairement stables, scientifiquement avancés et politiquement éclairés. En termes de statut socioéconomique et d'éducation, les juifs de la Diaspora jouissent généralement d'une situation assez enviable. On dira même qu'ils disposent des moyens susceptibles de permettre à la culture juive de prendre sa place et son sens au sein de la société globale — cela, en dépit de ce que cette dernière peut comporter de menaçant pour l'existence des communautés ;
- Les liens unissant les communautés de la Diaspora à Israël peuvent être affermis, voire amplifiés, par les effets de la globalisation. Afin de bénéficier au mieux de cette globalisation, les communautés de la Diaspora doivent intensifier leurs relations ;
- Tout indique qu'aux États-Unis, l'antisémitisme reste un phénomène marginal, circonscrit à des cercles ésotériques et sans pouvoir réel ;

- À l'aube du XXI^e siècle, le judaïsme occidental continue à occuper une place de choix dans les domaines artistiques et philosophiques; la présence d'auteurs comme Rosenzweig, Levinas, Derrida, Léo Strauss (pour ne citer que ceux-là) au cœur même des plus profonds débats intellectuels, démontre que la culture juive est encore parfaitement capable de se renouveler et de surprendre;
- Il est évident qu'au plan technologique, la globalisation — suscitant l'émergence de *communautés virtuelles* dépassant frontières et distances — offre des moyens qui peuvent être autant d'instruments visant à la diffusion de la philosophie comme de l'art juifs, par essence universalistes, donc susceptibles d'intéresser un public tant juif que non juif;

Cependant, les périls potentiels qu'impliquent ces « scénarios » n'en revêtent pas moins un caractère alarmant:

- L'acharnement iranien à accéder à la puissance nucléaire représente un facteur de déstabilisation pour l'ensemble des pays démocratiques et pour Israël en particulier. La nature de la réaction du monde libre à cette tentative belliqueuse sera déterminante sur l'évolution future de l'idéologie « *djihadiste* »;
- Les réseaux terroristes tentent de se constituer un arsenal d'armes non conventionnelles qui, *dès obtention*, feront peser de lourds dangers sur Israël comme sur la Diaspora; la stratégie terroriste repose sur un principe aussi simple qu'implacable: *à l'aide de moyens relativement peu coûteux, une poignée d'hommes peut en décimer une multitude*;
- On peut notamment craindre l'ébranlement de la puissance américaine et, plus largement,

de l'Occident; par ailleurs, une rupture pure et simple des relations entre les États-Unis et l'Europe ne peut être totalement écartée, tenue pour impossible ou irréaliste; l'anti-américanisme primaire, militant et prosélyte risque aussi de prendre des proportions, et des expressions, totalement inédites; il est certain que pour les juifs en général, et pour l'État hébreu en particulier, ces développements pourraient s'avérer forts ennuyeux. L'éventuelle dégradation de la situation en Iraq pourrait favoriser un tel scénario;

- La crise de transition démographique des sociétés les moins développées pourrait précipiter l'instabilité et la violence dans ces pays et, suite aux migrations incontrôlées, provoquer une augmentation des tensions interethniques et de la xénophobie en Occident;
- La « fuite de cerveaux », fruit du marché extrêmement concurrentiel des ressources humaines ultra-qualifiées, pourrait déstabiliser certaines communautés juives;
- La croissance des minorités hispaniques et asiatiques aux États-Unis présente autant d'opportunités que de menaces d'alliances nouvelles. Ces changements démographiques modifieront notablement les équilibres interethniques existant actuellement dans cette région;
- En Europe et aux États-Unis, le renforcement de certaines franges militantes des communautés arabo-musulmanes, et le *lobbying* qui en résulte parfois, sont de nature à amoindrir l'action des communautés juives en faveur d'Israël;
- La *dé légitimation* d'Israël découle de trois sources principales: a) l'antisionisme érigé au

rang de norme gouvernementale par les États arabes; b) la propagande *judéophobe* diffusée par les cercles d'inspiration *djihadiste* implantés en Occident; c) le discours *altermondialiste* dans sa version la plus agressive, conférant au sionisme le rôle d'idéologie maléfique et ultra-réactionnaire.

- Dans un tel contexte, il devient de plus en plus difficile, en Europe, de s'assumer comme *juif de gauche*; ce trouble intellectuel, et politique, pourrait fragiliser les liens de toute une frange progressiste de la Diaspora avec Israël. Il faut d'ailleurs préciser qu'en Israël même, la *stratégie terroriste palestinienne*, l'infinie paralysie politique qui a caractérisé l'ère Arafat ou encore les liens tactiques entre le Fatah et les groupes de type Hamas, ont précipité la gauche sioniste, depuis le début de la seconde Intifada, dans un profond désarroi idéologique dont les effets demeurent sensibles;
- Si la postmodernité doit signifier un retour à l'individualisme (*le seul et sauvage souci du moi*, dont parle Emmanuel Levinas), le judaïsme, en tant qu'identité et culture, pourrait se voir rangé parmi les *particularismes communautaires anachroniques* et, partant, n'ayant plus lieu d'être.

Hier comme aujourd'hui, les juifs doivent tenter de résoudre la tension entre universalisme et particularisme qui sous-tend leur histoire; autrement dit, le juif doit pouvoir s'ouvrir à une culture transcendant les frontières et même s'y investir, tout en s'assurant dans le cadre historico-culturel qui est le sien.

D. TENDANCES MAJEURES AU SEIN DU PEUPLE JUIF

Au plan interne, le peuple juif affronte aussi certains obstacles susceptibles de contrarier son plein épanouissement; ce dernier, nous l'avons dit, dépend de l'aptitude d'Israël, comme de la Diaspora, à produire une culture de qualité, mais aussi de la capacité à dénouer certains problèmes majeurs, parmi lesquels, il faut naturellement compter le conflit israélo-palestinien; face à la persistance de l'antisémitisme, il s'agit de réfléchir à des modes de réplique conformes au cadre juridique et aux valeurs des sociétés occidentales à l'intérieur desquelles la nouvelle *judéophobie* se propage; les liens intercommunautaires, l'instauration d'un dialogue à l'échelle de toute la Diaspora et une communication fluide, favoriseront l'émergence d'idées clés susceptibles d'orienter le judaïsme dans son ensemble.

La stratégie terroriste: à l'aide de moyens peu coûteux, une poignée d'hommes peut en décimer une multitude

I. Continuité et identité

À notre époque, la judéité n'est plus seulement une *affaire de naissance*, mais bel et bien une *question de choix*. Lorsqu'il est en faveur du judaïsme, ce dernier peut encore prendre les formes les plus diverses, et s'exprimer tant à travers l'expérience de la foi que de la culture, de la philosophie, des arts ou des coutumes. Autrement dit, la judéité ne s'exprime plus exclusivement en tant que *fait religieux* et n'implique plus nécessairement orthodoxie et orthopraxie. Si les multiples facettes de la judéité échappent

à la norme ancienne (de facture *hilkhatique*, notamment) pour s'ouvrir — *et s'adapter* — à la subjectivité de chaque juif, il n'en demeure pas moins vrai que celles-ci s'abreuvent aux sources du judaïsme traditionnel.

À l'échelle de l'ensemble du peuple juif, on ne compte qu'une minorité active; l'engagement culturel, ou autre, en faveur de la judéité demeure pour la majorité silencieuse une notion parfois

lointaine ou tout bonnement inexistante; cela, sans oublier le notoire désintérêt pour le militantisme au sein d'organisations juives et politiquement marquées, à gauche comme à droite. Si le plus souvent, l'assimilation est synonyme de rupture, puis de perte totale, du lien garantissant l'union avec la tradition ancestrale, on observe dans un certain nombre de cas, certes minoritaires, un retour

au judaïsme; d'une génération à l'autre, voire sautant une ou deux générations et s'exprimant selon des modalités variées — mais principalement sur le mode d'un retour au religieux.

Dans les communautés de la Diaspora, un vague traditionalisme semble demeurer pérenne; il est surtout lié aux rites de passage (circoncision, *bar mitzvah*, *Séder* de Pâque, allumage des bougies, etc.) et relève davantage d'un attachement sentimental à la tradition que de convictions religieuses profondes. Cela étant, l'heure est au *désengagement* du collectif, à la *sortie hors du groupe*, mais c'est à proprement parler un fait nouveau, car cette indifférence vis-à-vis de la sphère communautaire *côtoie* un vaste regain d'intérêt pour le fait juif — regain qui se traduit tant par le prestige dont jouit l'étude des sciences du judaïsme (de la littérature kabbalistique à la

pensée éthique de Levinas) que par le vif intérêt que suscite la musique néo-klezmer, pour ne s'en tenir qu'à ces exemples.

Il semble que même parmi la majorité *extracommunautaire*, la judéité reste un critère identitaire relativement stable; ainsi, des études récentes montrent qu'au Canada, en Australie, en Afrique du Sud ou au Royaume-Uni, une écrasante majorité de la Diaspora revendique son appartenance au judaïsme; or, c'est cette même majorité qui manifeste sa réticence vis-à-vis de l'activisme communautaire, lui préférant un engagement plus universaliste, moins *ciblé*. En Diaspora, la politique — et parfois même *l'existence* — d'Israël suscite tant la discorde que l'adhésion, la critique — éventuellement virulente — que l'éloge.

Quant à la minorité active, impliquée dans la vie du judaïsme — qu'elle soit ultra-orthodoxe, religieuse, traditionaliste ou laïque — on note que son degré de culture, tant juive que générale, est plus élevé que par le passé. La fréquentation d'établissements scolaires juifs est en hausse, les cercles d'étude destinés aux adultes, tout comme la présence du judaïsme à l'université et dans les autres cadres scientifiques, augmentent.

En Europe, aux États-Unis et en Israël, l'érudition dans les disciplines juives atteint de nouveaux sommets et, bien que les juifs qui s'y dévouent ne constituent qu'une infime minorité, elle occupe une place privilégiée dans les grands débats intellectuels.

De son côté, l'orthodoxie grandit proportionnellement à la croissance naturelle en Israël, tandis que dans la Diaspora, ses membres (les *'harédim*) ne manquent ni d'influence, ni de structures. À côté de cette minorité significative et grandissante, la grande majorité des

À l'échelle de l'ensemble du peuple juif, on ne compte qu'une minorité active

Israéliens conserve un rapport avéré à la religion, revendiquant une croyance au Dieu d'Israël et respectant sélectivement certains rites — tout en en délaissant d'autres considérés comme trop contraignants. Tandis que seule une infime minorité judéo-israélienne rejette le caractère *juif*, et *sioniste*, d'Israël (certaines mouvances de l'ultra-gauche comme le *Matzpen*, d'obédience trotskyste, ou l'aile dure d'un parti comme le *'Hadash*, d'inspiration néo-marxiste), la majorité, elle, confère à la judéité, à son étude comme à son histoire, une importance majeure dans le destin national d'Israël.

Comparativement, les phénomènes de désengagement culturel dans la Diaspora n'en prennent qu'un relief plus alarmant. Les raisons de ce désintérêt pour la chose juive sont multiples :

- D'abord, dans leur globalité, les sociétés occidentales ne dressent plus aucune espèce d'obstacle à l'assimilation totale des juifs désireux de prendre une telle voie. Les accusations de « double allégeance », la suspicion à l'égard de l'élément juif tenu pour subversif, traître, cauteleux — semblent relever d'un autre âge ; s'il en existe des survivances, elles se situent au plan du discours sectaire, marginal, sans portée ;
- Dans le sillage de l'assimilation, les mariages mixtes concourent à distendre le lien avec les cercles juifs ;
- Le retour à l'individualisme, conjugué au phénomène d'arasement intellectuel propre à l'Occident, n'est pas de nature à encourager la recherche d'une identité singulière, particulariste, et donc qualifiable de « communautariste » ;

- L'affaiblissement de la cellule familiale traditionnelle, l'augmentation des divorces et la monoparentalité, remettent en question la participation des juifs aux activités communautaires souvent axées sur le thème de la famille ;
- Il est certain que la nature et l'intensité du sentiment juif sont proportionnelles au degré de connaissance des sources philosophiques et de l'histoire du judaïsme. Hier comme aujourd'hui, l'ignorance et la déculturation altèrent donc directement l'identité juive ;
- Vidé de ses contenus spirituels, éthiques, littéraires et philosophiques, réduit à une pratique privée de sens — le judaïsme présente peu d'attrait pour beaucoup de juifs qui, intellectuellement, préfèrent s'orienter vers d'autres modes de pensée ;
- Tant en Israël qu'à travers la Diaspora, la qualité du dialogue entre les franges orthodoxes du judaïsme et les courants libéraux, novateurs, laïques, demeure médiocre et incertaine ; par ailleurs, on sait que les questions qui divisent ces divers courants ne sont ni mineures, ni marginales, puisque parmi elles, on trouve celles qui ont trait à la politique, à la conversion, à la famille juive, à la place de la femme dans la tradition, au mariage religieux, mixte ou homosexuel. Dans le cadre de cette polarisation intra-communautaire, de très nombreux juifs et juives, sans identification définie et souvent mariés en dehors de la communauté, font figure de « laissés-pour-compte » des structures éducatives, culturelles et sociales juives existantes.

Les raisons de ce désintérêt pour la chose juive sont multiples

Hors d'Israël, à l'exception des îlots ultra-orthodoxes, l'assimilation culturelle et/ou religieuse est à peu près partout à l'œuvre. D'une certaine manière, les mariages mixtes découlant de ce phénomène constituent un témoignage du degré d'*ouverture* des sociétés auxquelles appartiennent les juifs. En termes de sentiment d'appartenance, les mariages mixtes ont souvent une portée fatale ; une fois sur deux, ils se produisent dans un cadre extra-religieux et, dans certaines communautés (Russie, Europe de l'Est), ils constituent plus de 75 % des mariages en général. Les enfants issus de ces unions, et leurs descendants, sont d'ordinaire dépourvus de culture hébraïque ; il n'existe aucune étude sérieuse portant sur l'importance numérique de ce groupe, que certains vont jusqu'à estimer à plusieurs millions. Il est toutefois évident qu'une action culturelle, dont la mise en œuvre incomberait tant à Israël qu'à la Diaspora, permettrait à certains de ces *enfants du mariage mixte* de s'ouvrir à la part hébraïque de

leur identité, pour éventuellement en approfondir l'étude et s'inscrire au sein de cette appartenance redécouverte.

Du côté de la minorité dite active au sein du judaïsme actuel, on note une sérieuse augmentation des inscriptions en établissements scolaires juifs ; cette hausse est sans doute liée à une prise de conscience de l'insuffisance de l'éducation juive dans le strict cadre communautaro-familial. En milieux religieux, la fréquentation d'écoles juives approche les

100 %.

Toutefois, la majorité laïque, en Diaspora, se tourne vers l'enseignement, privé ou public, non

confessionnel. Sur ce point, certaines considérations financières peuvent intervenir (en effet, aux États-Unis, en Amérique latine et en Australie, les frais de scolarité sont extrêmement élevés). Enfin, il faut préciser qu'aux yeux de nombreux parents, le choix d'une institution scolaire est essentiellement dicté par l'excellence de son enseignement général — l'enseignement juif ou la socialisation juive ne pouvant en aucun cas justifier l'inscription de leur enfant dans une institution de second rang.

En Israël, les responsables de l'éducation laïque ont décidé de mettre en place — sans toutefois obtenir des résultats probants pour l'instant — un programme d'études juives conséquent, évocateur et capable de *donner à penser* à un jeune juif laïque d'aujourd'hui.

Alors même que les structures traditionnelles de la communauté juive tendent à s'affaiblir, la créativité juive, elle, ne cesse d'évoluer. La connaissance scientifique du judaïsme, les nouvelles études théologiques et talmudiques, mais aussi les arts d'inspiration hébraïque, suscitent un vif intérêt parmi les communautés pensantes occidentales, juives ou non.

Longtemps tenu — à tort — pour une « langue morte », l'hébreu n'en a pas moins constitué, durant de nombreux siècles, une langue essentiellement religieuse, dédiée au culte, à l'eulogie, à l'interprétation des Écritures. Depuis un siècle, l'hébreu est devenu une langue parlée et écrite, quotidiennement, par des millions d'hommes et de femmes ; c'est une langue à l'intérieur de laquelle, désormais, on poétise, on philosophe ou on polémique sans la moindre restriction verbale. L'hébreu a connu un processus de normalisation/modernisation tout simplement unique. En Diaspora, on peut déplorer la négli-

Les enfants du mariage mixte font figure de « laissés-pour-compte » des structures éducatives juives existantes

gence avec laquelle certaines communautés gèrent l'enseignement des *langues juives* — à commencer par l'hébreu, mais aussi le yiddish, le ladino ou le judéo-arabe.

Le féminisme radical, l'individualisme montant, la fragmentation sociale, suscitent tant au niveau du judaïsme, que de la culture occidentale, les mêmes interrogations. Au sein des communautés juives, les femmes en appellent à la réflexion sur leur statut, et exigent de plus amples responsabilités. Sur ce plan, on note certains progrès, même si l'on peut toujours déplorer la lenteur avec laquelle les transformations de ce genre se produisent; cela étant, les lieux de culte où hommes et femmes prient conjointement augmentent; pour sa part, tant en Europe qu'aux États-Unis et en Israël, le mouvement homosexuel juif tend à s'organiser.

II. Unité et division

La nature et l'intensité de l'identité juive sont aussi déterminées par des événements historiques, voire par des crises majeures dont les effets sont sensibles par-delà les seules frontières communautaires. Depuis la fondation de l'État hébreu (1948), les juifs du monde entier ont principalement affronté cinq situations de ce type :

- La solidarité avec Israël, durant la guerre des Six Jours (1967) ou l'agression arabe d'octobre 1973; à ce jour encore, la sécurité d'Israël demeure au cœur des préoccupations de la Diaspora;
- Le militantisme en faveur de la libération des juifs du Rideau de Fer et des refuzniks joua un rôle important dans les années 70/80; plus tard, le secours apporté aux juifs éthio-

piens mobilisa de nombreuses organisations juives;

- L'identification historique avec le judaïsme européen décimé par les hordes hitlériennes, et la lutte contre *les assassins de la mémoire* (Pierre Vidal-Naquet) et autres négationnistes comme on peut en rencontrer tant dans les rangs de l'ultra-gauche (pour la France, on citera bien sûr les noms de Paul Rassinier, Pierre Guillaume et les membres du cercle de *La Vieille Taupe*) que dans les mouvances néo-fascistes;
- La réaction face à la nouvelle *judéophobie*, cette dernière étant rendue plus « accessible » au grand public *via* les réseaux islamistes militants et la *palestinophilie* ambiante;
- La conscience que partagent d'innombrables juifs de posséder — *et d'avoir à transmettre, donc à perpétuer* — une histoire comme une culture communes. Les conditions nécessaires à l'émergence d'un véritable champ culturel juif mobilisent les efforts de pans entiers des communautés de la Diaspora.

Au sein de ces communautés, les effets conjugués du parti pris ouvertement propalestinien de certains médias occidentaux et la démultiplication des agressions antisémites en France, comme ailleurs en Europe, ont suscité un vif sentiment de solidarité avec Israël et le judaïsme. Il est vrai qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'organisation des communautés de la Diaspora s'est révélée plus cohérente; si l'on excepte les vastes Diasporas américaine et australienne, on note que les communautés

L'enseignement des langues juives — yiddish, ladino, judéo-arabe — est largement négligé

moyennes, de type européen, reposent sur des structures hiérarchiques bien définies. Même la Diaspora américaine, constituée d'une multitude d'infrastructures locales, tend vers des formes de regroupement communautaire à l'échelle nationale, réduisant ainsi le nombre des organes représentatifs (par exemple, *The Conference of Presidents*, l'*American Israel Public Affairs Committee* — AIPAC, l'*American Jewish Committee* — AJC et l'*United Jewish Communities* — UJC).

Au plan international, la notion d'unité du peuple juif est nettement moins claire; s'il existe de nombreuses « organisations juives internationales », nul ne saurait cependant désigner un *leadership* représentatif juif d'envergure mondiale, pour la bonne raison que celui-ci n'existe pas. Même au seul plan européen, on ne

trouve rien ni personne de ce genre. Cette difficulté à faire converger les actions communautaires vers une pratique et un langage communs peut être différemment interprétée et mise sur le compte des approches fragmentées, voire contradictoires, qui caractérisent les divers pans du judaïsme actuel sur certaines questions clés, notamment sur la

question très discutée des réparations aux survivants de la Shoah.

Les juifs sont non seulement divisés entre religieux et laïcs, mais ils le sont encore sur la nature du spirituel lui-même; autrement dit: celui-ci doit-il s'incarner à travers une pratique orthodoxe, traditionaliste, réformatrice ou libérale? Ainsi, à l'exception de certaines grandes crises face auxquelles il sait s'unifier pour mieux répliquer, le peuple juif est tout à fait dépourvu de ce que nous pourrions nommer un *ordre du jour*,

un projet commun à long terme. Il est certain que l'*alyah* demeure une priorité, et même un impératif de survie démographique pour Israël. *Bien que reconnue comme telle* en Diaspora, cette priorité de l'*alyah* n'en constitue pas pour autant une option envisageable; d'innombrables juifs de la Diaspora n'y songe tout bonnement pas, tandis que des concepts sionistes comme le « rassemblement des exilés » laissent sceptiques plus d'un jeune Israélien.

La notion de judéité elle-même n'est pas sans poser de sérieux problèmes; ainsi, un nombre fort élevé d'hommes et de femmes se réclamant du judaïsme n'est pas reconnu dans sa judéité par l'*establishment* orthodoxe, et les espaces politiques qui en dépendent. Lorsqu'elles se passent sous la conduite de rabbins réformistes, les conversions au judaïsme sont tenues pour nulles et non avenues par l'orthodoxie. Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner outre mesure du fait que la célèbre question *Qui est juif* demeure sans réponse. Le refus de reconnaissance opposé aux mariages ou conversions non orthodoxes pourrait provoquer des phénomènes d'éloignement massif du judaïsme. Or, c'est un fait: les mariages mixtes non seulement existent, mais tendent à être de plus en plus courants; dès lors, les enfants issus de ces unions seront acculés à rompre tout lien avec le judaïsme si celui-ci n'est pas en mesure de mettre en place des structures et des procédures afin de les intégrer pleinement, et définitivement.

Si la Diaspora se préoccupe d'Israël, on ne saurait dire que l'inverse est exact, à quelques rares exceptions près.

En Israël même, la société est extrêmement divisée, notamment autour des questions liées à la relation entre la Religion et l'État. Si la dis-

Le leadership juif pour le XXI^e siècle, compétent et international, reste encore à créer

parité sociale, aggravée ces dernières années, reste préoccupante, les dissensions intercommunautaires, voire l'affrontement socioculturel ashkénaze/sépharade, tendent à se dissiper nettement. Enfin, la question de la politique en Cisjordanie est sans cesse réactivée, exacerbée et pourrait redevenir dangereuse, au point d'engendrer des drames similaires à l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, en 1995.

III. Situation économique et sociale

La seconde moitié du XX^e siècle aura notamment été marquée par la tendance au multiculturalisme, à l'ouverture comme à la rencontre de l'Autre. Dans un tel contexte, les juifs ont vu tomber un à un les obstacles que l'antisémitisme avait jusque-là dressé devant eux, dans les domaines culturel, politique, et socioéconomique. S'il est vrai qu'aux États-Unis, les juifs jouissent souvent d'une situation économique plus privilégiée qu'en Europe, celle-ci reste un espace de liberté fondamentale pour les communautés juives qui y sont installées.

Généralement, les juifs de la Diaspora ont donc un bon niveau socioéconomique ; quant à l'État hébreu, il figure sur la liste des vingt-cinq pays les plus puissants en termes de PIB par habitant, mais aussi d'espérance de vie ou d'études supérieures.

Cela étant dit, Israël est loin d'être à l'abri de la pauvreté ; la Diaspora dans son ensemble a dû se mobiliser, et consacrer ainsi des fonds importants à l'installation de nouveaux immigrants venus d'Europe de l'Est, de l'ex-URSS ou d'Argentine. Dans ce dernier pays, l'effondrement de la moyenne bourgeoise constitue un précédent, et donc une menace, à l'échelle de nombreuses

régions d'Amérique latine. Aux États-Unis, plus de 200 000 juifs vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Entre les années 2001–2003, l'économie israélienne a marqué un brusque recul. La pauvreté a atteint de nouveaux sommets lorsque des études ont recensé 1.4 million de personnes (soit 22.4 % de la population et 19.3 % des familles) vivant dans des conditions financières épouvantables (parmi elles, il faut compter un grand nombre d'Israéliens de confession musulmane, mais aussi l'*ultra-orthodoxie* juive et les immigrants âgés d'ex-URSS). Les années 2004 et 2005 ont présenté certains signes plaidant en faveur d'une reprise économique, mais il est clair que les efforts menés contre le scandale de la pauvreté exigeront du temps pour aboutir à un véritable changement.

Économiquement parlant, la vie communautaire comporte certaines obligations que de nombreuses familles ne peuvent assumer (frais de cotisation des synagogues et centres culturels, frais de scolarité et même d'enterrement). Ainsi, les franges indigentes de la communauté, en dépit de leur volonté de participation, doivent souvent renoncer à tout engagement ; d'autres, en butte à des difficultés financières, tentent d'affronter cette réalité, mais n'y parviennent pas toujours.

Le concept de *Tsédaka* — vocable parfois rendu en français par le mot « charité », alors qu'il désigne bien davantage la notion d'*équité sociale* — a toujours joui d'un grand prestige au sein du judaïsme. Aujourd'hui, la philanthropie juive est aussi significative qu'hier, même si on lui confère des expressions et des voies nouvel-

Très peu est fait pour intégrer des jeunes cadres dans les organisations existantes

les. Ainsi, il est de plus en plus courant de voir d'importants donateurs juifs américains consacrer moins d'un tiers de leurs contributions à des œuvres spécifiquement juives, tandis que la majeure partie de leurs dons vont aux musées, hôpitaux, institutions culturelles et autres.

Les grands donateurs juifs consacrent moins d'un tiers de leurs dons à des œuvres spécifiquement juives

Au plan social, les besoins d'assistance, notamment liés au vieillissement de la population juive, sont toujours plus importants. Or les fonds publics sont naturellement limités, et les institutions communautaires doivent se tourner vers des sources extérieures. L'éducation à la *Tséduka* est une des priorités communautaires; *l'incitation à donner* — auprès des donateurs coutumiers

comme auprès des trop nombreux qui n'appartiennent pas au cercle des donateurs — et l'accent porté sur le drame de la pauvreté sont des questions qui doivent être constamment réactualisées, afin d'en garantir les retombées positives.

IV. Interactions entre Israël et la Diaspora

Le dialogue et l'action concertée d'Israël et de la Diaspora constituent un facteur clé dans la conception de l'avenir du peuple juif. La relation privilégiée qu'entretiennent les communautés de la Diaspora avec l'État hébreu repose sur cinq dimensions majeures.

1. La culture et l'éthos juifs

Pour l'ensemble du peuple juif, l'État Israël demeure un pôle d'identification, même si tel

ou tel gouvernement d'Israël est autant capable de diviser que d'unir les communautés. La politique de l'État hébreu suscite tour à tour, et parfois simultanément, fierté et inquiétude, critique et solidarité. En dépit du prestige dont jouit l'État d'Israël, on ne doit pas occulter les tentatives entreprises afin de lui trouver une sorte d'équivalence dans la Diaspora; ainsi, nombreux sont les juifs américains qui tentent de recréer une vie juive dynamique, fondée sur l'ancienne bipolarité du modèle Babylone/Jérusalem. Toutefois, le judaïsme purement culturel de la Diaspora n'a qu'une influence limitée, en Israël, sur la vie de l'esprit. Le pluralisme religieux, le féminisme et certaines formes d'érudition parviennent à Israël depuis l'extérieur; inversement, la littérature, la musique, la dramaturgie ou le cinéma israéliens «s'exportent» mal ou très peu.

De même, les dirigeants communautaires n'influent que de façon très marginale sur la politique israélienne. Au surplus, on dira que celle-ci se conçoit indépendamment du monde juif, c'est-à-dire sans considération pour ses éventuelles retombées sur le bien-être de la Diaspora, alors même que cette dernière est priée de se rallier systématiquement, et massivement, autour d'Israël. Troublant déséquilibre...

L'appui à Israël est donc souvent sans réciprocité, quoique l'on puisse noter certaines occurrences où la Diaspora a dû son salut à une intervention israélienne. La communauté juive d'Éthiopie en offre un parfait exemple.

2. Politiques et sécurité

La politique comme la sécurité d'Israël sont au centre des préoccupations quotidiennes de la Diaspora. Face au terrorisme aveugle des organisations palestiniennes, et à l'indulgence sur

laquelle celles-ci peuvent compter de la part de certains médias européens, les communautés juives ont ressenti un vif élan de solidarité avec l'État hébreu. Toutefois, ces mêmes facteurs ont aussi semé parmi elles confusion, incertitude et sentiment d'impuissance. Ceci s'est manifesté de diverses manières :

- La critique de la Diaspora à l'égard de la *stratégie terroriste* palestinienne s'est radicalisée; simultanément, la critique de la politique israélienne a pris de nouvelles dimensions;
- Une baisse du tourisme individuel en Israël et l'augmentation du tourisme organisé de solidarité;
- Un accroissement des dons à Israël destinés à renforcer la sécurité du pays;
- De nouvelles modalités de départs vers Israël;
- Une consolidation des courants de la Diaspora favorables à un compromis territorial avec les Palestiniens et, simultanément, un affaiblissement de la gauche israélienne.

La recrudescence des actes antisémites en Europe a eu pour effet non seulement de rapprocher la Diaspora d'Israël, mais encore de permettre aux Israéliens de mieux saisir la nature des dangers pesant sur les communautés de la Diaspora.

3. La situation économique et sociale

Économiquement, Israël se situe derrière la plupart des sociétés occidentales, où par ailleurs prospèrent certaines Diasporas. Ceci tend à encourager davantage la *yéridah* que l'*alyah*, mais également le développement des œuvres philanthropiques orientées vers Israël. Les collectes de fonds organisées en Diaspora constituent un apport précieux à Israël, particulièrement

celles planifiées par des organisations rassemblant des structures régionales selon le modèle des fédérations américaines. En Israël même, les récentes restrictions budgétaires ont gravement affecté l'aide aux nouveaux immigrants et découragé nombre de candidats à l'*alyah*. Ces restrictions ont également joué en défaveur des principaux mégaprojets élaborés en partenariat international, comme *Taglit-Birthright*. D'où le mécontentement et la déception éprouvés de part et d'autre.

L'industrie high-tech israélienne compte parmi les plus puissantes. À l'échelle mondiale, Israël fait figure de *leader* pour ce qui est de la publication d'articles dans les revues scientifiques internationales, faisant ainsi la joie de nombreux chercheurs de la Diaspora. Israël peut largement contribuer au progrès de l'industrie high-tech, même s'il est vrai qu'en période de récession, on assiste de plus en plus à un départ d'ingénieurs israéliens vers des pays occidentaux.

4. Migrations

Les données concernant l'*alyah* ont significativement évolué; si elle existe encore, l'immigration des juifs de l'ex-URSS est désormais plus limitée (par ailleurs, nombre de juifs russes préfèrent aujourd'hui partir pour l'Allemagne ou les États-Unis que vers Israël); les Diasporas en détresse constituent toujours un potentiel — toutefois plus limité — pour l'*alyah*; ainsi en va-t-il des communautés d'Argentine, d'Afrique du Sud ou d'Iran. Pourtant, certains membres de ces communautés finiront par opter pour le Canada,

Le nouveau modèle de relation entre Israël et la diaspora reste encore à inventer

les États-Unis ou l'Australie, plutôt que pour Israël.

Si le judaïsme d'Occident demeure la principale source de *l'alyah*, il faut reconnaître que dans leur majorité, les juifs n'envisagent pas l'immigration vers Israël comme une possibilité actuelle. Seules des mutations radicales, tant en Europe qu'en Israël, pourraient inciter ces communautés à s'établir en Israël.

5. Institutions et organisations

Les communautés juives sont dotées d'organisations indépendantes, dynamiques et compétentes : outre quelques grandes institutions centrales, la Diaspora se déploie à travers une constellation d'organismes locaux, fonctionnant par région.

L'Agence juive (JAFI) et le Congrès juif mondial (WJC) constituent des modèles d'organisations porteuses d'une analyse, comme d'une action,

sans frontières ; néanmoins, on ne saurait affirmer que ces deux organisations représentent le peuple juif dans son ensemble. Nombre d'institutions juives internationales, comme le *Bnei Brith*, le *Keren Hayesod*, la *WIZO*, la *Hebrew Immigrant Aid Society* (HIAS), la *Conférence sur les réparations allemandes* ou l'*Organisation mondiale juive de restitution* (WJRO), traitent de problèmes particuliers et leurs sphères d'activités, comme d'in-

fluence, sont parfaitement distinctes les unes des autres.

Simultanément, certains groupes tentent d'inaugurer une action plus universelle ; parmi eux, on peut compter l'*United Jewish Communities*

(UJC), l'*American Jewish Committee* (AJC), la *Conference of Presidents*, l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), l'*Anti-Defamation League* (ADL), le *Joint Distribution Committee* (JDC), *Hillel* et *Hadassah*. Il existe aussi des organisations basées en Israël, alors même que leur action concerne avant tout la Diaspora ; dans ce cas, il s'agit de cercles dont les buts sont avant tout d'ordre éducatif, sioniste, spirituel, philanthropique. Inversement, il existe un grand nombre d'organisations établies en Diaspora dont l'action se concentre sur Israël. On notera que lors de l'établissement de l'organisation fédératrice *United Jewish Communities* (regroupant l'ensemble des 155 fédérations américaines et 400 communautés indépendantes), Israël perdit le statut particulier et privilégié dont il jouissait auparavant pour faire partie désormais de l'ONAD (Département de l'UJC chargé de l'ensemble des communautés juives non américaines).

Même s'il arrive à ces organisations d'œuvrer ponctuellement à l'unisson, on ne saurait oublier l'absence de tout programme ou ordre du jour collectif ; cela, en dépit de l'existence de certaines questions concernant l'ensemble de la Diaspora (antisémitisme, Renaissance culturelle juive dans les pays de l'ex-URSS, etc.).

Il semble que seuls certains mouvements religieux aient le souci d'étendre leur action au niveau international. C'est le cas notamment de l'*Orthodox Union* (OU) ou encore du mouvement *Habad*, d'inspiration hassidique ; il faut aussi compter les cercles de type *conservatives*, réformistes, libéraux ou reconstructionnistes : chacun d'eux s'adresse à l'ensemble des communautés, sans distinction doctrinale ou autre.

Comme nous le disions, entre Israël et la

L'absence de tout programme ou ordre du jour collectif au niveau mondial fait cruellement défaut

Diaspora, tout indique qu'il s'agit de penser une réciprocité réelle et assumée par chacune des parties; le premier modèle de partenariat réussi — le *Projet de Chikoum chkhounot*, créé en 1980, a permis de rénover des dizaines de quartiers défavorisés en Israël. S'inspirant de la formule de ce projet, le mégaprojet «*Partenariat 2000*» repose notamment sur un système de jumelages, unissant autour de projets socioculturels des villes d'Israël à des communautés de la Diaspora. On peut aussi citer l'exemple que constituent «*People to People*», «*Israeli Experience*» et «*Taglit-Birthright*», déjà évoqués.

Au plan européen, l'absence de planification et de coordination entre les communautés — à l'exception du *Congrès juif européen* (CJE) et du *Conseil européen des communautés juives* (ECJC) — reste problématique, surtout lorsque l'on sait que l'Union européenne entend s'investir plus avant dans le processus de paix au Moyen-Orient comme dans la lutte contre la nouvelle judéophobie.

V. Interactions de Diaspora à Diaspora

Selon l'aphorisme talmudique, chacun des membres du peuple juif doit répondre de ses frères et sœurs (en hébreu : *Kol Israël arévim zeh lazeh*); en Diaspora, la portée de cet adage demeure concrète : en témoignent les vastes élans de solidarité vis-à-vis de l'État hébreu comme des communautés juives en péril. Nombreuses furent les organisations juives qui virent le jour lorsqu'il fallut œuvrer à la protection de telle ou telle Diaspora (au début du XX^e siècle en Russie ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à travers toute l'Europe de l'Est).

Actuellement, la bonne intégration du

judaïsme russe en Israël et la reconstruction des communautés juives d'Europe de l'Est constituent deux priorités. En Diaspora, nombre d'organisations ont « adopté » certaines de ces communautés. De même, lors de la crise qui a frappé l'Argentine en 2001/2002, ces organisations ont pu proposer une aide concrète, allant de dons à la prise en charge des membres de la communauté désireux de partir en Israël ou ailleurs. Parmi les organisations qui ont fait montre de compétence et de dynamisme, il faut citer le JDC, la HIAS, l'UJC, l'AJC et l'ADL. La communauté juive américaine, en sa qualité de *première* Diaspora, peut s'enorgueillir d'une longue tradition où entraide, responsabilité pour l'ensemble du peuple juif et action concrète se conjuguent. Comparativement, les organisations juives européennes manquent de moyens; par ailleurs, les notions de volontarisme, de bénévolat, sont moins ancrées dans l'espace européen qu'américain.

Néanmoins, une organisation comme le *World Jewish Relief* (Secours juif mondial) est sans doute un bel exemple de réussite européenne : basée à Londres, cette association étend son action à l'ensemble des communautés juives du continent européen. Naturellement, il arrive que des organisations de premier plan comme l'*Agence juive*, le *Bnei Brith* ou le mouvement *Habad*, unissent leurs efforts.

Pour finir, on rappellera que depuis toujours, les manifestations d'antisémitisme ont suscité un vif sentiment de solidarité parmi les juifs, tant au niveau local qu'à l'échelle internationale. Aujourd'hui, bien qu'il n'en souffre point direc-

Au plan européen, l'absence de planification et de coordination entre les communautés est problématique

tement, le judaïsme américain est très préoccupé par la nouvelle judéophobie arabo-européenne. Enfin, les petites communautés, qui semblent inéluctablement vouées à disparaître, doivent

être soutenues dans la tentative de préservation de leur patrimoine (anciennes synagogues, objets de culte, cimetières, musées, écoles, œuvres d'art, etc.).

כל ישראל ערבים זה לזה (סנהדרין כ"ז)
'Chacun des membres du peuple juif doit répondre de ses frères et sœurs'

Le dialogue et l'action concertée d'Israël et de la Diaspora constituent un facteur clé dans la conception d'un avenir florissant pour le peuple juif. Cette *communauté de destin* qui était évidente il y a à peine une génération montre des signes d'affaiblissement. D'année en année, la judéité prend des formes radicalement différentes selon qu'elle est vécue à New York, à Paris ou à Tel-Aviv. Pour que l'aphorisme talmudique précité ne soit pas l'apanage des *prêcheurs de haine*, tout indique qu'entre Israël et la Diaspora, il s'agit désormais de penser les structures d'une réciprocité réelle et assumée par chacune des parties.

SITUATION DES COMMUNAUTÉS JUIVES EN 2005/2006

A. LA SCÈNE MONDIALE

1. Environnement géopolitique

Les opérations militaires américaines en Iraq, tout comme la pression exercée sur les États-relais du terrorisme international (parmi lesquels, il faut compter en premier lieu la Syrie et l'Iran), ont renforcé la position stratégique d'Israël sur son front oriental. Celui-ci est pourtant loin d'être pacifié, et si accalmie il y a, nous sommes légitimés à penser qu'elle pourrait se trouver contrariée par l'instabilité et l'autoritarisme de certains pays de la région, comme par l'islamisme radical montant en Égypte et ses liens avec les groupes saoudiens. Par ailleurs, l'acharnement de l'Iran à obtenir l'arme atomique pose à Israël des questions existentielles particulièrement difficiles. Dans ce cadre, le rassemblement des pays occidentaux en un front commun contre l'Iran et leur détermination renouvelée semble annoncer une solution diplomatique ou une solution militaire commune. Dans le cadre de la volonté américaine de stabiliser l'ensemble du Moyen-Orient, l'administration Bush soutient la politique de retrait unilatéral israélien de Cisjordanie. On notera toutefois que le soutien américain à Israël est loin d'être incondi-

nel: la Maison Blanche exerce notamment une pression constante sur Jérusalem afin d'actualiser la fameuse *Feuille de Route* et ne se prive jamais de critiquer les initiatives israéliennes visant à fixer de manière unilatérale le tracé de frontières définitives.

L'axe du mal de ceux qui veulent « rayer Israël de la carte » relie dans un même projet judéocide l'Iran, ses alliés du *Hizboallah* libanais et du *Hamas* palestinien, et les partisans du *djihadisme* international. Outre les intentions belliqueuses manifestes adressées à Israël, ces messages de haine répétés pourraient également déstabiliser les pays musulmans et créer des émules chez certains musulmans d'Occident.

En mars 2006, déçus par l'ascension politique du *Hamas* et désabusés tant du projet d'un *Grand Israël* s'étendant du Jourdain à la méditerranée que de l'*Utopie de la paix*, les Israéliens se sont détachés des grandes idéologies qui ont animé le discours sioniste des trente dernières années pour hisser au pouvoir *Kadima*, le parti centriste créé dernièrement par Ariel Sharon. Le projet du premier ministre israélien nouvellement élu est certainement caractérisé par son pragmatisme: à la tête d'une coalition politique large, Ehud Olmert souhaite en moins de dix ans donner à l'État d'Israël un tracé de frontières

définitives et réalistes. Prêt à sacrifier une partie de la terre d'Israël historique, à démanteler les implantations isolées et à rapatrier des dizaines de milliers de colons, le nouveau gouvernement souhaite protéger les Israéliens du terrorisme et minimiser les zones de contact entre Israéliens et Palestiniens en finalisant rapidement la construction du mur de sécurité. Déclarant clairement que le but recherché n'est pas la paix mais la stabilisation du conflit et le renforcement du caractère juif et démocratique de l'État hébreu, les Israéliens vont devoir affronter, à l'aube de ce XXI^e siècle, des défis existentiels sans précédents, tant sociaux et économiques que politiques, identitaires et culturels.

Le terrorisme islamiste s'est attiré un opprobre international lors des massacres du 9 septembre 2001 à New York, et de ceux de Madrid, de Londres, du Sinaï et d'Amman. Les franges éclairées des sociétés arabes, tout comme les régimes musulmans modérés, ont condamné sans appel de tels actes, tandis qu'en Occident, nombre de penseurs musulmans de tout premier plan ont souligné leur refus d'une telle interprétation belliqueuse du Coran. Ce courage s'inscrit dans le sillage des chercheurs arabes du PNUD qui, depuis leur Rapport de 2002, dénoncent l'islamisme radical comme une des causes du sous-développement économique des pays arabo-musulmans. Au plan de la stratégie antiterroriste, les services secrets et les politiciens européens ont parfaitement démontré qu'en unissant leurs efforts et en coordonnant leur action, le monde démocratique n'est pas impuissant face au terrorisme aveugle et que les prêcheurs de haine peuvent être interpellés et empêchés de nuire.

Le tsunami de décembre 2004 consti-

tue l'un des plus grands désastres naturels survenus depuis la Seconde Guerre mondiale. Relativement réduit — dix personnes en tout —, le nombre de victimes israéliennes a pourtant suscité l'intervention rapide et efficace du Gouvernement israélien, de *Tsahal* et de l'organisation ultra-orthodoxe *Zaka* (identifiant les victimes d'attentats, désastres naturels, accidents graves, etc.). Lors du tsunami, de même que lors d'autres catastrophes naturelles récentes de moindre envergure, toutes les communautés de la Diaspora, ainsi que leurs représentants, ont répondu aux appels à la solidarité avec les survivants. Là encore, on peut toutefois regretter que ce secours spécifiquement juif aux victimes des catastrophes naturelles n'ait pas été unifié et centralisé.

La montée constante des prix du pétrole fragilise directement l'économie israélienne ; elle conditionne aussi l'engagement des grands donateurs juifs. La flambée du prix du baril a ramené l'attention internationale sur le conflit israélo-arabe aux États-Unis, mais également en Chine et en Inde, dont l'implication au Moyen-Orient s'avère grandissante.

L'émergence de la Chine comme nouvelle grande puissance mondiale pourrait avoir des conséquences positives sur l'avenir du peuple juif². Depuis 2003, les stratégies pétrolières de l'Inde et de la Chine divergent significativement

² Sur les potentialités économiques, politiques et stratégiques pour le peuple juif qu'offre l'émergence de la Chine, voir le rapport du JPPPI intitulé « China and Jewish People, Old Civilizations in a New World » établi par Dr S. Wald en 2005. Ce rapport contient notamment une série de recommandations destinées aux organisations juives mondiales.

de celles des États européens. Aujourd'hui, maints indices témoignent de la volonté de ces pays de se rapprocher de l'État hébreu : visites et déclarations officielles, initiatives commerciales, etc.

2. Antisémitisme et mémoire

Hier comme aujourd'hui, tout juif est une cible potentielle pour l'antisémitisme militant et prêt au passage à l'acte ; la nouvelle judéophobie insiste néanmoins plus lourdement sur les points suivants :

- Israël est un État « raciste/colonialiste » et, de surcroît, génocidaire ; sa destruction est donc un impératif ;
- Les juifs ne formant pas un peuple (ce qui n'est pas sans évoquer le concept nazi de *gegenvolk*, c'est-à-dire d'*antipeuple*), ils ne peuvent prétendre à un État et à la souveraineté politique ;
- La Shoah est une « invention sioniste » servant les intérêts des juifs agents de l'impérialisme mondial.

À notre époque, la nébuleuse antisémite rassemble tant l'ultra-gauche que les courants néo-fascistes, sans oublier les militants islamistes. La Conférence de Durban, que certains qualifièrent de tentative de lynchage médiatique d'Israël et des juifs, démontrent qu'en sachant s'unir, ces diverses mouvances peuvent parvenir à des résultats inquiétants. Pour leur part, les plus radicaux d'entre les altermondialistes jugent volontiers que la globalisation est d'abord une « affaire juive », en ce sens que les juifs exerceraient un contrôle sur l'économie mondiale. Enfin, on ne manquera pas d'évoquer le vérita-

ble parti pris pro-palestinien (voire, selon P. A. Taguieff, la palestinophilie ou même la palestinolâtrie) dont font preuve certains médias et les quelques tentatives infructueuses de boycott académique qui s'exerce depuis l'Europe contre la communauté intellectuelle israélienne. Ainsi, l'antisémitisme actuel est tissé de discours tant anciens qu'« adaptés » aux problématiques inhérentes à ce début de XXI^e siècle ; l'antijudaïsme traditionnel de l'Église, qui conférait à l'homme hébreu une altérité diabolique, côtoie désormais la réprobation de l'État d'Israël, symbole de brutalité aveugle, et l'image extrêmement négative du juif que véhicule la propagande islamiste *de type* Frères musulmans.

L'an 2004 a connu une baisse de l'hostilité antijuive dans la population générale d'Occident et une augmentation des incidents antisémites (fomentés par une minorité marginale). Sur les 282 incidents violents recensés en 2004 (comparativement aux 234 de l'année précédente), le *Global Forum Against Antisemitism* relève une majorité d'actes perpétrés par de jeunes délinquants d'origine arabo-musulmane, tandis que seule une minorité de ces incidents est imputable à l'extrême droite et aux groupuscules néo-fascistes. Les violences ont augmenté tant en Grande Bretagne (77 en 2004 contre 55 en 2003) qu'en Ukraine (110 en 2004 contre 35 en 2003) ; en France cependant, suites aux diverses mesures gouvernementales, elles ont significativement baissé — et ce, malgré la banalisation, dans la société, de la parole antisémite. Aux États-Unis, l'antisémitisme, qui a toujours été fort marginal, n'en a pas moins augmenté de 17 %, même si les

Certains juifs, par stratégie personnelle, se plaisent à prêcher la haine d'Israël

postures antijuives — reflétées dans les sondages de l'ADL — vont en s'amoindrissant. En Russie, un groupe de 500 nationalistes, dont 19 députés, a proposé d'interdire toutes les organisations juives, qualifiées d'« extrémistes » et de « sionistes cosmopolites ». Les tentatives juridiques de faire interdire la traduction d'un abrégé du *Shoul'han Arou'h* (manuel de pratique religieuse juive, rédigé au XVI^e siècle) témoignent de la profondeur du sentiment antijuif dans la Russie d'aujourd'hui.

Face à cette diminution en Occident de l'antisémitisme institutionnel, *The Economist* n'a pas hésité à parlé d'une disparition du tabou que constituait, depuis l'après-guerre, l'antijudaïsme. Il est évident qu'en termes d'incidents violents, cette libération du discours antisémite n'augure rien de bon pour l'avenir de la Diaspora.

Apparemment contradictoires, deux tendances apparaissent clairement aujourd'hui : d'une part, la banalisation de l'antijudaïsme et le recul de l'autorité éthique du judaïsme ; de l'autre, le devoir de mémoire envers la Shoah, qui va en

s'institutionnalisant. Le 27 janvier 2005, des chefs d'États du monde entier (parmi lesquels Vladimir Poutine, Jacques Chirac, Moshé Katzav) se sont joints aux survivants pour célébrer le 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz. L'Histoire dira s'il s'agissait-là du dernier acte de l'ère post-Shoah ou des prémises d'une institutionnalisation de la mémoire du génocide dans la conscience universelle. Pour sa part, l'ONU consacra la vingt-huitième session spéciale de son assemblée générale à la destruction du judaïsme européen, tandis que son secrétaire général

assurait que cette institution « fut créée comme une réponse directe à la Shoah ».

3. Relations avec le christianisme

Il est évident que le monde chrétien est concerné par les tendances et courants idéologiques qui balayent le monde arabe ; les fameux « intérêts chrétiens en terre d'islam » font que, bien souvent, certains pays adoptent des points de vue politiques favorables à la partie arabe et se montrent peu enclin à regarder d'un œil favorable la partie judéo-israélienne.

Les églises évangéliques, d'obédience protestante rigoriste, soutiennent tant les juifs qu'Israël parce que ceux-ci sont censés jouer un rôle clé dans le dénouement final : l'instauration du royaume messianique ; en tout cas et singulièrement aux États-Unis, ces courants véhiculent une image d'Israël positive au sein de la société chrétienne en général. Du moins à court terme, et peut être plus pour des raisons tactiques que pour des raisons stratégiques, ces relations sont bénéfiques pour le statut du peuple juif et du judaïsme vis-à-vis de la société chrétienne, en particulier aux États-Unis. Par ailleurs, tant en Afrique qu'en Amérique latine, le christianisme connaît un important renouveau qui, à moyen terme, pourrait conférer de nouvelles dimensions à cette religion.

Indéniablement, c'est l'action du Pape Jean Paul II vis-à-vis du peuple juif et de l'État d'Israël qui constitue le grand changement du monde chrétien. Il y eut d'abord la visite, qualifiée d'*historique*, de Jean Paul II à la Grande synagogue de Rome puis sa rencontre avec le Grand rabbin Toaff (1986). Ensuite, avec un courage évident, le Vatican s'exprima tant sur la Shoah que sur la

Certains chrétiens comptent parmi les amis les plus sincères d'Israël

renaissance de l'État d'Israël ou la caducité d'un certain catéchisme relatif aux circonstances de la crucifixion. Aujourd'hui, on parle volontiers d'une *réconciliation* judéo-chrétienne. Ainsi, la visite de Jean Paul II à Jérusalem en l'an 2000 fut suivie avec une vive émotion par des millions de croyants ; il faut néanmoins ajouter que l'église catholique n'est pas unanime dans son désir de proximité (sur un plan d'égalité) avec les juifs même si le Pape Benoît XVI semble par ailleurs tout disposé à poursuivre l'effort de rapprochement avec le judaïsme inauguré par son prédécesseur.

À l'inverse, les églises anglicanes et presbytériennes ont significativement durci leurs positions vis-à-vis de l'État hébreu. Cette radicalisation, notamment illustrée par un refus catégorique d'entretenir tout rapport avec Israël, risque de s'étendre à d'autres secteurs de l'Église. Dans un premier temps, certains cercles juifs et les trois principales mouvances du judaïsme américain ont cosigné un document où, entre autres, le risque de voir le dialogue interreligieux s'étioler est souligné à gros traits.

4. Relations avec l'islam

Les cercles islamistes ont développé, puis diffusé à une vaste échelle, une idéologie antisémite qu'ils prétendent fondée sur les sources coraniques elles-mêmes ou, plus près de nous, sur les écrits d'un théoricien de la mouvance des Frères musulmans comme Saïd Qotb. Cette judéophobie ourle le conflit israélo-palestinien d'une nouvelle dimension ; par ailleurs, elle fait de l'antijudaïsme un des éléments clés du discours islamiste contre l'Occident et contre le pouvoir

« infidèle » actuellement en place dans les pays musulmans.

L'idéologie « *djihadiste* » tient l'État hébreu et les États-Unis pour un seul et unique ennemi, lequel symbolise l'entité judéo-chrétienne. Dans une telle configuration, la Synagogue se voit étroitement apparentée à l'Église par l'islam en guerre contre « les Croisés » (sic).

Les communautés et autres organisations juives de la Diaspora sont devenues autant de cibles potentielles pour l'islam militant radical ; il s'agit ici d'un phénomène nouveau par rapport à l'antisémitisme de facture « classique », et seule une stratégie adaptée à cette situation inédite pourra permettre aux juifs de la surmonter.

Le concept de « choc des civilisations » a été élaboré, puis approfondi, par maints auteurs. D'ordinaire, il désigne l'inéluctabilité du conflit à venir entre une interprétation intégriste, liberticide, de l'islam et le christianisme, perçu comme confession caractéristique de l'Occident auquel, il faut le préciser, les juifs tendent à se voir assimilés. L'exclusivité de cette identification fait fi de la proximité doctrinale, morale et culturelle entre les deux premières religions abrahamiques. Or, à long terme et au gré de changements politiques, négliger cette dimension de la réalité judéo-arabe et se méprendre sur la « crise de transition » des sociétés arabes pourrait s'avérer dommageable pour Israël et pour la Diaspora.

D'ores et déjà, juifs et musulmans pourraient s'organiser pour former des cercles de réflexion visant à élaborer une action commune au plan économique (et dans un tel cas de figure, les

Le ressentiment des musulmans envers le peuple juif n'est pas une fatalité inéluctable

grands hommes d'affaires juifs pourraient constituer un pont d'une importance capitale) mais aussi à travers les espaces culturels, religieux et scientifiques. Au sein de ces groupes de travail où seraient exposés les besoins et les craintes des différents acteurs, des projets communs d'aide à l'intégration sociale des musulmans et de protection des communautés juives pourraient voir le jour. On rappellera notamment qu'à deux reprises, en janvier 2005 et en mars 2006, deux cents chefs communautaires juifs et musulmans, dont de nombreux rabbins et imams, se sont réunis à Bruxelles et à Séville respectivement, pour promouvoir le dialogue entre les deux religions abrahamiques.

B. L'EUROPE ET L'UNION EUROPÉENNE

1. L'Union européenne

La population juive de l'Union européenne est à ce jour estimée à 1 161 000 personnes (dont 14 000 sont établies dans les trois États baltes). Plus de 80 % des juifs de l'Union européenne se répartissent en trois communautés :

La France	environ 500 000
Le Royaume-Uni	environ 300 000
L'Allemagne	environ 120 000

D'ordinaire, les communautés de l'Union européenne sont anciennes et organisées. Les juifs sont bien intégrés au sein des sociétés globales ; socio-économiquement, ils jouissent souvent d'une situation confortable. Certains d'entre eux sont intégrés aux appareils politiques. On est même allé jusqu'à parler d'un lobby juif européen naissant, même si la vitalité du judaïsme de l'UE ne saurait être comparée à celle du judaïsme

américain. La vie juive se cristallise surtout autour de la synagogue, le judaïsme orthodoxe semble même s'imposer — et pourtant : les juifs sont massivement laïques, voire vaguement traditionalistes.

On note six tendances principales (conformes le plus souvent aux tendances mondiales déjà citées) :

- Un déclin démographique imputable au faible taux de naissances, au vieillissement, à l'*alyah* et aux mariages mixtes. Vu qu'aucune nouvelle vague d'immigration juive n'est prévisible, le déclin démographique semble irréversible.
- Poussée démographique arabo-musulmane ; au niveau des politiques locales, les Européens de confession musulmane jouissent déjà d'un certain pouvoir qui, sans nul doute, s'étendra sous peu au niveau national. Ce changement démographique diminue le poids électoral et politique des communautés juives et pourrait, à moyen terme, s'opposer frontalement à leurs objectifs.
- Recrudescence des violences — physiques et verbales — antisémites. Sur fond de conflit israélo-palestinien et d'Intifada, les critiques d'Israël se multiplient et se radicalisent. Ceci se vérifie dans l'ensemble des pays européens, avec à leur tête, la France et la Belgique.
- Certains médias témoignent quotidiennement de leur parti pris anti-israélien. Cela facilite la diffusion de l'idée selon laquelle l'État hébreu est un État voyou, dont l'existence même est dépourvue de justification morale. À moyen terme, il est évident que ceci compromet la place des communautés juives dans la Cité.

- Une solide relation entre Israël et la Diaspora. Les grandes villes européennes ont vu d'innombrables manifestations de soutien à l'État hébreu, auxquelles il faut préciser que de nombreux non-juifs prirent part. Il faut encore compter avec les voyages de solidarité en Israël, les collectes de fonds et l'activisme culturel. Par ailleurs, la solidarité avec l'État hébreu ne proscribit pas la critique à son égard, ainsi que le prouvent de nombreuses communautés qui ne manquent jamais de faire entendre leurs voix lorsqu'elles jugent que tel ou tel gouvernement d'Israël pratique une politique erronée.
- Les communautés juives affrontent un curieux dilemme : soit adopter les positions officielles des gouvernements de leurs pays sur l'État hébreu, soit assumer leur différence sur la question du conflit israélo-arabe. Autre source d'interrogation : la nature, comme le statut, de l'identité juive au sein de l'ensemble républicain et laïque.

Questions internes

Les mariages mixtes, l'assimilation et la question du statut religieux des enfants et des petits-enfants de juifs mariés hors de la Synagogue.

Les juifs se définissant comme « hors communautés » sont de plus en plus nombreux. Existe-t-il une voie qui pourrait être celle de leur retour au sein de la vie juive ?

On observe un renforcement de l'identité juive parmi certains pans minoritaires de la communauté. L'enseignement juif (surtout en France et en Angleterre) et la consolidation des mouvements religieux constituent les principaux facteurs de ce renforcement. La minorité active des juifs ultra-orthodoxes fait également

preuve d'une grande vitalité : ses institutions s'affermissent, on assiste à une multiplication sans précédent d'ouvrages d'érudition religieuse, mais aussi de nombreux textes de vulgarisation. Et pourtant, en France, certains estiment que la communauté se replie sur elle-même et cède à la tentation du *communautarisme* — une sorte d'élan vers une « ghettoïsation » volontaire.

Le cloisonnement entre les différentes communautés juives ; ce clivage est certes engendré par les différences linguistiques, mais se fonde encore sur des considérations liées à l'histoire européenne elle-même. Comment susciter un réel sentiment d'une communauté juive européenne unie ?

La profonde rupture doctrinale et culturelle qui se révèle au sein de plusieurs communautés. Comment parvenir à susciter unité et coopération ? Cette dernière est essentielle, car le manque de ressources des plus petites communautés (en particulier issues de la CEI) contrarie le maintien des infrastructures communautaires.

Le manque de fonds et de personnel professionnel — en particulier d'enseignants qualifiés, de jeunes guides et éducateurs, d'assistants pour personnes âgées, etc.

Les problématiques soulevées ici étant en grande partie le lot de l'ensemble des communautés juives européennes, il est clair qu'une coordination soutenue et une structure transeuropéenne — à l'instar de l'AJC et de l'AIPAC américaines — permettraient d'affronter ces défis à l'échelle de l'ensemble du continent. Plusieurs forums et études ont adopté l'idée de création d'un cercle juif européen fédératif, lequel forgerait sa propre identité et servirait

Il devient difficile, en Europe, de s'assumer comme « juif de gauche »

de troisième côté au triangle que formerait, dès lors, le judaïsme (Israël, les juifs d'Amérique du Nord et les juifs d'Europe).

Toutefois, afin de réaliser ce projet, il faut garantir un système efficace de collecte de fonds. On dit parfois que le volontarisme est surtout l'apanage des communautés américaines, tandis

Comment susciter un réel sentiment d'une communauté juive européenne unie ?

que le judaïsme européen sacrifie plus volontiers à l'individualisme ambiant. Or c'est précisément celui-ci qui, à travers le *Joint*, le *Congrès juif mondial* sous la tutelle américaine, l'*Agence juive* sous la tutelle israélienne, s'est avéré d'un apport significatif face aux problèmes posés à travers toute l'Europe. Cela étant dit, l'identité juive européenne n'a pas encore reçu d'expression claire

ou définitive. Il s'agit donc de trouver les moyens susceptibles de renforcer l'unité et l'esprit coopératif à travers toutes les communautés juives d'Europe.

L'environnement politique

Depuis l'expansion de mai 2004, l'Union européenne comprend 25 États membres, dont huit sont issus du bloc communiste. En 2007, la Bulgarie et la Roumanie se joindront à l'Union européenne et il est prévu que la Croatie devienne membre en 2008. Les négociations pour intégrer la Turquie, sujet très discuté, ont été ouvertes officiellement le 3 octobre 2005. L'élargissement renforce notablement le poids et l'influence de l'Europe sur la scène internationale. Elle est dorénavant potentiellement prête à élaborer une politique extérieure de sécurité et une politique financière commune, cette dernière étant doublée d'une force d'interven-

tion militaire européenne. La constitution de l'Union européenne a été signée le 29 octobre 2004 mais le « non » français, exprimé lors du référendum du 29 mai 2005, remet en question l'intégration européenne.

Les relations entre Israël et l'Union européenne sont sous-tendues par deux tendances contradictoires : d'une part, un réseau puissant de coopérations économique-culturelles ; de l'autre, des relations politiques pour le moins compliquées. Si l'Union européenne entreprenait de rétablir ses barrières douanières, le commerce entre Israël et l'Europe — bénéfique aux deux parties — en souffrirait. Si cette tendance positive allait en se confirmant, on peut même envisager qu'Israël devienne un partenaire privilégié de la communauté européenne. Au niveau politique en revanche, l'affaiblissement de l'Europe, qui d'ordinaire cultive une diplomatie pro-arabe, modère la pression sur l'État hébreu et, par là même, permet au processus de paix d'évoluer dans un sens constructif.

Initiatives européennes contre l'antisémitisme

Les institutions de l'Union européenne ont commencé à se focaliser, singulièrement depuis 2003, sur les activités ayant un effet direct sur les juifs du continent ; dans cette perspective, la lutte contre la nouvelle judéophobie prend une place naturellement importante. En février 2003, le président de la Commission européenne Romano Prodi, en coopération avec le *Congrès juif européen* (CJE) et le *Congrès des rabbins européens* (CRE), proposa un plan d'action pour que l'antisémitisme et le négationnisme soient tenus pour des crimes à l'échelle de toute l'Union européenne. Dans la « déclaration de Berlin » d'avril

2004, tous les États participants se sont engagés à publier un rapport périodique sur l'antisémitisme.

Le monde juif et l'intégration européenne

L'Union européenne impose deux défis aux communautés juives européennes :

- Un défi immédiat : comment agir sur la politique européenne vis-à-vis des dossiers d'actualité les plus brûlants : antisémitisme, terrorisme et conflit israélo-palestinien.
- Un défi à long terme : comment définir le rôle du monde juif européen au sein de l'UE.

À leur tour, ces défis soulèvent deux interrogations majeures :

- Est-il possible pour les juifs du continent de se forger une identité collective spécifiquement « européenne », sur le modèle du judaïsme américain ?
- Est-il possible pour les juifs d'Europe de se doter d'un cadre représentatif efficace, capable de réagir à certaines prises de position des institutions affiliées à l'UE ?

Il est évident que les organisations juives européennes suivent mal les progrès enregistrés par l'Union européenne ; de plus, elles sont dépourvues de l'infrastructure qui leur permettrait de formuler des demandes claires à l'Union européenne : en premier lieu, on songe bien sûr à la création d'un comité qui siègerait de façon permanente afin d'étudier la nature, et les dangers, de la nouvelle judéophobie ; à moyen terme, ce comité pourrait même suggérer d'introduire, au sein des différents programmes scolaires nationaux, certains éléments permettant un élargissement de la lutte contre l'antisémitisme.

La présence de membres d'une minorité (qu'elle soit nationale, religieuse, ethnique ou sexuelle) au sein des centres de décision est la meilleure garantie pour la préservation des intérêts de ladite minorité. Aujourd'hui, en comparaison de la situation américaine, la présence politique juive est insuffisante pour affirmer les besoins spécifiques de la communauté.

2. Le Royaume-Uni

Au plan démographique, la communauté du Royaume-Uni a marqué une baisse significative : de 400 000 en 1950 à 300 000 en 2002 ; ces chiffres sont surtout imputables aux émigrations, aux mariages mixtes et à la balance négative de la croissance naturelle. Les juifs anglais sont majoritairement établis dans la métropole londonienne (environ 63 %). D'autres communautés, significatives par le nombre et la vitalité, se trouvent à Manchester, Birmingham, Leeds et Liverpool. Plus de 50 000 juifs sont dispersés dans des régions qui ne comptent guère que de petites communautés. Au niveau institutionnel, notons l'émergence de l'organisation représentative *Jewish Leadership Council* (Conseil des dirigeants juifs) qui peine encore à asseoir sa pleine légitimité.

Les mariages mixtes ont, pour leur part, atteint de nouveaux sommets chez les moins de 30 ans, avec 38 % des hommes et 50 % des femmes.

Les juifs britanniques ont pour tradition de s'affilier à une synagogue ; cette tendance semble toujours vivace et, à ce jour encore, le lieu de culte constitue le centre des activités communautaires

Saura-t-on se doter d'un cadre représentatif efficace au niveau européen ?

dans leur ensemble. Par ailleurs, depuis peu, on observe un fort retour identitaire et culturel. Les juifs britanniques sont largement scolarisés dans les établissements juifs, avec 67 % des enfants à l'école primaire, et même 80 % à Londres et à Manchester. Notons la création, à East Barnet, d'une école unissant les différentes mouvances religieuses juives.

On distingue trois facteurs externes principaux :

- Le nombre de musulmans britanniques a augmenté ; il s'élève actuellement à 1.6 millions.
- Cette dernière décennie a été marquée par un inquiétant regain de l'antisémitisme. Celui-ci atteint des proportions littéralement exorbitantes — surtout lorsqu'il se voile derrière un argumentaire se voulant « antisioniste ». Le boycott scientifique anti-israélien a malheureusement trouvé au Royaume-Uni un terrain propice.
- La légitimité d'Israël est régulièrement remise en question ; l'influence de la communauté décline ; identifiée à l'« État sioniste », celle-ci vit mal les sentiments anti-israéliens déferlant sur le Royaume-Uni ; dans certains cas, ces sentiments l'incitent à faire clairement montre de sa solidarité avec l'État hébreu.

3. La France

Dans l'immédiat après-guerre, le judaïsme a connu un nouvel essor et atteint des sommets de créativité dans les années 70. Certains observateurs de la communauté en vinrent alors à définir ce judaïsme nouveau comme « **un judaïsme dans la Cité** », désignant par là une judéité qui

ne s'accomplirait plus exclusivement à l'intérieur des « quatre coudées de la Loi ». Sans pour autant nier l'importance, voire la centralité historique, du culte — ce judaïsme intégré à la citoyenneté s'est d'abord constitué sur un substrat culturel, prenant ainsi part au grand débat intellectuel traversant l'existence nationale.

L'affirmation de cette nouvelle judéité au sein de la société globale signifia d'abord que les juifs représentaient désormais une dimension collective incontournable, tout à la fois symbolique et institutionnelle. Il faut d'ailleurs noter que les institutions aujourd'hui actives poursuivent ce double effort de visibilité : des organismes tels que le CRIF (dimension politique) ou le FSJU (dimension sociale) œuvrent à parfaire le tissu socio-communautaire tout en maintenant un dialogue privilégié avec l'ensemble des instances nationales. Par ailleurs, inaugurés dans les années 50, les *Colloques des intellectuels juifs* offrirent, à l'ensemble de la communauté, une pensée juive française de premier plan, inédite auparavant. Le Consistoire central (dimension religieuse et culturelle), fondé par Napoléon afin de représenter l'ensemble du judaïsme français, et dont le président était également le président du CRIF jusqu'en 1981, a maintenu sa fonction originelle.

Nous nous trouvons là face à une situation radicalement nouvelle pour le judaïsme français. Le changement structurel qui s'est opéré en son sein (au gré, soit dit en passant, des changements intervenant à l'échelle de toute la société française), s'est déroulé de façon progressive suite au traumatisme de l'occupation et de l'hitlérisme. Plusieurs facteurs décisifs ont contribué à l'émergence de cette nouvelle judéité. Notamment l'angoisse éprouvée par toute la Diaspora (et

au-delà, par de larges franges de la population française) en 1967, lorsque le monde arabe prétendait éradiquer Israël et « jeter ses habitants à la mer ». Comme le confesse l'éditorialiste Jean Daniel, même les juifs pro-arabes avaient alors bénéficié des retombées de la cause qu'ils faisaient profession de désavouer et « se dirent tout bas qu'Israël avait lavé enfin le peuple juif de toutes les accusations de lâcheté, d'inaptitude au combat, de fuite devant le danger ».

Les événements de Mai 68 jouent par ailleurs un rôle important dans la cristallisation d'une nouvelle conscience juive ; désormais, les juifs s'affirment en tant que tels — quoique à l'intérieur de structures politiques et idéologiques diverses, voire divergentes. Enfin, l'arrivée des juifs d'Afrique du Nord, entraîne non seulement un changement démographique notable, mais revitalise aussi l'existence communautaire et le rapport à Israël. Sur ce dernier point, précisons que le modèle républicain, auquel aspirait l'écrasante majorité des juifs, s'accorde mal avec ce type d'affirmation *communautarisante*. Toutefois, les communautés juives ont été reconnues comme des entités à part entière au sein d'une France laïque et égalitaire. La fameuse « petite phrase » du Général de Gaulle, faisant des juifs « un peuple d'élite, sûr de lui et dominateur », fut le premier signe d'une crise significative, dont les effets, n'apparaîtront que plus tard.

Dans les années 70, la vie juive atteint des proportions inédites et se dote d'infrastructures solides et performantes. L'épanouissement rapide des réseaux scolaires juifs constitue l'un des pans les plus remarquables de cette aventure. Durant cette décennie, une partie significative de l'intelligentsia religieuse opte pour le retour en Israël ; parmi ces nouveaux immigrants,

figurent des représentants de l'élite intellectuelle juive — alors même que sur les campus et dans certains cercles de réflexion, l'antisionisme le plus virulent se conjugue à une idéologie tiers-mondiste, suscitant ainsi l'éclosion de ce qui allait devenir l'ultra-gauche.

Retournements

Les années 80, en revanche, laissent affleurer des dangers potentiels, parmi lesquels la remise en question de la légitimité communautaire juive qui, jusqu'alors, s'était développée en parfaite harmonie avec l'évolution culturelle et politique de la société globale. L'arrivée au pouvoir des socialistes représente certainement une victoire tardive du mouvement de Mai. L'attentat contre la synagogue de Copernic à Paris, en 1980, constitue un signal d'alarme. Il est attribué à l'extrême droite, bien qu'il soit perpétré par des Palestiniens ; dans tous les cas, il marque le début de la politisation de la communauté juive.

Dans sa tentative de rapprochement avec l'électorat juif, la gauche incrimine la droite pour son indifférence supposée à l'égard de l'État hébreu. La communauté juive se transforme ainsi en véritable enjeu politique pour les partis. Le Gouvernement Mitterrand est d'emblée extrêmement vigilant à l'égard des résurgences fascisantes, notamment incarné par le phénomène Le Pen. Il est évident que dans ce contexte la communauté juive soit conviée à joindre ses voix et ses efforts à la tentative de contenir l'expansion du FN. À la même époque, l'immigration arabo-musulmane devient une question

Si l'assimilationnisme est une sorte de norme, le communautarisme ne concerne qu'une frange minoritaire des juifs de France

nationale et un sujet de polémique pour l'extrême droite mais également une carte politique pour Mitterrand.

La place d'Israël change alors, singulièrement en raison des opérations de *Tsafal* au Liban (1982) et de leur couverture médiatique en France. Au sein de la communauté, la lutte contre le racisme et pour les droits de l'homme

s'affirme comme idéologie dominante. Simultanément, la cohésion communautaire se fragilise; en son sein, on voit émerger une minorité ultra-orthodoxe extrêmement active et des clivages de type israélien (par exemple: laïque/religieux). La mémoire de la Shoah apporte un certain correctif à l'idée d'une France résistante et massivement anti-pétainiste. L'immigration, dès la

fin des années 80, devient une question politique cruciale, après le recul des débats sur la menace représentée par les courants néo-fascistes. L'état d'esprit change et se cristallise autour de la condamnation unanime de Le Pen. Dans le même temps, l'émergence du phénomène communautariste prend une ampleur indéniable entraînant la réaction des défenseurs de l'idéal républicain qui redoublent d'efforts pour condamner toute coercition religieuse, sans distinction de cultes ou de confessions.

Nouvelles étapes

Le déclenchement de la seconde Intifada, suivie de près par les attentats du 11 septembre 2001, constitue indéniablement une phase nouvelle; les sentiments mitigés du Quai d'Orsay à l'égard d'Israël contribuent, sans doute par ricochet, à fragiliser la position de la communauté juive

française. Celle-ci ressent, par ailleurs, une grande solitude face aux événements antisémites qui ont frappé la France, au cours des années précédentes. Dans sa tentative d'alerter l'opinion publique, certains vont même jusqu'à lui prêter des intentions belliqueuses... De son côté, la communauté musulmane œuvre selon le modèle communautaire juif, en termes de représentativité et d'action.

Ainsi, le judaïsme français affronte des situations nouvelles, et parfois difficiles; la question de sa légitimité elle-même a été rouverte. Contrairement au judaïsme américain, la communauté française s'est toujours reconnue à travers des structures centralistes; le CRIF, qui représente une multitude d'institutions, en constitue un parfait exemple. Au plan religieux, certains observateurs considèrent que la sympathie du rabinat à l'égard de l'ultra-orthodoxie, a fini par causer une rupture au sein de la vie juive.

Le sociologue Shmuel Trigano distingue dans la judaïcité française contemporaine, de façon approximative, trois types de milieux. La sphère religieuse va du plus au moins orthodoxe, les ultra-orthodoxes et *loubavitchs* (10 % environ), les milieux proches du très charismatique grand rabbin Joseph Sitruk (20 % environ), les consistoriaux, proches d'Israël et bien installés dans le cadre français (30 % environ). Pour ce chercheur qui étudie depuis trente ans le judaïsme français, on trouve par delà une sphère médiane, modérément intéressée par Israël et l'identité communautaire, éventuellement séfearde mais plutôt originaire d'Algérie (20 % environ). La partie la plus éloignée du noyau communautaire est constituée essentiellement d'ashkénazes se définissant comme républicains et laïques

**L'ancien
franco-
judaïsme
n'est plus et
le nouveau
reste à
inventer**

(5–10 % environ) et d'une dernière sphère, majoritairement ashkénaze et en rupture de religion, pour laquelle la « mémoire de la Shoah » tient une place extrêmement conséquente (10 % environ).

En ce qui concerne les tendances les plus actuelles, plusieurs éléments méritent d'être retenus :

Le taux d'inscription en écoles juives a significativement augmenté sans pour autant que l'on sache, à ce jour, dans quelles proportions exactes. Les quelques 35 000 enfants scolarisés dans les 200 institutions éducatives juives constitueraient près de 30–40 % du potentiel total de cette population.

Notons toutefois, qu'à la différence des États-Unis et de l'Amérique latine où existent des centaines d'écoles juives non-orthodoxes — tant *trans-dénominal* que libérales, juives culturelles ou juives laïques — la communauté juive française ne propose pas de solution aux très nombreux juifs laïques et autres juifs extra-communautaires, éventuellement mariés en dehors de la communauté, qui souhaitent éduquer leurs enfants dans un cadre juif dénué de contrainte religieuse stricte mais apte à donner à leurs enfants une connaissance du patrimoine culturel juif, une socialisation juive et une identité juive pérenne et significative ;

Le lien à Israël est très fort. La plupart des juifs français ont un parent de première proximité en Israël, 75 % d'entre eux ont visité ce pays et l'*alyah* française est largement supérieure à celle des autres pays occidentaux. De 1948 à 2006, quelques 76 000 juifs ont émigré en Israël, c'est-à-dire plus de 10 % de la population juive. En comparaison, l'immigration des États-Unis et du Canada, par exemple, durant la même période,

s'élève à environ 0.2 % du total de la population juive américaine ;

Selon certains sociologues, les mariages mixtes atteignent désormais 40–45 % des unions générales. Cette tendance s'accroît chez les personnes qui se marient à un âge plus avancé et chez les personnes les plus diplômées. Notons que les mariages mixtes ne sont pas toujours les plus heureux : d'après l'étude de E. Cohen, commanditée en 2002 par le FSJU, le pourcentage de divorces serait beaucoup plus élevé parmi les couples mixtes que parmi les couples endogames (20.4 % comparé à 8.2 %) ;

L'absence relative des élites juives au sein de la vie communautaire elle-même est l'une des caractéristiques principales du judaïsme français. Là comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, le processus de renouvellement progressif des élites en place par la jeune génération se fait difficilement ;

On peut légitimement s'attendre à ce que le poids politique des musulmans s'accroisse considérablement dans les années à venir. Souffrant d'exclusion sociale et de difficultés d'intégration, ces derniers ont développé un fort ressentiment envers la France et une animosité particulière envers les juifs et Israël. La continuation d'un tel sentiment d'hostilité anti-juif n'augure rien de bon non seulement pour les juifs défavorisés qui continuent à habiter dans les cités mais également pour l'ensemble de la communauté juive qui devra se mesurer de plus en plus avec les futurs responsables politiques et bureaucrates d'origine musulmane.

Ce changement politique et social étant de première importance — il est déterminant de l'épanouissement pérenne de la communauté juive — il importe de lui accorder la priorité qui

lui revient, d'investir les ressources nécessaires à sa gestion et d'œuvrer à l'amélioration des relations judéo-musulmanes.

À elle seule, la France illustre une grande partie des dilemmes dont fait état le présent Rapport: en effet, s'il se trouve une communauté entre Renaissance et déclin, c'est bien la communauté juive française. D'une part, l'assimilationnisme y est une sorte de norme, les mariages mixtes sont fort courants tandis que le communautarisme ne concerne qu'une frange minoritaire. L'ignorance pure et simple en matière de judaïsme est répandue, le désintérêt affiché vis-à-vis d'Israël, voire des formes plus ou moins morbides d'antisionisme juif, sont tout aussi notables.

Mais d'autre part, on assiste à un regain d'intérêt extrêmement significatif pour le fait juif; ce renouveau s'exprime à travers diverses figures et témoigne d'un grand potentiel de créativité et d'innovation; on notera tout d'abord la vive curiosité que suscite, dans certains cercles, les littératures et philosophies juives modernes; aujourd'hui, des auteurs tels que Levinas,

Celan, Jankélévitch, Arendt et bien d'autres, se situent au cœur des débats intellectuels les plus féconds; leurs œuvres sont l'objet de publications de très haute tenue, colloques, articles et débats publics. Il faut aussi mentionner la vague de retour aux textes anciens à proprement parler: les cercles d'études, d'inspiration universitaire ou non, rivos à l'étude du Talmud *dans le texte* se multiplient; la littérature kabbalistique

est abondamment traduite, publiée, lue, commentée — au point de constituer, parfois, une

sorte de phénomène de mode hérité du « New Age » américain.

Par ailleurs, on ne se privera pas de rappeler que la France est ce pays où des écrivains dont l'œuvre interroge principalement la judéité n'en sont pas moins tenus pour des « classiques modernes »; c'est par exemple le cas d'un Philip Roth, qui jouit d'un prestige peu commun dans la presse française; par ailleurs, l'édition française compte parmi les plus prolifiques, en Europe, sur des questions telles que l'histoire juive, la Shoah, le sionisme et la résurrection d'Israël.

Ainsi, il est possible de voir en la communauté juive française une sorte de collectivité archétypique du judaïsme dans son ensemble. De lourdes contradictions balaient cette communauté — contradictions que les dernières vagues de violences antisémites n'ont fait qu'exacerber. Des volontés contraires s'affrontent. Des questions cruciales demeurent irrésolues, lorsqu'elles ne tournent pas au débat stérile: que représente l'État hébreu pour un juif français? Comment *vivre le judaïsme* tout en adhérant, et donc en s'insérant, au *cadre* et à l'*idéal* républicain? Pourquoi rester juif? Comment concilier laïcité ambiante et croyances religieuses? Sera-t-il possible de pacifier les relations avec la communauté arabo-musulmane, nourrie souvent de ressentiment envers les juifs et Israël? Il est évident que l'avenir, ou au contraire, l'absence de perspectives futures du judaïsme français sont tributaires des réponses que l'on saura donner à ces questions.

4. L'Allemagne

La communauté juive allemande se singularise d'emblée par son évolution constante. Fin

La France illustre une grande partie des dilemmes dont fait état le présent rapport

2005, on dénombrait 118 000 juifs; en 1990, ils n'étaient que 28 000. Cette hausse subite est le résultat de l'immigration de la CEI et, dans une moindre mesure, d'Israël. Toutefois, les immigrants de la CEI qui ont choisi l'Allemagne n'ont, le plus souvent, que des liens fort lointains avec leur identité juive et ne sont pas toujours reconnus comme juifs par l'orthodoxie rabbinique. L'immigration dépend largement des aides gouvernementales qui, sous peu, pourraient d'ailleurs se trouver réduites. Par ailleurs, il faut noter que plusieurs facteurs ont encouragé cette immigration — le niveau beaucoup plus élevé de l'assistance sociale en Allemagne par rapport à celui proposé par Israël, la proximité géographique avec les patries d'origine, et l'espoir d'obtenir la nationalité européenne après sept ans de résidence.

À la différence des autres communautés européennes, établies principalement dans les capitales, la population juive d'Allemagne est dispersée à travers tout le pays; moins de la moitié se concentre dans les grandes villes comme Berlin, Francfort, Düsseldorf, Cologne et Hambourg. Cette répartition communautaire résulte notamment d'une politique gouvernementale favorisant l'assimilation, l'intégration, la non-communautarisation.

La communauté, vétérans et nouveaux venus confondus, est âgée. Les mariages mixtes sont fréquents: ils dépassent les 60%. Les nouveaux venus n'ont reçu qu'une faible éducation juive; s'ils manifestent un quelconque intérêt pour le judaïsme, il est modeste et sans portée véritable; disséminés à travers tout le pays, ils ont souvent un statut social peu enviable.

Bien que la communauté allemande possède d'évidentes ressources culturelles, l'absence de

toute réflexion fédérative l'empêche de développer une vie juive digne de ce nom.

Il n'y a que quatre établissements scolaires juifs à Berlin; «l'école juive à plein temps» semble être le cadet des soucis de la communauté — ce qui n'augure rien de bon pour la prochaine génération. On note toutefois un timide retour à l'identité juive chez certains immigrants déjà bien intégrés socialement.

Par ailleurs, on constate une évidente recrudescence des actes antisémites, dirigés tant contre des personnes que des biens ou des institutions. Le gouvernement a d'emblée pris de sévères mesures contre de tels actes. La presse est parfois ouvertement hostile à la politique d'Israël, mais le gouvernement n'a pas pour autant diminué son soutien à ce pays.

À l'occasion du 60^e anniversaire de la défaite nazie, le mémorial de la Shoah, entrepris dix-sept ans plus tôt, a été inauguré le 10 mai 2005 à Berlin. Les 2 711 stèles de béton, élevées par le gouvernement et les allemands non-juifs, souhaitent témoigner de la responsabilité allemande devant l'Histoire.

5. Les autres pays de l'Europe occidentale

Ces communautés s'affaiblissent graduellement et, à long terme, il est fort peu probable qu'elle parviennent à garantir une vie juive. La majorité des juifs est bien intégrée, certains sont relativement aisés, et occupent même parfois des postes

À la différence des autres communautés européennes, la population juive d'Allemagne est dispersée à travers tout le pays

importants. Établies dans les capitales et les grandes villes, la relative prospérité des grandes communautés tranche sur la faiblesse chronique de celles que l'on trouve dans les petites agglomérations.

Généralement, les communautés juives opèrent sous la direction d'une organisation centrale, le *leadership* d'un Grand Rabbin et au sein d'une infrastructure collective relativement bien stable. Assez paradoxalement, l'orthodoxie

constitue le courant dominant, alors même que la majorité des juifs est laïque. Les mouvements réformistes et conservateurs atteignent de plus humbles dimensions, mais semblent se développer au gré des alternatives qu'ils proposent aux juifs peu tentés par l'orthodoxie, comme à ceux que cette dernière ne reconnaît pas. On trouve des établissements scolaires juifs dans la plupart des grandes villes, même si les inscriptions y sont relativement plus rares que dans les communautés française ou anglaise.

Parfois, la cohabitation de certaines communautés juives déclinantes avec des communautés arabo-musulmanes en pleine expansion s'avère difficile, engendrant parfois les actes antisémites déjà évoqués.

La cohabitation de communautés juives déclinantes avec des communautés arabo-musulmanes en pleine expansion s'avère difficile

6. L'Europe centrale et l'Europe de l'Est

Alors que l'URSS comptait plus de 5 millions de juifs avant 1939 — en 2006, ils ne représentent plus que 366 000 personnes environ (228 000 en Russie, 80 000 en Ukraine, 18 000 en Belarus, 15 000 dans les États baltes, 5 000 en Moldavie

et 20 000 dans les républiques asiatiques). À compter de fin 1989, près 1.5 million de juifs quittèrent l'URSS — 61 % vers Israël et 39 % vers d'autres pays, surtout aux États-Unis, en Allemagne, au Canada et en Australie.

Deux processus apparemment contradictoires caractérisent ces communautés : une démographie en déclin, et simultanément, une certaine reprise en main des infrastructures communautaires inaugurée par des organisations juives internationales comme le *Joint*, l'*Agence Juive*, *Nativ*, *Habad*, les fondations *Lauder* et *Leviev*.

L'organisation FEOR, étroitement liée au mouvement *Habad-Loubavitch*, dont on sait le « dynamisme », cherche à s'imposer comme organisation représentative de tout premier plan, reléguant au dernier plan le déjà fort spectral *Congrès juif eurasien*, dirigé par l'oligarque Alexander Mashkevitz.

Alors que la majorité des juifs souhaite améliorer son intégration sociale ou quitter le pays, une minorité active se préoccupe de Renaissance culturelle (en 2003, il y avait 44 écoles juives subventionnées par l'État d'Israël, huit écoles techniques dirigées par l'ORT, 186 écoles du dimanche et un ensemble de petits réseaux ultra-orthodoxes). Cette minorité œuvre principalement à Moscou, à St Petersburg (plus de 50 % des juifs habitent dans ces deux villes) et à Kiev (Ukraine). À l'exception de la Hongrie, les petites communautés, indigentes et dépourvues de structures, doivent opter soit en faveur de l'*alyah*, soit accepter l'inéluctable processus d'assimilation.

L'immense majorité des juifs ne pratique pas ; beaucoup ne possède aucune espèce de culture juive ; par ailleurs, le nombre de nécessiteux est élevé. Il est évident que ces communautés

ne peuvent prétendre à la gestion de dossiers délicats, comme la question des biens juifs dérobés durant la guerre.

L'antisémitisme, de type panslave, a exploité à des fins polémiques des « affaires » impliquant certains individus de confession juive : le cas Yukos, et les procès de plusieurs oligarques juifs, dont Mikhaïl Khodorkhovsky, lequel a été condamné. L'enrichissement spectaculaire des magnats de ce genre, souvent accusés de « piller la Russie », se heurte à un antisémitisme déjà latent qui, dans certains cas, ne demande qu'à se déclarer. En 2004, quarante-cinq incidents antisémites violents — émanant tous de l'extrême droite — ont ainsi été recensés. Le sentiment d'insécurité lié aux désordres dans le Caucase russe, tout comme à la recrudescence terroriste en Russie même, aiguillonne le désir d'émigration. Le gouvernement condamne sans la moindre ambiguïté l'antisémitisme ; quant au Président Poutine, il soutient de façon affichée la Renaissance religieuse et culturelle du judaïsme russe ; par ailleurs, lors de sa visite très médiatisée en Israël en mai 2005, il a réitéré le droit absolu d'Israël à la sécurité.

Dans son souci d'intégrer l'UE, l'Ukraine se démocratise et tente de se positionner entre les deux blocs. Avec le ralliement à l'Europe des pays baltes et les ouvertures économiques inhérentes à cette transformation, on peut s'attendre à un affaiblissement de l'*alyah* en provenance de cette région. À l'inverse, dans les républiques asiatiques, le climat d'insécurité et l'exclusion des juifs des fonctions dirigeantes pourraient se traduire par une vaste immigration.

Conséquemment, on dira que la communauté s'affermirait financièrement ; ses structures vont aussi en se renforçant, agurant *par là*

même une diminution de l'immigration vers Israël ou ailleurs...

C. L'AMÉRIQUE DU NORD

Les juifs des États-Unis et du Canada forment les plus grandes communautés du monde. Ce qui singularise ces deux communautés proches l'une de l'autre, c'est la parfaite intégration sociale qui les caractérise ; par ailleurs, toutes deux jouissent d'un poids évident dans les domaines culturels et autres. Toutefois, tandis que la communauté juive des États-Unis affronte des questions liées à l'identité juive — comme à l'éducation et aux processus d'assimilation —, la communauté canadienne, pour sa part, se distingue par la vitalité et la profondeur de son judaïsme.

1. Les États-Unis

La communauté juive américaine est, à l'échelle mondiale, la plus importante de toute la Diaspora. Elle jouit de parfaites structures, d'un service d'entraide performant ; sa participation à la politique nationale est loin d'être négligeable ; ses institutions philanthropiques, culturelles et religieuses sont solides et porteuses d'avenir. Les juifs des États-Unis ont en général une bonne éducation — 55 % sont licenciés universitaires et 24 % ont un doctorat — ; ils sont relativement aisés, avec un revenu annuel moyen de 50 000 \$, et sont perçus de façon positive par la société américaine. Cependant, la majorité n'a qu'une relation intermittente, voire fantomatique, avec la communauté organisée ; par ailleurs, de plus en plus de juifs refusent de se tenir pour tels.

La communauté juive des États-Unis affronte un dilemme d'une ironie socratique : *elle souffre*

Paradoxalement, la communauté juive américaine souffre du succès de son intégration

du succès de son intégration. Ayant atteint les rangs les plus élevés de leur société, les juifs américains ont réalisé le rêve américain, intégrant de la sorte les préoccupations juives traditionnelles aux priorités nationales ; pour sa part, la culture juive est devenue familière aux non-juifs américains eux-mêmes.

Cette réussite ne s'opère pas sans sacrifice. La communauté est confrontée à une érosion alarmante de l'identité collective, tandis qu'une large proportion de la population juive est divisée quant à la nécessité de maintenir son particularisme. Les structures démographiques et sociales changeantes témoignent et confirment cette tendance. L'importance de l'assimilation s'illustre notamment par un taux de 54 % de mariages mixtes, une migration hors des centres juifs, et une balance négative entre les naissances et les décès, réduisant ainsi graduellement les bases de la population sur laquelle repose la communauté juive.

En même temps, le taux de participation à l'existence communautaire s'amoin-drit, et on note une tendance persistante à s'éloigner d'Israël, autant d'éléments contribuant à amoindrir le lien avec les centres juifs. Ces tendances sont répandues en particulier parmi la jeunesse juive américaine. Le coût outrancier de l'affiliation aux structures communautaires est un obstacle supplémentaire. Les institutions juives comptent de moins en moins de membres, et les grands donateurs, de leur côté, préfèrent s'engager dans des projets indépendants de ceux de la collecte communautaire.

En fait, le soutien à Israël et la spécificité du

vote juif s'amoin-drit: en 2003, 66 % des juifs se sont opposés à la guerre d'Irak, comparé à 56 % de l'ensemble de l'opinion américaine. Pour l'élection présidentielle de 2005, les juifs — traditionnellement à gauche — ont soutenu massivement le candidat démocrate (à 76 %); cependant, on a noté une nouvelle division liée aux courants religieux, lesquels pourraient provoquer l'émergence d'une nouvelle réalité de l'électorat juif: 69 % des électeurs juifs orthodoxes ont ainsi préféré G. W. Bush, alors que 77 % des conservateurs et 85 % des réformistes destinaient leurs voix à John Kerry. La représentation juive au niveau national inclut 11 sénateurs et 26 membres du Congrès.

Dans une Amérique de plus en plus pieuse, l'assimilation grandissante au sein de la majorité libérale et la crispation identitaire au sein de la minorité orthodoxe pourraient générer de vives tensions intra-communautaires, voire un *Kulturkampf* entre l'*establishment* libéral (vieillissant et en perte de fidèles) et les jeunes activistes plus religieux, et donc plus proches des néo-conservateurs. Ces nouvelles divisions pourraient, à terme, réduire l'influence politique de la communauté.

La croissance de la population hispanique, qui pourrait atteindre 50 % de la population générale en 2050, modifie la nature des rapports entre les différentes communautés et pourrait remettre en question l'influence du lobby juif au Congrès. L'*American Jewish Committee* (AJC) a inauguré une intense réflexion sur les voies de coopération possible entre américains juifs et américains de culture hispanique. La minorité arabe (1.2 millions, principalement libanais et majoritairement chrétiens) intègre de plus en plus de postes politiques et économiques de

premier plan. La minorité asiatique — extrêmement présente dans les universités, totalement étrangère à toute forme d'antisémitisme, politiquement très active (le taux de participation électorale atteint les 42 %) — tend à s'affirmer comme un partenaire privilégié de la communauté juive.

Les phénomènes migratoires menant du Nord-Ouest vers le Sud-Ouest touchent largement les communautés juives qui perdent ainsi en importance et en représentativité dans certaines circonscriptions clés.

La mise en accusation, en mai 2005, de certains membres de l'AIPAC — organisation non spécifiquement juive mais ouvertement pro-israélienne — pour transfert d'informations militaires à Israël, suscita un remaniement au sein de cette organisation. Cet état de fait est un sérieux motif d'embarras pour ceux qui tentent d'œuvrer à la défense d'Israël sans jamais altérer les intérêts américains.

Face à la propagande anti-sioniste très répandue dans les universités, les étudiants juifs — en particulier ceux qui ont participé aux voyages d'étude et de découverte d'Israël (notamment les programmes *BirthRight* et *Massa*) — se mobilisent et s'organisent de mieux en mieux. En définitive, il se pourrait que cet antisémitisme virulent, opposé à l'existence même d'Israël et non à la politique de tel ou tel de ses gouvernements, occasionne l'émergence d'une nouvelle génération d'activistes juifs.

2. Le Canada

Si le succès d'une communauté de Diaspora dépend de son aptitude à concilier *intégration sociale* et *préservation de ses singularités culturelles*,

on peut légitimement tenir le judaïsme canadien pour le plus performant. Ainsi, il constitue une des rares communautés en voie d'expansion, une communauté dont la population est passée de 356 000 en 1991 à plus de 370 000 actuellement. La communauté se caractérise par une forte identité juive : 89 % de ses membres se définissent comme adhérant à la foi juive, et 11 % comme juifs « culturellement mais sans religion ».

Malgré les questions liées au taux croissant de mariages mixtes, et un déclin de la collecte, les indicateurs signalent un *statu quo* général et même une intensification de l'identité juive au Canada. La communauté canadienne est dotée d'un excellent réseau scolaire juif, en particulier dans ses établissements à plein temps.

Le Canada privilégie les politiques multiculturelles qui aident les organisations juives à s'épanouir en pleine harmonie

Plusieurs facteurs sont à l'œuvre :

- Le Canada tend à privilégier les politiques multiculturelles — ce qui permet au judaïsme de s'épanouir en pleine harmonie avec la société globale ;
- Les mouvements de population vers Toronto entraînent naturellement un renforcement de la communauté de la ville ;
- La nouvelle judéophobie, qui se répand sur fond d'antisémitisme virulent, a suscité un retour identitaire décisif et une restructuration de la communauté, avec notamment la création du *Conseil canadien pour Israël et la protection des droits des juifs* (CIJA) ;
- L'élection du parti libéral, en juin 2004, en dépit de l'absence d'une majorité claire et

nette, a forcé celui-ci à former une coalition gouvernementale, laquelle confère une place privilégiée aux minorités : ainsi, Irwin Cotler, ministre de la Justice, et Rosale Abella, membre à la Cour suprême, appartiennent à la communauté juive.

- Les prises de position politique concernant le Moyen-Orient tendent à s'équilibrer. L'État d'Israël n'est plus systématiquement tenu pour le principal responsable de la situation.
- Au Québec, juifs et musulmans ont tenu à unir leurs voix afin de solliciter un élargissement à leurs écoles des financements publics dont jouissaient déjà d'autres communautés.

Pour finir, on notera tout de même que certaines sources de tension doivent retenir notre attention :

- La dernière guerre d'Irak a suscité d'évidentes dissensions entre la population juive, globalement favorable à l'intervention militaire américaine et l'opinion publique, nettement plus critique à l'égard de la politique de Bush.
- La croissance régulière de l'immigration musulmane laisse craindre l'émergence d'un fondamentalisme de type islamiste et fortement réfractaire aux tentatives d'ouvertures multiculturelles.

D. L'AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine compte une population juive d'environ 400 000 personnes — dont 52 000 vivent en Amérique centrale et aux Caraïbes. Les communautés sont principalement réparties sur six pays dont l'Argentine (184 000), le Brésil

(96 000), le Mexique (40 000), le Chili (21 000), l'Uruguay (18 000) et le Venezuela (16 000). La plupart des juifs sont établis dans les capitales, excepté au Brésil, où la majorité est installée à Sao Paulo.

Les communautés sont parfaitement organisées : synagogues, centres communautaires et médicaux, institutions sociales, complexes sportifs, etc. Chaque pays est doté d'une organisation centrale représentative ; pour sa part, le *Congrès juif d'Amérique latine* remplit la fonction représentative transcontinentale.

Les réseaux scolaires — parmi lesquels certains sont bilingues (hébreu et espagnol) — jouissent de solides infrastructures. Certes, suite aux récentes turbulences économiques, le taux d'inscription a sensiblement baissé. Toutefois, le taux de scolarisation en établissements juifs demeure élevé, atteignant 60 % en Argentine, et 85 % au Mexique.

Naturellement, les milieux du théâtre, de la musique, de l'art, du sport et des médias sont ouverts aux intellectuels et personnalités appartenant aux diverses communautés juives. La plupart de ces communautés possèdent d'ailleurs leurs propres publications ainsi que leurs sites Internet. Les juifs d'Amérique latine sont parfaitement intégrés à la vie civile, économique et politique de leurs communautés nationales, même si leur sensibilité ne s'exprime pas de façon monolithique. Les principaux facteurs d'influence sur la vie juive sont :

- La diminution des populations juives — à l'exception de la communauté mexicaine, dont on note l'expansion — de 18 % entre 1980 et 2002, imputable à l'émigration, à la baisse de natalité et aux mariages mixtes. Ce

déclin s'inscrit dans un élan démographique de la population générale.

- La crise économique qui a frappé l'Argentine — et dans une moindre mesure, l'Uruguay, le Brésil, le Venezuela et le Mexique — n'a pas manqué d'ébranler les communautés juives. Afin d'affronter la situation, des cercles juifs américains et européens ont œuvré de concert pour venir en aide à ces communautés. *L'alyah* a aussi connu un nouvel essor, passant d'une moyenne de 1 000 *olim* (immigrants) par an à 6 000 en 2002. Il est vrai que depuis, *l'alyah* a retrouvé les plus humbles proportions qui furent les siennes avant la crise économique. Par ailleurs, il ne faut pas négliger les mouvements migratoires vers les États-Unis, le Canada et l'Europe.
- L'antisémitisme est tenu pour une question de première importance ; or, s'il est vrai qu'il a connu un certain regain depuis l'an 2000, il demeure proportionnellement moins répandu qu'en Europe.
- Plusieurs petites communautés, notamment celles du Guatemala, de Cuba, de Jamaïque ou du Nicaragua, comptent une population juive de moins de 1 000 personnes ; elles tentent néanmoins de maintenir une certaine forme de vie juive. Pour leur part, on notera que les communautés du Panama (5 000) et du Costa Rica (2 500) constituent de véritables modèles de réussites communautaires en dépit de leur faiblesse numérique.
- La communauté juive mexicaine constitue un modèle digne d'être médité : elle s'est agrandie (grâce à un taux toujours plus élevé de natalité et d'immigration) et a su se doter d'une infrastructure collective solide et élargie.

On ne manquera pas de relever néanmoins certaines sources d'inquiétude : parmi celles-ci, il faut être attentif à l'alliance rouge/vert (islamo-gauchiste) qui, dans le sillage de l'important sommet *Arabe-Latin* (Brésil, mai 2005), tend actuellement à se développer et à diffuser des thèses proches des courants les plus radicaux de l'altermondialisme européen.

E. L'ASIE, L'AFRIQUE ET LE PACIFIQUE

Près de 235 000 juifs sont disséminés entre l'Australie et l'Afrique du Sud. Seuls cinq pays d'Asie comptent une population juive de plus de 1 000 personnes : l'Iran (avec une communauté dont les chiffres oscillent entre 11 000 et 25 000), l'Inde (5 200), la Chine et HongKong (1 000) et le Japon (1 000). D'autres pays de ces régions abritent aussi des communautés juives, également faibles : le Maroc (2 000), la Tunisie (1 500) et la Nouvelle-Zélande (6 800).

1. L'Australie

La communauté juive s'est significativement renforcée : elle est passée de 60 000 personnes en 1961, à 100 000 en 2003. Un des principaux facteurs de croissance a été l'immigration de juifs originaires d'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, de la CEI et d'Israël. La faible natalité et les mariages mixtes (22 %) ont partiellement modéré cette croissance qui, de surcroît, se trouve contrariée par les nouvelles mesures gouvernementales destinées à réduire l'immigration.

La communauté juive est solidement établie.

La politique australienne encourage un communautarisme éclairé et ouvert

Elle fonctionne surtout au niveau local. Les populations juives sont installées à Melbourne, Sydney et Perth. La politique australienne, favorable au multiculturalisme, encourage un communautarisme éclairé, ouvert et totalement en phase avec la modernité. Ceux qui fréquentent les synagogues semblent plus traditionalistes que pratiquants; toutefois, comme nous l'avons déjà vu dans d'autres Diasporas, la mouvance orthodoxe — dont le courant *Habad* — est la plus active. La fréquentation des lieux de culte et autres centres communautaires est importante. L'inscription en écoles juives à plein temps est parmi les plus élevés de la Diaspora: 65 % sur l'ensemble du territoire, avec des taux encore plus hauts à Melbourne et à Sydney.

Les juifs australiens sont d'ordinaire proches d'Israël. La majorité a déjà visité Jérusalem et entretient de solides relations avec Israël malgré l'éloignement géographique.

En 2004, les actes antisémites ont diminué; les négationnistes locaux ne comptent que peu de membres; leur littérature est illicite et ils sont

connus des services de police. La proximité de l'Indonésie est cependant un motif d'inquiétude depuis l'attentat de Bali.

Avec la réélection de John Howard au poste de Premier ministre, le gouvernement demeure très proche d'Israël. En septembre 2004, des motions contre l'antisémitisme ont été votées par le Parlement

et par l'Assemblée Victoria. L'opposition s'est jointe au gouvernement pour saluer chaleureusement le Président Katzav et un large programme d'échanges culturels a été inauguré à cette occasion. Les médias, d'ordinaire critiques à

l'égard de la « barrière de sécurité », demeurent néanmoins globalement objectifs envers Israël, surtout depuis l'élection d'Abu Mazen. Les rares tensions diplomatiques avec l'État juif sont qualifiées de mineures par les deux parties. Le Journées d'études juives, intitulées *Limmud Oz*, ont accueilli, entre Sydney et Melbourne, plus de 900 personnes.

2. L'Afrique du Sud

La Diaspora d'Afrique du Sud fut longtemps tenue pour un modèle; suite à l'émigration, les communautés rurales se sont singulièrement amoindries; aujourd'hui, elles sont essentiellement établies entre Johannesburg et Cape Town. La population juive a lentement périclité: elle est passée de 118 000 âmes en 1970, à 75 000 en 2004. Récemment toutefois, les observateurs ont noté un renouveau de l'immigration juive, laquelle serait constituée d'ultra-orthodoxes américains, anglais et israéliens.

La communauté tend à renouer avec la pratique religieuse. Le réseau scolaire juif sud-africain compte parmi les plus développés de la Diaspora — les taux d'inscription atteignant 85 %.

Les juifs sud-africains soutiennent l'existence d'Israël avec ferveur. Toutefois, si l'*alyah* fut longtemps tenue pour une option collective, ceux qui veulent aujourd'hui émigrer envisagent plutôt de s'installer en Australie ou au Canada.

La communauté bénéficie de la croissance nationale et n'accuse aucune difficulté financière majeure. Les membres de la communauté juive — dont le chef de l'opposition Tony Leon — sont à la pointe du combat en faveur de la

**La Diaspora
d'Afrique
du Sud fut
longtemps
tenue pour un
modèle**

communauté noire ; par ailleurs, ils ont apporté une aide massive et spontanée au lendemain de la catastrophe du tsunami de décembre 2004, mêlant ainsi les efforts de la communauté juive à l'ensemble des opérations de sauvetage, d'entraide et de distribution.

Warren Goldstein a remplacé le légendaire Cyril Harris au poste de Grand Rabbin. Rabbi Goldstein, 34 ans — qui a consacré son doctorat à la question des droits de l'homme — est par ailleurs l'auteur d'un ouvrage qu'il a co-écrit avec le petit-fils de Nelson Mandela.

Toutefois, l'extrême disparité sociale, conjuguée au fléau que constitue le sida, n'épargne pas la communauté juive. Le Gouvernement sud-africain, élu avec 70 % des voix, a pris des positions très anti-israéliennes. L'hostilité de la presse envers Israël et le sionisme est également intense. Toutefois, cet antisionisme érigé au rang d'« idéologie médiatique » n'a pas provoqué, comme ailleurs dans le monde, une apparition de la violence antisémite : celle-ci reste en effet fort marginale (37 cas en 2004, surtout des cas de violence verbale et d'inscriptions haineuses).

3. Les autres pays d'Asie, d'Afrique et du Pacifique

Établies dans des communautés aux dimensions très humbles, isolées et dispersées, les communautés juives locales évoluent dans des sociétés diversement disposées à leur égard ; dans certains pays arabes, l'hostilité est latente — ou affichée. La jeunesse juive se déplaçant vers les grands centres ou s'assimilant, ces communautés semblent vouées à une proche disparition.

F. ISRAËL

La tâche du sionisme fut d'offrir une réponse juive et démocratique à la condition exilique, à la vulnérabilité collective et à l'assimilation. Avec l'obtention de l'égalité des droits, le recul des croyances religieuses, la sécularisation et la disparition de la socialité traditionnelle, le peuple juif a amorcé un tournant qui a ouvert devant lui la voie du retour à Sion. Le nationalisme hébreu était d'abord fondé sur l'idée que seule une structure nationale pouvait être une garantie de continuité juive. Aujourd'hui encore, l'accomplissement de cet idéal dépend d'un facteur bien précis — le rassemblement de la majeure partie des juifs en Israël et l'établissement, dans ce pays, d'un centre culturel et spirituel porteur d'un message universaliste.

1. La démographie et la société

Depuis ses origines tourmentées, la principale ressource de l'État d'Israël a été son capital humain. La forte croissance démographique (une multiplication par dix de sa population depuis 1948, date de la première confrontation israélo-arabe) résulte d'une politique d'immigration intensive et d'une croissance naturelle non moins importante.

Si l'identité juive est bien établie parmi la population d'Israël, nombre de clivages surgissent dès la création de l'État : religieux/laïcs, ashkénazes/séfarades, droite/gauche, mais aussi juifs/arabes, voire encore riches/pauvres. Si dans la classe moyenne, le clivage entre ashkénazes et séfarades s'estompe indéniablement, la disparité sociale — extrêmement forte en comparaison de celle des pays de l'OCDE — s'est accrue ces der-

nières années. Malgré les progrès notables dans le domaine de l'éducation, cet écart social reflète encore les clivages socioculturels des communautés d'origine. Les arabes musulmans, les juifs ultra-orthodoxes et les juifs séfarades des villes petites et moyennes, tout comme les nouveaux immigrants russes et éthiopiens, forment la plus grande partie de ces défavorisés.

Pour leur part, certains intellectuels arabes israéliens exigent une « autonomie culturelle ». Une autre tendance, exprimée principalement par la jeunesse arabe israélienne, témoigne de la sympathie et la solidarité éprouvée vis-à-vis des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Il est évident qu'aux yeux de la majorité juive israélienne — quelle que soit, par ailleurs, les conceptions défendues quant à la fondation d'un État palestinien —, ces tendances constituent une source d'inquiétude.

Les israéliens doivent choisir entre trois objectifs désirables mais incompatibles

2. Le défi démographique en 2006

Si nous partons de la définition « moyenne » de la population juive, en y adjoignant 1.2 millions d'arabes israéliens, le groupe d'Israéliens non juif d'origine russe, les plus de 3 millions de Palestiniens des Territoires, ainsi que les 200 000 ouvriers étrangers — nous parvenons à un total de plus de 10 millions d'habitants entre les rives de la méditerranée et du Jourdain. Parmi ceux-ci, environ 50 % sont juifs. Sans une *alyah* massive — et les modifications démographiques que celle-ci engendrerait — on peut prévoir une majorité non juive dans la région désignée ici vers l'an 2010, majorité qui s'élèvera à près de

deux tiers du total de la population vers l'an 2050.

Aux yeux des politologues, les conséquences d'un tel constat sont claires : un État juif et démocratique, fondé sur une majorité juive, n'aurait d'autres choix que de se séparer de la population arabe de Judée-Samarie. Dans l'arbitrage tri-dimensionnel ou « trilemme » entre les trois objectifs désirables que seraient dans l'absolu un État juif, un État démocratique, et l'intégrité de la terre d'Israël, la variable d'ajustement ne peut être que la terre. Faute de majorité juive, vouloir un État juif sur la totalité de la terre reviendrait en effet à sacrifier la démocratie. Et vouloir une société démocratique sur cette même terre reviendrait à renoncer au caractère juif de l'État.

3. La structure économique

Israël est classée 23^e parmi les économies nationales les plus développées du monde, sur une base du PIB par habitant. En 2005, Israël est passé 17^e sur 62 pays (cinq places de mieux qu'en 2004) au classement A.T. Kearney qui mesure la globalisation des économies nationales, 6^e sur l'échelle BCI Wef Davos de compétitivité et de qualité scientifique et 9^e en matière d'individualisation de la mondialisation. L'économie a subi des transformations radicales au cours des vingt dernières années ; les industries basées sur la haute technologie et tournées vers l'exportation constituent actuellement des secteurs privilégiés. L'économie d'Israël est désormais une économie ouverte et largement intégrée aux grands échanges mondiaux.

Le recul économique généralisé et, plus particulièrement, le déclin des industries de haute technologie, ont marqué les années 2000–2004.

L'effondrement du processus de paix et le début de la seconde Intifada palestinienne ont significativement affaibli l'économie d'Israël. Ces événements ont constitué l'obstacle majeur à la croissance économique. Ils ont provoqué une baisse dans l'achat des produits israéliens; l'industrie du tourisme a brusquement périclité et un taux de chômage inquiétant a été atteint. Une politique de type ultra-libéral (sévère coupure budgétaire dans l'aide sociale et les services publics) a permis une reprise économique certaine qui n'en amplifie pas moins la disparité sociale déjà existante.

L'*alyah* est un facteur favorable à la croissance économique depuis la fondation de l'État. Dans les années 90, la vague d'immigration de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants originaires de l'ex-URSS a notamment tonifié l'économie israélienne. L'éventualité d'une *alyah* future, et à grande échelle, est désormais fort incertaine; afin de ranimer le cycle de croissance, l'économie devra donc table sur d'autres facteurs, tels que les investissements en ressources humaines.

La dépendance de l'économie israélienne vis-à-vis de l'aide internationale, notamment celle des communautés juives, a beaucoup diminué au cours des trois dernières décennies; toutefois, l'aide américaine d'une part, et de l'autre, le soutien politique et moral de la Diaspora, demeurent toujours nécessaires.

4. Le gouvernement et la politique

Israël est une démocratie que traversent de vifs débats politiques. Son système juridique, et en particulier la Cour suprême, occupe une position de premier plan dans la sphère publique. Les

divers changements de gouvernements ont, depuis 1948, parfaitement démontré que la démocratie israélienne est aussi mature que robuste. Le succès du désengagement israélien de Gaza, qui n'a provoqué ni la guerre civile prédite par certains, ni même la moindre effusion de sang, témoigne également d'une évidente maturité politique et d'un sens civique essentiels au règlement futur du conflit israélo-palestinien.

Les tentatives récurrentes de changements des modes électoraux n'ont pas encore abouti à des résultats concrets. L'absence de toute institution destinée à la formation de hauts fonctionnaires, s'inspirant de l'ENA français notamment, est d'autant plus problématique qu'à l'intérieur même des partis, le recrutement de cadres supérieurs est rare. En Israël, on peut déplorer le fait que le débat politique est le plus souvent « occupé » par les radicaux tant de gauche que de droite, reléguant les voix modérées dans une sorte de marge éloignée.

Israël est le seul lieu où on peut opter pour une identité juive « passive »

5. La culture et l'identité

La communauté juive israélienne a ceci d'unique qu'elle est la seule au monde à ne pas être minoritaire. C'est aussi la seule communauté que les mariages mixtes ne menacent pas de déséquilibre démographique. En outre, à la différence de toutes les autres Diasporas, l'État d'Israël, par son existence même, offre à ses citoyens juifs la possibilité d'opter pour une identité « passive », laquelle ne serait basée ni sur la foi, ni sur la culture ou l'héritage — *mais sur le seul et unique fait d'être juif.*

Israël est classé 23e parmi les économies nationales les plus développées du monde

Au plan culturel, l'hébreu s'impose comme la langue des juifs israéliens. Tous les enfants apprennent à lire la Bible et sont initiés à l'histoire juive qui constitue une partie intégrante du programme d'éducation nationale. Néanmoins, les activités culturelles — la littérature, la

musique, le théâtre, etc. — sont loin d'avoir pour seule thématique la judéité. Sur l'identité religieuse, les juifs israéliens peuvent être répartis en quatre groupes : laïque, traditionaliste, orthodoxe et *'harédi* (ultra-orthodoxe). Par-delà les typologies simplistes, on verra que la majorité des Israéliens oscille entre des positions *plus ou moins* traditionalistes.

Bien plus que dans la vie quotidienne, les tensions éventuelles entre ces divers groupes se font ressentir au niveau politique, c'est-à-dire là où se tient le débat sur l'identité d'Israël : confrontation incessante entre les laïcs qui s'opposent à la coercition des partis religieux, ou encore entre orthodoxes et ultra-orthodoxes, chacun estimant être le gardien privilégié du « caractère juif » de l'État hébreu. Or il faut noter que d'ordinaire, ces questions restent tenues pour moins dramatiques que celles qui touchent à l'insoluble conflit israélo-palestinien. Les Israéliens ont, dans leur écrasante majorité, un sens très développé de leur destin commun, tout

comme une conscience extrême de leur responsabilité vis-à-vis des juifs de toute la Diaspora. La presse israélienne rapporte systématiquement tout incident antisémite. Les gouvernements israéliens ont pour tradition de secourir les communautés juives en péril. Réciproquement, aux plans de la solidarité politique et du soutien économique, les juifs israéliens se savent redevables envers la Diaspora. La nomination de l'économiste juif américain Stanley Fischer à la tête de la Banque d'Israël constitue un exemple de coopération d'un type nouveau : une invite destinée aux juifs de la Diaspora à intégrer, au plus haut niveau, l'économie et l'administration israéliennes.

D'après les résultats d'une enquête publiée en 2003, trois ans après le déclenchement de l'Intifada, en pleine vague de terreur et en dépit d'une grave crise économique — 76 % des Israéliens se déclaraient « satisfaits » de leur vie en Israël. Plus surprenant, 63 % étaient satisfaits de leur situation économique. Simultanément, 70 % des parents juifs ont exprimé un doute quant à l'avenir professionnel de leurs enfants, dans un pays cerné d'ennemis et ébranlé par des conflits réguliers. Ces deux perceptions témoignent à elles seules des contradictions inhérentes à la condition israélienne : d'une part, la conscience des grandes possibilités s'offrant à ce peuple, et de l'autre, les menaces qui assombrissent son avenir proche.

3

FAÇONNER L'AVENIR

Ordre du jour et recommandations

A. INTRODUCTION

Notre possibilité d'agir sur le futur est bien évidemment limitée. Cette limitation fondamentale ne doit pas nous empêcher de chercher, avec humilité et circonspection, à améliorer la situation présente et à créer les conditions aptes à faire advenir le futur le plus positif pour le peuple juif et l'humanité dans son ensemble.

Dans cette partie, nous privilègerons une approche générale du fait juif actuel; résumant l'ensemble des données présentées dans notre Rapport, nous mettrons l'accent sur les ressources dont dispose le peuple juif, mais aussi sur les grandes tendances qui le traversent; nous tenterons ensuite d'établir un ordre du jour basé sur dix-huit suggestions.

Dépassant les strictes limites communautaires, notre espoir est que celles-ci favorisent l'éclosion d'un débat public, éventuellement suivi d'une action, axé sur le développement et l'avenir du judaïsme.

B. RESSOURCES DISPONIBLES POUR L'ACTION

Les études présentées dans le présent Rapport convergent vers un même point: à l'échelle universelle, le peuple juif ne manque ni de ressources, ni de potentiel, pour assurer son propre avenir; parmi ces ressources, il faut compter un héritage spirituel, philosophique et littéraire de premier plan, mais aussi la conscience d'être porteur d'une histoire, et d'un projet, qu'il s'agit d'assumer le plus fidèlement possible. À ces facteurs, ajoutons l'aptitude singulière à s'unir et à œuvrer vers un objectif commun, tant à travers l'action morale de la Diaspora que par l'existence politique d'Israël.

Or, la première question doit être: comment cultiver ces ressources afin qu'elles servent de tremplin vers l'avenir? Par définition, la Diaspora désigne une réalité morcelée, et donc une répartition des forces vives à travers lieux, temps et systèmes divers. Dès lors, on comprend mieux

Prédire un avenir radieux aux juifs en invoquant leur illustre passé serait aussi aventureux qu'erroné

pourquoi les communautés juives préfèrent l'action locale à la réflexion portant sur le peuple juif perçu comme *entité globale*. Ainsi, *être un peuple* en Diaspora, selon la célèbre formule de Richard Marienstras, est d'abord synonyme de *dispersion*, d'auto-organisation, de dissémination des ressources humaines, culturelles, spirituelles, propres à ce peuple. Cette situation altère naturellement la capacité des communautés juives à penser à *long terme*; ce constat concerne également l'État d'Israël, dont la politique n'est que très faiblement conditionnée par ses éventuelles retombées sur l'ensemble de la Diaspora. Or, dans son ensemble, le peuple juif se tient face à certains défis dont l'énumération et la connaissance doivent précéder toute réflexion sur l'avenir. S'il importe aujourd'hui, face aux défis de la mondialisation, d'établir une coopération transcontinentale ou pour le moins une action concertée et coordonnée entre les différentes Diasporas, les efforts pour l'établissement d'une telle structure sont encore embryonnaires.

C. LE NŒUD CENTRAL: LA QUESTION PALESTINIENNE

Il est évident que la question palestinienne doit être placée au centre de toute réflexion sur l'avenir de l'État hébreu. Par-delà, cette question a toutefois une incidence importante sur l'ensemble du peuple juif. La question palestinienne est intimement liée à l'avenir sécuritaire d'Israël; elle détermine encore la perception que les juifs ont de la terre d'Israël et du fonctionnement de l'État ressuscité en 1948. Par ailleurs, la persistance du conflit israélo-palestinien alimente une nouvelle *judéophobie*, influe sur les relations entre Israël et la Diaspora, d'une part, et de l'autre,

entre les diverses communautés de la Diaspora. Enfin, ce conflit tend à prendre des dimensions religieuses opposant islam et judaïsme.

En termes d'identité, d'éthique, de culture, comme de sécurité physique et de stabilité économique, Israël doit consentir aux lourds sacrifices qu'exige ce conflit. Par ailleurs, ce dernier constitue un problème quotidien pour l'ensemble de la Diaspora. Par conséquent, il s'agira d'innover en permettant aux juifs du monde entier de faire entendre leur voix dans la recherche d'une solution qui, en dernier ressort, dépendra bien sûr du gouvernement d'Israël lui-même. Les décisions israéliennes (sur ce sujet d'abord, mais, entre autres sur la question du statut définitif de Jérusalem) devront donc tenir compte de ce fait, notamment par la mise en place d'un processus consultatif approprié³.

D. ORDRE DU JOUR ET RECOMMANDATIONS

Le règlement du conflit israélo-palestinien relève de l'urgence; cependant, celui-ci ne constitue qu'une des questions que le peuple juif doit affronter s'il veut assurer son avenir. Dans leur ensemble, ces questions exigent de nouvelles approches et analyses. S'il fallait en établir une

³ D'autres sujets revêtent une importance capitale pour tout le peuple juif, notamment le développement du Néguev, le lancement de grands projets d'aménagement industriel et la création d'une académie de formation des cadres. Voir le détail des quatre propositions concrètes présentées au Président israélien M. Moshé Katzav dans le rapport intitulé: *Global Jewish Forums*, JPPPI Strategic Papers, Jérusalem, février 2005. Notons que M. R. Cukierman, Président du CRIF, a été invité par le Président israélien à siéger dans ce prestigieux forum.

liste, et un ordre du jour correspondant, nous proposerions le découpage en dix-huit points énumérés ci-dessous.

1. Créer les conditions propices à une Renaissance juive

Les mutations auxquelles le peuple juif et le judaïsme sont confrontés comportent autant de potentiels positifs que négatifs ; dans tous les cas, ces mutations sont liées à des phénomènes de « ruptures civilisationnelles » (J. Habermas). Au sein de l'histoire juive, des événements comme la Shoah, la fondation de l'État hébreu, mais aussi l'installation aux États-Unis d'une communauté phare, constituent autant de transformations essentielles. Évidemment, ces changements s'opèrent sur fond d'histoire universelle ; à la seule échelle du judaïsme, ils résultent en tout cas de ce que Fernand Braudel a qualifié de « processus historiques continus » dont la réalisation ne dépend pas toujours de telle ou telle intervention humaine. Ainsi, agir sur l'histoire du peuple juif ne peut aucunement signifier lui insuffler un contenu, et une orientation, précis. Nous n'évoquons pas ici dans le cadre des sciences exactes, mais au sein de problématiques qui peuvent parfois paraître dénuées de solutions, quoique l'on sache déjà que les prochaines générations devront les affronter. Cela étant posé, l'action destinée à produire un avenir plus souriant n'est ni vaine, ni impossible ; à l'inverse, elle constitue une nécessité.

Dès lors, cinq conclusions s'imposent :

1. La nécessité de penser et d'agir dans une perspective transgénérationnelle. Ceci exige

bien sûr une capacité analytique — dans les domaines politiques, démographiques, stratégiques, religieux et socioculturels — très développée et une aptitude à fonctionner dans des conditions d'incertitude ;

2. La prise en compte de l'avenir doit constituer une priorité par rapport aux questions immédiates, communes ; conséquemment, les investissements à long terme, et la priorité accordée à la jeunesse, doivent être privilégiés ; il est évident que parmi celle-ci, les franges cultivées seront plus à même de concevoir l'avenir ; dès lors, en son sein et à l'échelle de toute la Diaspora, il faut favoriser l'émergence d'une élite — ce qui, naturellement, n'exclut en rien les franges moins instruites, ou nécessiteuses, de la Diaspora ;
3. Afin d'agir significativement sur l'avenir, il faut démultiplier les interventions, leur permettre d'émaner de toute la Diaspora sans exception ; étant donné que les ressources dont dispose une communauté ne sont jamais illimitées, il s'agit d'établir un véritable ordre d'urgence dans le traitement des questions. D'une part, la majeure partie des ressources disponibles doit être assignée à un nombre restreint de questions, choisies pour leur importance cruciale. D'autre part, comme indiqué dans la suite du Rapport, on cherchera à accroître, diversifier et développer les ressources existantes ;
4. La créativité est essentielle. Les « formules » ayant eu cours dans le passé ne conviennent pas forcément au présent, pour ne rien dire de l'avenir. Dès lors, les communautés

Hors d'Israël, à l'exception des îlots ultra-orthodoxes, l'assimilation est partout à l'œuvre

- doivent innover politiquement, s'affranchir des schémas conventionnels, déconstruire les positions qui ne sont plus d'actualité, et même prôner un réformisme radical et capable d'ébranler la tyrannie du statu quo ;
5. La notion même de leadership juif mérite d'être repensée, bonifiée, tant au niveau mondial que strictement local ; ceci facilitera l'action sur le long terme.

2. Affermir la sécurité d'Israël

En termes de potentiel militaire, socioéconomique, culturel et scientifique, l'État hébreu peut être tenu pour une superpuissance régionale. Cependant, à long terme, si l'opposition du monde musulman au sionisme ne faiblit pas, la sécurité d'Israël risque de se trouver gravement menacée ; l'expansion du fondamentalisme islamique, tout comme la prolifération d'armes de destruction massive, pourraient également jouer un rôle funeste dans l'avenir de l'État hébreu. Conséquemment, la question de sa sécurité doit être au centre d'une réflexion non seulement des Israéliens eux-mêmes, mais encore des juifs du monde entier. La centralité de ce thème est évidente : d'une part, l'existence d'un État juif, à l'intérieur de frontières définitives et internationalement reconnues, est un impératif moral ; d'autre part, sa destruction menacerait directement l'existence juive elle-même.

L'importance de la question sécuritaire invite à au moins quatre types d'action :

1. La précarité sécuritaire d'Israël doit faire l'objet d'un débat continu, auquel chacun doit pouvoir participer, tant en Israël qu'à travers toute la Diaspora ;
2. Renforcer Israël signifie soutenir l'alyah, transmettre aux nouvelles générations l'histoire du sionisme, renforcer économiquement, culturellement et identitairement, la société israélienne, voire envisager la formation d'un personnel d'intervention d'urgence pour intervenir en Israël en cas de crise grave ;
3. Le soutien à l'État d'Israël doit être indéfectible ; la politique d'Israël, en revanche, peut naturellement susciter des désaccords, des débats, voire une franche opposition. En cette période cruciale où le peuple israélien a choisi, démocratiquement, de s'engager dans des actions politiques difficiles et déterminantes pour son avenir (démantèlement d'implantations juives en Judée-Samarie, recentrage territorial, etc.), les communautés doivent soutenir le gouvernement israélien et l'aider à accomplir son projet même si elles sont à priori critiques avec la nature de ces choix politiques ;
4. L'appui à Israël doit se traduire concrètement : visites touristiques, manifestations culturelles, investissement financiers, achats immobiliers, etc.

3. Renforcer l'identité juive d'Israël

La pérennité du caractère juif de l'État d'Israël constitue une priorité pour le peuple juif et le judaïsme. Assurément, les Israéliens pratiquent la langue hébraïque, tandis que la Bible occupe un rôle certain tout au long de leur scolarité ; dans la sphère publique, on favorise les célébrations du calendrier juif ; quant aux mariages mixtes, ils ne

constituent qu'un phénomène marginal... Ceci ne signifie pourtant nullement que l'assimilation culturelle ne concerne pas Israël; simplement, les processus d'effritement de la judéité prennent des voies propres à la société israélienne. Dès ses origines, le sionisme tablait sur une «normalisation du peuple juif» qui, depuis 1948, a pris différentes formes en Israël; à cette tendance «normalisatrice», il faut ajouter l'influence profonde des courants de pensée modernes, puis postmodernes; certains sociologues ont même parlé d'*usure identitaire*; à cela, il faut encore ajouter les questions démographiques. On parvient ainsi à la conclusion que l'avenir de l'État d'Israël en tant qu'État juif, sioniste et démocratique, s'annonce difficile.

Dès lors, tant en Israël qu'en Diaspora, cinq recommandations s'imposent:

1. L'identité juive de la société doit être au centre des préoccupations politiques israéliennes; cela étant entendu, les normes démocratiques devront être strictement respectées; la protection des minorités arabes et autres devra faire l'objet d'un contrôle scrupuleux et constant. Ceci exige, entre autres, la mise en place d'une législation univoque consacrant le caractère juif de l'État d'Israël;
2. Plus qu'un commandement religieux ou un idéal politique, l'alyah constitue un impératif existentiel pour tout le peuple juif. Les communautés de la Diaspora devraient élaborer, puis mettre en œuvre, un vaste programme ayant pour but d'encourager l'immigration vers Israël. Celle-ci mérite d'être profondément reconsidérée; elle doit aussi pouvoir s'exprimer selon des modalités plurielles,

éventuellement inédites (comme les nombreuses formes que peut prendre la notion de résidence partielle en Israël — séjours d'études de longue durée, inscriptions en yeshiva et séjours prolongés de retraités, mais aussi relocation partielle d'entreprises et d'activités commerciales). Des initiatives courageuses et novatrices telle celle de Nefesh Le'Nefesh américaine et son équivalente française AMI (alyah et meilleure intégration), lesquelles accompagnent, voire parrainent, dans leur intégration en Israël ceux qui ont osé franchir le cap de l'alyah, s'inscrivent dans cet état d'esprit;

3. Le soutien financier émanant de la Diaspora vers Israël doit être en grande partie consacré à penser, puis à organiser, l'avenir sécuritaire d'Israël. Toutefois, ce soutien doit aussi s'exprimer dans les domaines socioéducatifs et culturels. S'il est vrai que les besoins de la société israélienne se révèlent multiples, l'apport financier de la Diaspora doit s'inscrire dans une logique comprenant des priorités comme des secteurs d'importance secondaire;
4. Dans le cadre des pourparlers futurs portant sur les frontières de l'État d'Israël, c'est un truisme que de rappeler ceci: les questions de population devront peser de tout leur poids, à côté des considérations tant sécuritaires qu'identitaires;
5. La Diaspora doit encourager l'État d'Israël non seulement à renforcer son substrat identitaire, mais encore à lui conférer des dimensions nouvelles; seule une pluralité

**L'émergence
d'une judéité
nouvelle
relève d'une
nécessité cul-
turelle**

d'expressions — de modalités d'être juif — pourra garantir au judaïsme, dans son ensemble, un avenir dynamique et précieux. Ceci nécessitera plusieurs types d'intervention: la première est évidemment liée à l'éducation au judaïsme, dont il s'agira d'œuvrer à l'amélioration constante. Il faudra aussi accorder de plus grandes latitudes aux courants et institutions non orthodoxes qui fonctionnent en Israël, non pas dans le but d'ébranler l'establishment rabbinique en place, mais de s'ouvrir à des juifs dépourvus d'ancrages communautaires et totalement laïques.

4. Contrecarrer le déclin démographique

Démographiquement parlant, l'avenir s'annonce plutôt sombre pour la Diaspora et l'État d'Israël.

Ceci est tellement vrai que l'on peut d'ores et

L'école et la famille constituent les institutions majeures de la transmission juive

déjà tenter d'y remédier, notamment par le biais d'une approche éducative rigoureuse et renouvelée. Toutefois, à ce jour, l'action orientée dans ce sens se trouve contrariée par maints facteurs, comme par exemple: le manque de compréhension du fait démographique et de sa gravité, mais aussi, plus largement, une absence de tout esprit d'initiative, des dissensions sur la nature de

l'action à entreprendre, voire tout simplement des contraintes économiques.

Huit recommandations s'imposent:

1. En Israël, il est urgent d'adopter officiel-

lement, puis de mettre en œuvre dans les meilleurs délais, les conclusions de la Commission Ne'eman: celles-ci visent à intensifier les programmes de préparation à la conversion des nouveaux immigrants non juifs, à en faciliter et en accélérer les procédures dans le cadre hilkhatique traditionnel;

2. En Diaspora et en Israël, soutenir économiquement les familles désireuses de s'agrandir mais gênées par un manque de moyens financiers et par un manque de structures d'accueil des enfants en bas âge. Dans cette perspective, il s'agira d'offrir des opportunités diverses, appropriées, par exemple aux familles moyennement nombreuses (3-4 enfants) d'une part, et de l'autre, à celles qui, déjà nombreuses, se débattent dans les difficultés inhérentes à la pauvreté;
3. Approfondir la connaissance de la question du mariage, comme de la famille, dans la pensée juive;
4. Multiplier les efforts et les initiatives visant à accueillir les couples mixtes comme membres à part entière du peuple juif. Offrir à leurs enfants des conditions appropriées d'étude du judaïsme;
5. Intensifier l'insertion socioéconomique des nouveaux immigrants (tels ceux de l'ex-URSS) tant en Israël que dans les grands centres diasporiques (États-Unis, Canada et Allemagne). Cette intégration exige d'importantes ressources, mais à moyen terme, elle devrait apporter une énergie nouvelle aux communautés d'accueil elles-mêmes;
6. Favoriser l'ouverture des communautés juives aux Israéliens établis à l'étranger;
7. Rétablir les déséquilibres démographiques

qui apparaissent déjà en Israël par la mise en œuvre d'une politique de peuplement adéquate, visant à assurer une majorité juive sur l'ensemble du territoire national (privilegiant notamment les régions stratégiques mais sous-urbanisées du Néguev et du nord de la Galilée);

8. Endiguer les processus de déclin quantitatif par une ascension qualitative constante des ressources humaines. Offrir à la jeunesse un soutien adéquat visant à permettre au plus grand nombre d'accéder aux plus hautes études, tant dans le champ des sciences du judaïsme que de la culture universelle.

5. Former un leadership juif de haute qualité

Le peuple juif et son avenir dépendent essentiellement de la formation d'une avant-garde; celle-ci devrait se composer de penseurs, d'artistes, de scientifiques, d'autorités morales et spirituelles. Ce constat ne s'applique pas uniquement aux juifs, mais à toutes les nations et civilisations; dans le cas du judaïsme néanmoins, l'immense prestige accordé depuis toujours aux érudits, aux «hommes du Livre», pourrait servir de modèle pour les temps actuels.

Dès lors, le développement d'un *leadership* de haute qualité devrait cristalliser tous les efforts. La situation du peuple juif ayant connu de profondes mutations ces dernières décennies, il est évident que ce *leadership* devra tenir compte des nouvelles perspectives qui se présentent à nous.

Actuellement, les institutions du judaïsme révèlent des failles qui ne rendent que plus urgente une nouvelle réflexion sur la notion de *leadership* juif. Dans sa version présente, ce

dernier comporte cependant trois obstacles majeurs: le vieillissement des responsables communautaires, leur réticence à intégrer la jeune génération à la sphère dirigeante, et l'absence de tout effort digne de ce nom visant à l'instauration d'un *leadership* qui aurait pour fonction de réfléchir au fait juif dans sa globalité, et non plus au seul plan local.

Si ces questions ont été plus souvent débattues ces dernières années qu'auparavant, le présent Rapport n'en indique pas moins l'urgence qu'il y a à leur trouver des réponses réellement adéquates.

Le peuple juif et son avenir dépendent de la formation d'une avant-garde

Dès lors, les recommandations suivantes s'imposent:

1. Élaborer des programmes visant à favoriser l'émergence d'un leadership juif digne de ce nom, tant au plan communautaire qu'à l'échelle de l'ensemble du peuple juif. Ainsi, une académie mondiale des Sciences du judaïsme, fondée de préférence à Jérusalem, pourrait proposer à de jeunes dirigeants juifs des formations d'un haut niveau. Les méthodes de stages intensifs, notamment en cours au sein de prestigieux organismes anglo-saxons tel l'Aspen Institute (Colorado, États-Unis), pourraient servir de modèle à l'enseignement proposé dans une académie de ce type. Ses membres, dispersés à travers l'ensemble des communautés de la Diaspora, devront être capables de maintenir entre eux un dialogue ouvert, ininterrompu, notamment grâce à l'usage du cyberspace. L'édition de rapports, essais et autres publications

- concernant des questions juives comptera parmi les activités majeures d'un tel organisme ; enfin, on peut aussi penser offrir aux responsables communautaires des services de consultants internationaux spécialement formés qui leur permettraient de mieux affronter les défis inhérents à notre époque ;
2. Diverses entreprises méritent d'être élaborées afin de permettre le surgissement d'un leadership religieux adapté aux problèmes contemporains. On peut notamment envisager la création d'une école israélienne d'études rabbiniques supérieures. Cette école proposerait une formation solide non seulement dans le domaine du Talmud, de la jurisprudence *hilkhatique* et des sciences du judaïsme, mais aussi dans les disciplines les plus diverses, assurant ainsi à ses étudiants une meilleure intelligence des questions contemporaines. Cette école proposerait également des programmes de formation continue pour les rabbins du monde entier ;
 3. Des mesures immédiates doivent être prises afin d'assurer le rajeunissement des sphères communautaires et dirigeantes. Il est évident que les jeunes leaders sont plus en phase avec la jeunesse juive, à laquelle ils ne cessent d'appartenir, et que leur compréhension des problèmes de l'heure s'en trouve améliorée. Si certains projets visant à intégrer la jeunesse juive aux appareils communautaires sont déjà en place, de plus amples efforts doivent être entrepris au plus vite ;
 4. L'émergence d'un judaïsme actif et conscient de lui-même est bien entendu tributaire de la qualité du système éducatif ; par ailleurs, il est nécessaire d'encourager l'élaboration,

dans les grandes universités occidentales, de programmes d'études juives conséquents, dans les domaines philosophiques et théologiques, comme en sciences sociales ou politiques.

6. Encourager une créativité civilisationnelle juive

Le judaïsme compte parmi les grandes cultures de l'humanité ; l'histoire du peuple d'Israël a largement démontré que la créativité spirituelle, littéraire et philosophique, constitue un facteur décisif à la conservation même de ce peuple. Les ruptures historiques que connaît actuellement la vie juive semblent accroître, en son sein, le besoin de créativité et de réflexion. La manière dont s'est formée la légendaire académie des sciences talmudiques de Yavné peut servir de précédent au phénomène de l'actuel Renouveau juif. À l'époque, les troupes d'occupation romaines rasèrent le Temple de Jérusalem, frustrèrent les enfants d'Israël de toute autonomie politique et déportèrent des pans entiers du peuple. C'est alors que les Sages de Yavné fondèrent la fameuse académie du même nom, censée adapter la religion d'Israël, vécue jusque-là sur un mode national, aux nouvelles conditions de la Diaspora. Ces Sages assurèrent ainsi la continuité du judaïsme ; de plus, ils insufflèrent un vaste regain d'intérêt pour les études juives et l'érudition, deux valeurs qui demeureront centrales à travers toutes les mutations ultérieures du judaïsme. Aujourd'hui, la judéité s'exprime à travers les arts sur des modes subjectifs, individualistes et *décommunautarisés*. Toutefois, les instances communautaires elles-mêmes auraient tout intérêt à soutenir ces formes nouvelles d'ex-

pressions juives, tout en restant évidemment fidèles à leurs propres impératifs. La prise en compte d'une judéité nouvelle, alternative et en quête de sens, relève de la plus pure nécessité culturelle.

Cinq types d'action devraient être appliqués afin de favoriser un nouvel élan de créativité juive :

1. Soutenir d'emblée les élèves et jeunes étudiants faisant montre d'une sérieuse motivation intellectuelle et de résultats d'ores et déjà probants. Les élites nationales des pays occidentaux se recrutent dans les grandes écoles et autres prestigieuses universités ; il s'agirait de révéler à ces élites de la Diaspora non seulement le judaïsme en tant que phénomène culturel, mais aussi la réalité d'Israël, notamment par le biais de voyages d'étude ;
2. Stimuler la réflexion par l'approfondissement de certains concepts clés, comme par exemple la notion d'intériorité juive. La créativité doit être entièrement libre de toute considération idéologique ou utilitaire ;
3. Favoriser l'émergence d'espaces interdisciplinaires, d'ateliers, où musique, littérature et philosophie juives pourraient se côtoyer ;
4. Pratiquer une politique culturelle incitative, ouverte à toutes les formes d'expression de la judéité ;
5. Encourager la jeune littérature romanesque juive comme la nouvelle poésie d'inspiration hébraïque (et notamment marquée par l'œuvre d'Edmond Jabès). Par là, les questions juives pourront être abordées sur des modes autres qu'universitaires et trouver un plus vaste lectorat.

7. Renforcer l'attractivité du judaïsme

La transmission de l'héritage hébraïque n'est un processus ni simple, ni naturel, mais constitue un choix. Être juif, aujourd'hui, c'est avoir consciemment opté pour cette appartenance, sans aucune pression extérieure ; dans le cadre de notre postmodernité, la judéité ne constitue qu'un choix identitaire, culturel ou national, parmi tant d'autres. Pour sa part, le judaïsme doit parvenir à demeurer une pensée attractive pour chaque individu intellectuellement curieux, tout en veillant à ne pas altérer le message qui lui est propre. À quel point le judaïsme, dans sa configuration actuelle, est-il attractif aux yeux de la jeunesse juive ? Telle est la question qui mérite d'être posée.

Cette reformulation de la judéité est rendue nécessaire par les défis, mais aussi par les opportunités, inhérents à notre postmodernité. Si, pour reprendre la fameuse expression de M. Gauchet, on assiste à un *réenchantement du monde*, alors le judaïsme doit exister en son sein en tant que voie, pensée et spiritualité. Seul un nouvel élan de créativité rendra possible l'émergence d'une judéité en phase avec son temps.

Parmi les autres directions à envisager, on peut citer :

1. Simultanément à la diversité des expressions de la judéité et aux différentes « membranes invisibles » qui rassemblent celles-ci, on en soulignera son unité fondamentale ;
2. Si le dialogue interreligieux doit être recherché, poursuivi et approfondi, on veillera à

La judéité s'exprime sur des modes subjectifs, individualistes et décommunautarisés

ne pas tendre vers des formes de néo-syncretisme ;

3. Face aux questions éthiques et existentielles d'aujourd'hui, ce que le judaïsme peut apporter, ou tout simplement suggérer, doit être mieux diffusé et mis en relief. Cette adaptation aux besoins du temps, a naturellement des limites : les cocktails syncretistes du type judaïsme bouddhiste et néo-Kabbalah, de type Madonna, devraient être considérés avec circonspection ;
4. Faciliter la notion d'appartenance communautaire en élargissant celle-ci. Seule une délocalisation des services communautaires (y compris les forums Internet et les services matrimoniaux divers) permettra que de plus en plus de juifs y aient recours ;
5. Soutenir le développement d'une nouvelle littérature juive susceptible de devenir un pôle de référence identitaire pour de nombreux lecteurs. La littérature néo-chrétienne, incarnée par des auteurs comme Time Lahaye ou Michaël D. O'Brien, pourrait servir de modèle à un art conjuguant le sens de la saga aux sources religieuses anciennes (prophétisme, apocalypses, etc.) ;

De façon générale, il s'agit de soutenir l'esprit d'initiative et la revendication identitaire, dès lors que celle-ci épouse pleinement les formes de la citoyenneté.

8. Encourager les politiques multiculturalistes

Il est évident que les sociétés les plus ouvertes au multiculturalisme sont les mieux à même de permettre à une vie juive de s'organiser en leur

sein. Il s'agit donc d'œuvrer au renforcement de ces sociétés. En revanche, le parfait unanimisme auquel on assiste aux États-Unis contre la notion d'*école confessionnelle* ne doit pas empêcher les débats sur la question, y compris bien sûr au sein de la communauté juive. En Europe, où les nouvelles communautés musulmanes, nourries souvent de ressentiment envers les communautés juives plus anciennes et mieux intégrées, revendiquent des droits similaires à ceux accordés aux juifs, il importe de prendre en compte l'effet que peut avoir chaque avancée du multiculturalisme à l'aune de ses effets sur la dynamique inter-communautaire.

Trois directions se profilent :

1. Envisager sérieusement le soutien aux politiques multiculturelles qui, le plus souvent, favorisent l'essor des communautés juives ;
2. Mettre à la disposition du plus grand nombre des services éducatifs et culturels juifs de qualité. Permettre à chaque juif qui le souhaite d'approfondir son identité par l'étude des sources comme de la langue hébraïque. Ces initiatives exigent bien sûr un financement digne de ce nom, dont la source sera tant communautaire que publique ;
3. Différencier la laïcité, cadre dans lequel les communautés peuvent se déployer, du laïcisme (séparation de la religion et de l'État, opposition aux activités religieuses, etc.) qui dans sa version militante et dogmatique contredit le déploiement des structures communautaires particularistes.

9. Repenser et consolider les relations Israël-Diaspora

La fondation de l'État d'Israël constitue une mutation majeure au sein de l'histoire juive. Plusieurs générations seront encore nécessaires à l'établissement de relations stables, équilibrées, dynamiques, entre Israël et la Diaspora. Il n'en faut pas moins, dès à présent, réfléchir à ce type de question. D'autant que les tendances actuelles vont plutôt dans le sens d'un éloignement entre Israël et la Diaspora, cela, en raison des différences profondes qui existent, au quotidien, entre la vie du juif israélien et celle du juif diasporique. Par ailleurs, les grands combats juifs, qui transcendaient les frontières entre Israël et la Diaspora, appartiennent au passé (soutien à l'État d'Israël existentiellement menacé en 1967, puis en 1973; lutte pour les Prisonniers de Sion et le judaïsme russe, etc.).

On notera aussi les points suivants : l'État d'Israël est de plus en plus souvent accusé d'attiser, par sa politique — que certains considèrent comme « intransigeante » — à l'égard des Palestiniens, la haine antisémite dans le monde. La recherche d'un arrangement, puis d'accords définitifs, est donc un impératif. Après tant de douleur et de guerre entre Israéliens et Palestiniens, il est évident que toute paix sera d'abord fragile, incertaine, avant de se consolider et d'offrir de nouvelles perspectives aux deux peuples. Ainsi, la paix ne sera pas synonyme d'affaiblissement du soutien de la Diaspora à Israël; au contraire, seule une aide conséquente permettra à l'État hébreu d'entrer pleinement dans l'ère de la paix au Moyen-Orient.

Ainsi, tout en reconnaissant que les relations Israël/Diaspora sont encore solides, il s'agit de

réfléchir dès à présent à l'avenir comme à la nature changeante de cette relation. En tout premier lieu, c'est bien à l'État d'Israël de reconsidérer sa mission éthique, universaliste pour toujours mieux la remplir.

Sur le long terme, neuf recommandations nous paraissent nécessaires à l'intensification des relations Israël/Diaspora :

1. C'est en tant qu'État juif et démocratique qu'Israël doit s'accomplir; c'est ainsi, et seulement ainsi, que son existence sera significative pour l'ensemble du peuple juif et du judaïsme. Par conséquent, veiller à l'égalité absolue des minorités non juives en Israël doit se conjuguer à un effort de judaïsation de la société. L'alyah doit être encouragée;
2. La jeunesse juive doit absolument être entendue, et disposer de certains pouvoirs, visant à lui permettre d'influer sur le devenir d'Israël, des juifs et du judaïsme;
3. Certains points de doctrines sionistes, comme par exemple l'inutilité de la Diaspora — elle-même perçue comme un simple « accident de l'Histoire » — doivent être révisés, voire désavoués, non pas parce qu'ils sont mauvais en soi, mais pour leur totale inadéquation avec le monde actuel;
4. Les schémas binaires, voire manichéens, doivent être abandonnés; parmi eux, on citera les notions de « centre erets-israélien » et de « périphérie diasporique », ou encore, le modèle « Babylone/Jérusalem », lequel signifierait à notre époque que le judaïsme américain constitue le cœur de l'existence juive tandis qu'Israël n'en est qu'une banlieue. À ces contrastes aussi vains que naïfs, il s'agit d'opposer un modèle du dialogue, où

la recherche d'un avenir meilleur pour Israël et la Diaspora se conjugue à une multiplicité de voix, d'opinions, de sources ;

5. L'alyah doit prendre de nouvelles formes et expressions — résidence partagée, modularité, voyages réguliers (la fameuse alyah-Bœing), etc. — pour s'affranchir de l'idée irréversible que l'on s'en fait traditionnellement ;
6. La condescendance à l'égard des Israéliens désireux de vivre hors d'Israël est tout simplement stupide et contre-productive ; elle devrait être remplacée par l'accueil et le soutien des communautés de la Diaspora. Les Israéliens établis à l'étranger pourraient même constituer une sorte de pont entre les diverses communautés de la Diaspora ;
7. Le partenariat entre Israël et la Diaspora mérite d'être repensé et renforcé, notamment sur des questions comme l'antisémitisme, la centralité spirituelle de Jérusalem, la culture juive ou le peuplement du Néguev ;
8. La compréhension et la connaissance mutuelles devraient être accrues. Ainsi, en Israël, il importe de mobiliser les jeunes Israéliens autour de la question de l'avenir du peuple juif, notamment par une campagne de sensibilisation médiatique. Ceci relève même de l'urgence ;
9. Intensifier et étendre les échanges d'élèves et d'étudiants ; de même, les rencontres et séances de travail communes doivent être encouragées et soutenues par les technologies de pointe (vidéoconférences, cyberspace, etc.).

10. Positionner Israël comme État phare du peuple juif

L'État d'Israël, comme État de tous les juifs du monde, prendra assurément une signification plus vaste, et contribuera à garantir la pérennité du judaïsme. Pour favoriser l'émergence d'une telle réalité, Israël doit faire des choix décisifs, parmi lesquels :

1. La prise en charge, par l'État d'Israël, des questions vitales liées à l'ensemble du peuple juif exige un statut constitutionnel clair, conforté par une loi fondamentale garantissant la priorité à cette définition identitaire ; cela, comme nous l'avons souvent spécifié, dans le plus pur respect du droit des minorités non juives ;
2. Israël devrait donc répondre du futur de l'ensemble du peuple juif, tout en jouissant du soutien des communautés de la Diaspora. Consacrer des ressources israéliennes au renforcement des communautés en péril est une idée aujourd'hui largement répandue et acceptée. Toutefois, du temps et des efforts seront nécessaires à une vraie prise de conscience de la responsabilité des dirigeants israéliens vis-à-vis de toute la Diaspora ;
3. Jérusalem, comme capitale spirituelle du peuple juif, doit cristalliser efforts et ressources. Jérusalem pourrait accueillir des institutions juives internationales ou même vouées à l'étude des questions démographiques, culturelles, identitaires, liées au judaïsme actuel et futur. Il s'agit de faire de Jérusalem une scène pour l'ensemble des arts juifs, fonder une faculté d'études juives de très haut niveau, et user des nouveaux

moyens d'enseignement à distance (e-learning) qu'offre le cyberspace. On pourrait améliorer le statut, l'autorité et les ressources des tribunaux rabbiniques de Jérusalem — en y intégrant par exemple les plus prestigieuses autorités religieuses — afin d'en faire le centre universel en matière de droit hébraïque, auquel dès lors, les juifs du monde entier pourraient davantage se référer;

4. Les différents gouvernements d'Israël ne peuvent plus faire comme s'ils ne comprendraient pas que leurs décisions politiques ont une influence directe sur la vie de la Diaspora. À l'inverse, il faudrait que chaque choix politique d'envergure soit systématiquement étudié, adopté ou repoussé, en fonction de la nature de ses retombées sur la Diaspora;
5. Dès lors, il s'agirait d'élargir le concept d'État juif démocratique : d'une part, celui-ci signifierait toujours que les minorités non juives y trouvent en son sein égalité, prospérité et liberté, mais cela impliquerait aussi que cette démocratie soit encore ouverte à l'ensemble des juifs de la Diaspora;
6. Renforcer l'unité culturelle et identitaire avec la Diaspora devrait être une priorité pour l'État d'Israël. Cela exigerait notamment une sérieuse révision des manuels scolaires israéliens, qui pèchent parfois par une indifférence stupéfiante à l'égard de la Diaspora, mais aussi la création de séminaires universitaires, groupes de discussions, etc. Au Point 15 plus loin dans ce Rapport, nous reviendrons sur cette nécessité de repenser les contenus de l'éducation laïque israélienne.

11. Revaloriser le statut de la femme juive

Au sein des élites proches du pouvoir et des affaires, le statut de la femme juive est en pleine mutation. En revanche, parmi les communautés de la Diaspora, cette évolution est encore lente, voire carrément inexistante; or, le rôle de la femme est d'une importance majeure pour l'avenir du judaïsme lui-même; partant, il exige qu'on y investisse temps et efforts. À travers sa fonction de mère, la femme est naturellement porteuse d'espoir, c'est-à-dire de transmission et de mémoire, pour le peuple juif. Selon certaines études, les femmes juives font montre d'un attachement plus intense au judaïsme que les hommes; dans le corps enseignant, les femmes constituent une majorité; au sein des écoles rabbiniques de type réformiste, elles représentent parfois plus de la moitié des effectifs, ainsi que cela apparaît dans le cas du courant « Reconstructionniste ». Cette présence marquée de la féminité ne peut être sans influence sur la nature et les conceptions propres au judaïsme. Dès lors, il s'agit d'accorder à la femme juive le statut privilégié qui lui revient, et de s'affranchir de toute attitude passéiste, voire obscurantiste :

1. Il faut encourager la formation d'un leadership communautaire féminin; les femmes doivent être équitablement représentées au sein des organisations juives, elles doivent compter parmi leurs élus, porte-parole et représentants officiels;
2. Dans la sphère religieuse, il est évident que

Les femmes doivent compter parmi les élus, porte-parole et représentants officiels des organisations juives

le rôle de la femme doit être repensé, modifié et, d'une certaine manière, officialisé, et cela, sans froisser les diverses sensibilités, notamment orthodoxes. Ces modifications du statut de la femme devront donc s'opérer dans un esprit de continuité, et non de rupture ou de conflit.

12. Penser la dimension géopolitique

La fondation de l'État hébreu a marqué le retour du peuple juif au sein de la famille des nations. Les questions géopolitiques concernent aujourd'hui tout particulièrement Israël, notamment parce qu'il s'agit d'un État puissant, démocratique, au sein d'un Moyen-Orient instable, planté au carrefour de l'islam et de la chrétienté. La réflexion géopolitique est nécessaire à l'État d'Israël, car non seulement l'antagonisme avec

les Palestiniens ne trouve pas de dénouement, mais il déborde le strict cadre israélo-palestinien pour s'intégrer à un ensemble de conflits parfois présentés comme autant de prémices de l'inévitable affrontement entre Orient et Occident. À cela, il faut ajouter la nouvelle judéophobie, les risques d'attentats, l'image d'Israël à l'ONU ou à la Cour internationale de Justice,

l'instabilité diplomatique qui caractérise les liens d'Israël avec certains pays européens. Au plan de la géopolitique, Israël et le peuple juif constituent assurément des acteurs de premier plan en ce début de XXI^e siècle. On assiste à la conjugaison de deux forces juives : d'une part, la puissance dite *dure* d'Israël (*hard power*), c'est-à-dire une force militaire de premier plan ; d'autre part, la

puissance dite *douce* de la Diaspora américaine (*soft power*), c'est-à-dire un pouvoir qui s'exprime en termes de lobbying, de tendances politiques, etc. Jamais, auparavant, le peuple juif n'avait été doté d'une telle force ; or, c'est précisément celle-ci qui permettra également de penser l'existence juive à long terme. On pourrait dire qu'à cette fin, il s'agirait d'élaborer une stratégie et une action qui s'alimenteraient à ces deux sources que sont la *puissance dure* (Israël) et la *puissance douce* (la Diaspora) du peuple juif.

Recommandations susceptibles de favoriser un tel développement :

1. Israël affronte trois défis spécifiques : il s'agit de gérer un quotidien difficile, tout en recherchant le soutien de l'Occident et un terrain d'entente avec le monde arabo-musulman. Ce triple front exige l'élaboration d'une stratégie d'envergure. La question des relations avec l'islam fera notamment l'objet d'une réflexion approfondie, et tout devra être entrepris afin de parvenir à une paix avec les Palestiniens ;
2. Dans le contexte du nouvel équilibre mondial, Israël et la Diaspora ont tout intérêt à s'ouvrir au dialogue et à l'échange avec les nouveaux grands acteurs internationaux, à commencer par les nouvelles puissances dépourvues de traditions antijuives, comme la Chine, par exemple. Il ne faut pas non plus négliger les relations de l'État hébreu avec les membres de l'Union européenne, tout comme avec l'éventuel « gouvernement mondial » qui, sous une forme ou une autre, pourrait voir le jour au cours du XXI^e siècle ;
3. Affronter adéquatement la nouvelle judéo-

**L'objectif ?
Établir un
ordre du jour
accepté par
le plus grand
nombre et s'y
tenir !**

phobie nécessite une vision globale de la situation; s'il s'agit d'être particulièrement attentif aux manifestations les plus violentes de haine antijuive, mais ses aspects moins «spectaculaires» ne doivent pas pour autant être ignorés;

4. L'image publique d'Israël et du peuple juif est souvent déformée et incomprise; il s'agira donc d'en livrer une version conforme à la réalité, en mettant notamment l'accent sur les dimensions éthiques du judaïsme comme sur la précarité sécuritaire de l'État hébreu;
5. Fidèle à la parole prophétique qui l'enjoint à devenir une «Lumière pour les Nations», le peuple juif ne peut se détourner des grands débats éthiques qui traversent notre époque. Comme l'a écrit Elie Wiesel, «il ne s'agit pas de judaïser le monde, mais de contribuer à l'humaniser». La situation moyen-orientale comporte des dilemmes moraux qui doivent être affrontés au grand jour; sans jamais remettre en question son droit à l'existence, l'État d'Israël ne peut se contenter d'agir ponctuellement, mais doit au contraire fixer à ses divers gouvernements des impératifs moraux ne souffrant d'aucune exception;

13. Tikoun ôlam – Le message d'Israël à l'humanité

Longtemps, le sionisme politique a prôné «la normalisation du peuple juif» et l'établissement d'un «État comme les autres». Or, cette vision fait table rase des valeurs universelles propres au judaïsme. S'il est vrai qu'en l'absence de tout arrangement politique avec le monde arabe, Israël doit s'en remettre à sa force militaire, la

pérennité du judaïsme, elle, sera spirituelle ou ne sera pas. Le «retour en politique» du peuple juif, qui se cristallisa en 1948, implique naturellement un abandon de la position purement morale et spirituelle qui fut celle des juifs durant leur bimillénaire exil. Toutefois, la notion hébraïque de *tikoun ôlam* (réparation, humanisation du monde) ne saurait se voir reléguée au rayon des vieilleseries et mérite, au contraire, d'être l'objet d'un engagement de chaque instant. À cette fin, nul ne saurait se contenter d'un vague engagement en faveur des droits de l'homme (le fameux «droitdelhommeisme») ou de discours creux sur l'importance de la paix. L'héritage moral du judaïsme invite à faire plus et mieux: se préoccuper, par exemple, des questions d'éthique médicale, d'équité mondiale, de famine, de misère et de maltraitance des enfants du monde. Il est urgent que le judaïsme se positionne clairement sur ces problèmes.

Trois principes doivent orienter une véritable réflexion juive sur les problèmes moraux d'aujourd'hui: la *Raison du judaïsme* (ou le message éternel des prophètes hébreux), *l'idée d'humanité* (ou l'action concrète contre l'injustice et l'indigence dans le monde) et *l'attachement à Israël* (ou l'action visant à assurer la survie de l'État hébreu). L'accomplissement du *tikoun ôlam* permettra à la jeunesse juive de se reconnaître à travers un message à la fois particulariste et sans frontières: celui d'un engagement juif pour l'ensemble de l'humanité. Ceci doit non seulement concerner chacune et chacun des membres du peuple juif, mais aussi, en premier lieu, ses leaders, institutions, autorités religieuses et représentants laïques. Parmi les lignes d'actions

La pérennité du judaïsme sera spirituelle ou ne sera pas

concrètes, on peut mentionner les propositions suivantes :

1. La fondation à Jérusalem, perçue comme *Cité de l'Esprit* par toute l'humanité, d'un centre de recherche voué à l'étude des grandes questions morales et des valeurs juives susceptibles d'y apporter des éléments de réponse, voire d'un observatoire inter-religieux de la bioéthique et d'un centre de conseil international pour la résolution des conflits interethniques ;
2. Jérusalem devrait aussi abriter une académie internationale visant à former les cadres du futur. La perspective devrait être tant juive qu'universelle, et à ce double titre, offrir des solutions aux problèmes inhérents à la globalisation ;
3. Consacrer un budget, perçu sur les fonds institutionnels juifs, destiné à la lutte contre la misère. Les mégaprojets d'aide à la reconstruction et de solidarité avec les populations de Darfour et du Ruanda s'inscrivent parfaitement dans cette logique ;
4. Encourager les leaders israéliens et diasporiques à s'engager plus en avant dans des questions éthiques et humanitaires ;
5. Favoriser l'émergence de nouvelles expériences sociales, en se fondant notamment sur le précédent notable que constituent le kibboutz et ses structures égalitaires. Oser penser des alternatives au modèle capitaliste actuel.

Si de tels projets peuvent être entrepris en Israël ou à travers la Diaspora, leur valeur intrinsèque n'en demeure pas moins universaliste. Ainsi, les non-juifs qui le souhaitent, pourraient prendre part à ce genre de réalisations.

14. Mobiliser le cyberspace

La connaissance scientifique, et les progrès qui en découlent, devient un facteur décisif de réussite économique-politique ; elle concourt à l'épanouissement de la société globale ; pour les juifs comme pour l'ensemble de l'humanité, il est évident que cette réalité offre d'importantes perspectives, même si certains risques inhérents à l'*hyper-développement scientifique* ne peuvent être totalement écartés. Il est notamment impossible d'occulter le fait que les nouvelles techniques de communication servent aussi les intérêts des ennemis de la liberté : elles facilitent le recrutement de militants prêts à passer dans la clandestinité comme la mise en circulation d'idéologies violentes.

Ces nouveaux moyens de communication permettent aux diverses communautés juives du monde de communiquer sans la moindre entrave, d'unifier leur action, d'affronter telle ou telle crise circonscrite dans la *géographie diasporique*, mais aussi permettent la diffusion de textes clés, d'œuvres fondatrices du judaïsme qui, jusqu'à présent, demeuraient des documents hors de portée des juifs installés loin des principaux centres communautaires. Les nouvelles technologies ont par ailleurs eut une influence de fond sur l'activité économique, la diversité et la fiabilité de l'information ; le *cyberspace* a, d'une certaine manière, *aboli* la notion même de distance ; grâce à lui, l'échange, les relations, le dialogue, s'ouvrent à de nouvelles latitudes. Le *cyberspace* est donc susceptible d'intensifier les relations intercommunautaires, et ainsi, de susciter une meilleure cohésion interne. Éducation au judaïsme, rencontres, découverte d'Israël, débats et dialogues — mais aussi délo-

calisation d'entreprises et *alyah* « modulaire » — ont désormais pour tremplin le *cyberspace* ; toutefois, ce domaine mérite d'être encore approfondi, exploité, et exige donc qu'on lui consacre des efforts et une réflexion qui n'en est qu'à ses débuts. Si nous nous en tenons au seul exemple de l'éducation juive, plusieurs indices démontrent que le *cyberspace* peut être un instrument de premier plan, ainsi que nous allons le voir plus loin.

15. Améliorer l'éducation juive

Dans une perspective de continuité identitaire, l'éducation est un facteur aussi déterminant que l'environnement familial. De nombreuses études confirment le lien privilégié entre pérennité juive et scolarisation dans des établissements juifs, religieux ou non. Or, si le peuple juif veut réaliser aujourd'hui l'idéal spirituel hérité de ses ancêtres et constituer cette communauté érudite tant vantée par les textes de la tradition, il doit concentrer tous ses efforts sur la qualité de son éducation.

Les dirigeants communautaires soucieux de connaissance, et même de pure érudition, devraient réfléchir aux options suivantes :

1. Tant dans les écoles que dans les cadres d'éducation à distance, le *cyberspace* est encore largement sous-exploité, en ceci qu'on y a généralement recours afin de soutenir des méthodes éducatives traditionnelles, tandis qu'il n'est pas encore sollicité dans un esprit novateur, inédit, voire révolutionnaire. Or, c'est précisément cette dernière approche qu'il s'agit d'encourager, puis de généraliser. Tant dans les grandes

villes qu'à travers les communautés les plus isolées, la culture juive pourrait parvenir aux jeunes comme aux adultes sous des formes intellectuellement attractives, renouvelées, séduisantes. Ainsi, l'exploitation maximale du *cyberspace* à des fins culturelles doit être au centre d'une vaste réflexion qui, seule, permettra une démocratisation sans borne du judaïsme dans le monde ;

2. La réduction des coûts de l'éducation juive, comme de la vie communautaire active, est une urgence. La scolarisation en établissements juifs est naturellement tributaire de facteurs économiques. Or, ceux-ci doivent être dépassés, réglés, car ce qu'ils remettent en question lorsqu'ils se dressent comme autant d'obstacles devant les impératifs liés à l'éducation, c'est la pérennité même du peuple juif. Idéalement parlant, chacun doit pouvoir bénéficier de la meilleure éducation au judaïsme, sans que la question du statut socio-économique n'intervienne jamais ;
3. Repenser les contenus de l'éducation juive, éventuellement les renouveler dans un esprit de fidélité à la tradition intellectuelle du judaïsme. Rendre ces contenus plus attractifs, plus évocateurs, pour la jeunesse juive d'aujourd'hui. Le renouveau de la pensée juive française, illustré par les textes clés de Levinas ou de Derrida, doit se poursuivre à travers une nouvelle génération d'universitaires, penseurs et écrivains. Il faut élaborer des structures d'études intensives, dont les maîtres d'œuvres se recruteraient tant en Israël qu'en Diaspora ;

Les initiatives juives les plus audacieuses sont souvent initialisées du dehors des institutions existantes

4. L'apprentissage de l'hébreu demeure une de ces « priorités impensées » qu'il s'agit donc de constamment réactualiser. La connaissance de l'hébreu reste nécessaire à celle des textes fondateurs du judaïsme comme à celle de l'Israël contemporain. Il faut donc rendre l'étude de cette langue plus abordable, et même en repenser l'approche globale ;
5. En Israël même, l'ignorance (parfois affligeante) de la pensée juive caractérisant une grande partie des élèves laïques est au centre de débats houleux. À ce jour, les efforts investis dans ce problème n'ont pas produit les résultats espérés. Certes, les textes hébraïques majeurs sont enseignés dans les écoles, à commencer par la Bible. Pourtant, ce mode d'enseignement scientifique, d'inspiration historiciste, n'influe en rien sur le degré d'identification au peuple juif. Par ailleurs, tant dans les établissements religieux que laïques, l'étude de la condition juive contemporaine est complètement négligée. Si les matières juives occupent un grand nombre d'heures dans l'emploi du temps de l'élève israélien, la manière dont ces matières sont enseignées doit être sérieusement reconsidérée ;
6. En Israël comme dans la Diaspora, les programmes d'enseignement du judaïsme sont conçus en fonction des divers courants, tendances et sensibilités constitutives de l'ensemble communautaire ;
7. En Israël, la volonté d'unifier ces programmes, et plus particulièrement, la création d'un « tronc éducatif commun », s'est heurtée à maintes réticences ;
8. En Diaspora, l'absence de structure centrale n'a jamais permis aux différentes commu-

nautés de s'entendre sur une initiative de ce genre. L'absence d'un tel programme d'étude met en danger le concept d'« unité dans la diversité » qui caractérise traditionnellement la vie juive diasporique, cette diversité non maîtrisée fragilisant l'unité et mettant en danger sur le long terme la cohésion du monde juif ;

9. Il importe d'établir des groupes de travail représentatifs des différents courants israéliens et diasporiques. En leur sein, on doit au moins tenter d'élaborer des archétypes d'éducation au judaïsme unie et cohérente. Ceux-ci pourront ensuite servir de base à la conception de programmes plus détaillés.

16. Réparations et restitution

La question des réparations allemandes s'enracine dans une réalité historique bien déterminée : la destruction « industrielle », méthodiquement programmée, du judaïsme européen par les hordes hitlériennes, les spoliations et les déportations caractérisant la période de la Seconde Guerre mondiale. Les réparations allemandes répondent d'abord à une nécessité morale, et des actions importantes ont d'ailleurs déjà été accomplies en ce sens ; il s'agirait notamment de privilégier une approche globale de la question des réparations, de coordonner les diverses actions entreprises dans la Diaspora comme en Israël. L'urgence de ce dossier est proportionnelle au temps qui passe et à la disparition naturelle des derniers survivants. Toute initiative devra tenir compte des éléments suivants :

1. Lutter contre la propagation des thèses négationnistes, selon lesquelles la destruction du

- judaïsme européen est « un mythe forgé par le sionisme américain vers 1942 » ;
2. Mettre l'accent sur l'unicité de la Shoah en tant que massacre systématique, véritable judéocide ne tolérant ni exception théorique, ni interruption dans la pratique du meurtre.
 3. Consacrer la restitution des biens volés aux besoins collectifs du peuple juif. Assumer un devoir de mémoire qui, seul, sera garant de l'avenir du peuple juif ;
 4. Dans les cas de restitutions d'objets d'art ou de biens immobiliers dont les héritiers légitimes ne peuvent être identifiés, un Conseil de réparation et de restitution décidera de leur utilisation ;
 5. Demander la préservation de l'héritage architectural juif ; la restauration des principaux édifices juifs est un espoir légitime du peuple juif et un devoir pour les pays concernés eux-mêmes ;
 6. Sur la question des réparations, l'État d'Israël n'a jamais mené une politique cohérente, notamment parce que ses obligations, en matière de politique étrangère, l'en ont empêché. Plus d'une fois, la volonté d'éviter l'incident diplomatique a incité Israël à se détourner, voire à classer, d'importants dossiers. Récemment néanmoins, le Gouvernement israélien a investi de nouveaux efforts dans ce domaine, mais les choses évoluent encore lentement ;
 7. La distribution des biens restitués entre, d'un côté, les héritiers légitimes, et de l'autre, l'ensemble du peuple juif, a suscité certaines controverses. Les partisans de ce type de partage estiment que le national-socialisme a pris pour cible le peuple juif dans son ensemble ; conséquemment, c'est à l'échelle

collective que celui-ci doit se voir restituer ce dont il a été dépouillé. Les fondations vouées à la transmission de la mémoire devraient notamment pouvoir bénéficier de ce genre de soutien ;

8. Au plan purement moral, l'acceptation ou le refus des réparations allemandes relèvent d'une réflexion qui, à ce jour, n'a pas encore été menée jusqu'au bout. D'une part, la culpabilité allemande est incommensurable ; de l'autre, il ne saurait être question d'accuser l'Allemagne d'aujourd'hui d'un crime auquel elle est naturellement étrangère.

Il incombe au peuple juif dans son ensemble de méditer ces questions : comment doit-on considérer la nouvelle historiographie allemande, laquelle fait parfois du peuple allemand lui-même la première victime du Troisième Reich (voir aussi l'importance de cette thématique dans la littérature allemande, par exemple chez Gunther Grass) ? Ces questions pourraient être posées au sein d'un forum représentatif du peuple juif, dont la tâche consisterait à élaborer une action appropriée ;

9. L'arrestation et le jugement des derniers criminels nazis vivants sont une tâche qui incombe au peuple juif comme à toutes les démocraties. Il est essentiel que l'Histoire retienne les noms et les abominations des « bourreaux volontaires » (D. Goldhagen) d'Hitler ;
10. La fusion des principaux organismes diasporiques et israéliens en un Conseil de réparation et de restitution relève désormais

En matière d'allocation de ressources, il faut privilégier le futur sur le présent

de l'urgence. Ce remaniement pourrait exiger le démantèlement pur et simple de certaines organisations trop arc-boutées sur les seuls intérêts de telle ou telle communauté. Car ce Conseil représenterait l'ensemble du peuple juif, sur les plans juridiques, éthiques — tout comme sur l'épineuse question de la distribution des biens restitués.

17. Repenser la répartition des ressources

Agir dès à présent en fonction de l'avenir du peuple juif nécessite d'immenses ressources humaines et matérielles. Le renforcement de ces dernières est donc une tâche décisive, digne de cristalliser de grands efforts, ce dont les responsables communautaires semblent d'ailleurs tout à

fait conscients. Dons, temps, fonds, collectes (générales ou spécifiques) sont d'ores et déjà consacrés à cette question; toutefois, ce sont les idées elles-mêmes qu'il faut approfondir et renouveler dans le but de parvenir à une meilleure efficacité d'action.

Dans tous les cas, la distribution des ressources doit être conditionnée par les besoins les plus urgents du peuple juif considéré dans sa globalité. On ne saurait tolérer que cette distribution s'effectue en fonction

des humeurs de tel dirigeant communautaire ou des accointances personnelles de tel autre. Naturellement, l'action philanthropique est par nature ciblée; par ailleurs, l'indépendance et la liberté d'organisation du peuple juif en Diaspora — la multiplicité des appareils communautaires témoigne de cette liberté — comportent simul-

tanément avantages et inconvénients. Il faut les prendre en compte afin de mobiliser le maximum de ressources visant à une action concrète.

Nous proposons les six recommandations suivantes :

1. Créer un « système comptable du peuple juif ». Pour cela, on établira une estimation des ressources utilisées à des fins collectives et on réfléchira à la pertinence du mode de répartition actuel. Présenter le tableau d'ensemble des dépenses, même approximativement, permet de localiser les poches de déséquilibre ou les investissements disproportionnés. Ce « tableau de bord » offrira une meilleure transparence des budgets et allocations communautaires ;
2. Les principaux organismes juifs devront fournir un rapport d'activité standardisé mesurant l'impact des ressources investies en fonction de leurs objectifs. Ceci affermera la crédibilité des organismes et amplifiera ainsi les contributions, tout en permettant un usage toujours plus pertinent des ressources collectives ;
3. Les grands donateurs, mais aussi certains secteurs actifs de la Diaspora, se verront soumettre une série de projets conformes aux intérêts futurs du peuple juif. Ensuite, ils devront établir un ordre de priorités et agir en conséquence ;
4. La part des budgets israéliens, tant nationaux que municipaux, destinée au renforcement du caractère juif de l'État d'Israël devrait être augmentée. Ces allocations supplémentaires devront être soumises à un strict contrôle :

on en vérifiera notamment l'impact au plan de l'identité juive ;

5. Une meilleure présentation des besoins inhérents à l'avenir du peuple juif est essentielle ; par là, les motivations des donateurs, militants culturels et autres, s'en trouveront rehaussées ;
6. Concernant le soutien fourni par les communautés prospères aux communautés en détresse, on privilégiera les projets visant à renforcer l'autonomie financière de ces dernières et impliquant l'appui économique des populations juives locales aisées.

18. Améliorer les processus de décision

Il est évident que les propositions stratégiques présentées dans ce Rapport et ailleurs sont tributaires d'un perfectionnement des processus de décisions communautaires.

En tant qu'entité globale, le peuple juif ne constitue pas une collectivité politique définie ou dogmatique ; mieux : le judaïsme ne possède ni clergé, ni hiérarchie universellement admise. En dépit de cela, les réalisations communautaires, grandes et petites, sont souvent remarquables. Ceci étant, les éléments constitutifs du présent Rapport convergent tous vers un même point : les divers appareils communautaires doivent absolument veiller à l'excellence du « personnel communautaire », comme à la plus haute qualité de leurs dirigeants. Ceci est également vrai pour les gouvernements d'Israël. Évoluer dans cette direction doit inclure :

1. L'établissement d'une cartographie des principaux organismes juifs ; dresser la liste des

erreurs, lacunes, emplois contreproductifs — et proposer des solutions ;

2. Les prises de décisions des divers gouvernements d'Israël ne peuvent s'opérer dans une totale indifférence des intérêts, comme du bien-être physique et matériel, de toute la Diaspora. Notre Rapport pourrait permettre d'entamer une réflexion en ce sens ;
3. La mise en place d'un observatoire des mécanismes décisionnels des principales organisations juives mondiales. Celui-ci devra articuler les détails d'une coordination efficace conforme aux intérêts des uns et des autres ;
4. Les organismes voués à favoriser l'émergence des élites juives doivent régulièrement dresser un bilan de leur action et rendre leurs programmes plus performants. Les cadres juifs doivent penser aux mesures nécessaires à l'élaboration d'une politique juive globalisante : l'ensemble des propositions retenues dans ce Rapport les y aidera grandement.

Face aux menaces, comme aux défis, qu'affronte le peuple juif — les plans d'action, les décisions, l'ordre du jour et les recommandations figurant dans ce Rapport démontrent qu'il est possible d'œuvrer dans le sens d'une Renaissance juive. Cela ne s'accomplira toutefois qu'au prix d'une prise de conscience, et d'une volonté déclarée de prendre en main notre destin. Pourtant, notre Rapport démontre aussi qu'en l'absence de toute initiative de ce genre, l'avenir du peuple juif sera incertain et menacé.

Les communautés doivent se doter d'une cellule stratégique pour penser leur futur

Selon l'antique adage talmudique (Avot 3, 14):

Le droit d'agir est octroyé

הרשות נתונה

Tel est le défi qui s'impose aux institutions et *leaders* juifs, mais également à chacun et chacune des membres de notre peuple.

INSTITUT DE PLANIFICATION D'UNE POLITIQUE POUR LE PEUPLE JUIF

L'Institut de Planification d'une Politique pour le Peuple Juif (JPPPI) a été fondé en tant que *think-tank* indépendant ; sa mission est de contribuer à la continuité et la prospérité du peuple juif et de sa culture. Présidé par l'Ambassadeur américain M. Dennis Ross, l'Assemblée des Directeurs et, à sa suite, le Conseil Professionnel assurent l'autonomie et l'intégrité scientifique de l'Institut.

Le JPPPI souhaite réunir les plus éminents penseurs juifs pour s'engager dans l'élaboration d'une politique pragmatique, laquelle permettra aux organisations juives et au *leadership* communautaire de prévenir les tournants liés à l'évolution de nos sociétés et de déterminer les priorités présentes et futures. Sa responsabilité consiste à définir les modalités d'un mieux-être pour le peuple juif dans son ensemble et, simultanément, de prévenir les éventuelles catastrophes.

Outre son bilan annuel, l'Institut oeuvre à divers projets :

- Futurs possibles du peuple juif à l'horizon de l'an 2025 ;
- Démographie juive — tendances et implications pour une nouvelle approche ;
- Amélioration de l'image et de la position du peuple juif, aux yeux des superpuissances émergentes et dépourvues de tradition biblique ;
- Stratégie de rapprochement avec les communautés musulmanes ;
- Gestion des crises des communautés juives.

Grâce à cette redéfinition stratégique qui rassemble juifs d'Israël et de Diaspora en une seule entité, l'Institut, basé à Jérusalem, cherche à mieux comprendre les dynamiques qui agissent sur le présent afin de présenter des analyses claires et des recommandations concrètes destinées aux décideurs juifs d'aujourd'hui et de demain.

Notre espoir le plus intime est que nos études favorisent, par-delà les strictes limites communautaires, l'éclosion d'un débat public axé sur le développement et l'avenir du judaïsme et du peuple juif au sein de la famille des nations.



Ce Rapport, écrit par un groupe d'experts de différents pays, poursuit un but bien précis : proposer une radioscopie originale du monde juif, et par là même, cerner ses contradictions, les menaces – démographiques, culturelles, politiques – qui se dressent face à lui, mais aussi les voies qui pourraient lui permettre, demain, de s'affirmer comme une entité porteuse d'espoir et d'un projet où se conjuguent harmonieusement particularisme et universalisme.

Loin de n'être constitué que de suppositions, de vagues espoirs ou d'hypothèses invérifiables – notre Rapport se fonde tout au contraire sur des éléments précis, comme sur des données scientifiques de premier plan. On pourra notamment y trouver des approches comparatistes, suivies d'un état des lieux exhaustif du monde juif actuel, comme des propositions visant à assurer une *continuité* du judaïsme, perçu comme entité autonome et, simultanément, impliqué dans les grands dossiers constitutifs de notre temps.

Entre autres nouveautés, la perspective d'un dépassement du clivage Israël/Diaspora, au profit d'un *être-ensemble* du peuple juif transcendant langues et frontières, ne manquera pas de retenir l'attention du lecteur. L'enjeu ? Proposer une nouvelle vision stratégique du monde juif dont la pertinence, pour le XXI^e siècle naissant, ne ferait plus question.

Shimon Peres

Vice Premier Ministre Israélien

L'élaboration d'une vue d'ensemble du peuple juif constitue un préliminaire incontournable à l'identification des processus en cours et à la prise de décision éclairée. Le JPPPI a affronté ce défi en offrant un tableau exhaustif et une analyse pénétrante de l'existence juive actuelle. Je suis convaincu que ce rapport favorisera l'émergence de choix stratégiques, oeuvrant ainsi à un avenir optimiste pour le peuple juif.

René-Samuël Sirat

Ancien Grand Rabbin de France

Je tiens à féliciter le JPPPI pour l'excellence des contributions proposées et pour le courage dont l'Institut fait preuve. J'espère que les dirigeants des grandes institutions juives internationales et les instances politiques israéliennes prendront connaissance et œuvreront dans le sens des propositions et des idées que formule ce rapport.

Israël Meir Lau

Ancien Grand Rabbin d'Israël

Assimilation, antisémitisme et terrorisme constituent autant de questions qu'il s'agit d'affronter afin de mieux assurer nos lendemains. J'approuve les efforts du JPPPI qui analyse ces défis avec courage et finesse pour en tirer des conclusions qui sont autant de garantie de la pérennité du peuple juif dans l'esprit de notre héritage d'humanisme basé sur la Tora éternelle.

François Zimeray

Ancien Membre du Parlement européen, président de l'association MedBridge Strategy Center

Ce rapport offre une évaluation rare et précieuse de la situation du peuple juif à l'échelle universelle et des potentialités qu'il devra développer pour assurer son avenir. À présent, c'est à Israël et à la diaspora, comme à leurs dirigeants, qu'il incombe de le mettre en pratique afin de s'engager vers le futur.

Benjamin Netanyahu

Ancien Premier Ministre Israélien, Président du Likoud

Ce remarquable rapport nous offre la possibilité d'une réflexion profonde sur la situation actuelle du peuple juif comme sur les défis qui s'imposent à lui. J'en recommande la lecture à tous les dirigeants juifs conscients non seulement des tâches présentes mais également futures.



**Institut de
Planification d'une
Politique pour le
Peuple Juif
(JPPPI)**

2, Rue Pinsker
P.O.B. 4689
Jérusalem 92228
Israël

Tel:
(972)-2-5633356

Fax:
(972)-2-5635040

www.jpppi.org.il

Email:
info@jpppi.org.il

